

DES JEUNES EN MOUVEMENT



état de la population mondiale 2006

supplément jeunesse

DES JEUNES EN MOUVEMENT

 état de la population mondiale 2006

Supplément Jeunesse

Equipe de rédaction

L'Etat de la population mondiale 2006, Supplément Jeunesse

Coordonnateurs/Chercheurs/Auteurs :

Introduction, Données générales,

Conclusions /Directrices de publication :

Dr. Laura Laski et Saskia Schellekens

Recherche/Coauteur : Introduction et Données générales :

Maria José Alcalá

Journalistes/Auteurs des récits de vie :

Martin Caparros et Shyamala Shiveshwarkar

Recherche/Associés de rédaction :

Mandeep Janeja et Martine Mangion

Rédacteur : Martin Caparros

Réviseur de rédaction : Alex Marshall

Assistants de recherche, rédaction et administration :

Sandra Barron et Malak Khatib-Maleh

Remerciements:

Nous prions de trouver ici l'expression de notre gratitude pour leurs contributions les personnes dont les noms suivent : les membres du Programme spécial Jeunesse de l'UNFPA, Chandni Malik, Ariel Gonzalez Galeano, Yara Jarallah, Fiona Kaikai, Koray Serin, et Loukman Tidjani pour leurs apports et assistance à la recherche sur des problèmes spécifiques liés à la présente publication.

Nous exprimons notre sincère gratitude aux nombreux collègues de l'UNFPA dans les Bureaux de pays, les Equipes d'appui national et au Siège, aussi bien qu'aux partenaires de l'UNFPA, pour les apports fournis et les informations communiquées, et sommes en particulier reconnaissants aux Bureaux de pays et partenaires de l'UNFPA en Argentine, en Inde, au Libéria, au Moldova, aux Philippines, au Suriname, et en Zambie qui ont facilité la conduite des interviews des jeunes dont la présente publication trace le portrait.

Nous assurons de notre reconnaissance spéciale : Maria José Alcalá, pour son soutien et sa collaboration continus afin de garantir l'harmonisation avec le rapport de l'UNFPA sur l'Etat de la population mondiale 2006; Martin Caparros et Shyamala Shiveshwarkar, pour les rapports émouvants et évocateurs qu'ils ont dressés du monde entier; et Adama, Bibi, Edna, Falcao, Kakenya, Khadija, Natalia, Noraida, Rajini et Richard, pour nous avoir fait part de l'histoire de leur vie.



DES JEUNES EN MOUVE TABLE DES M





MENT ATIÈRES



	Préface	iv
	Introduction	v
Adama	BURKINABÉ, MIGRANT EN ESPAGNE	1
Noraida	PHILIPPINE, EMPLOYÉE DE MAISON À L'ÉTRANGER	7
Kakenya	KÉNYANE, ETUDIANTE AUX ETATS-UNIS	13
Edna	ZAMBIENNE, SÉROPOSITIVE	18
Natalia	MOLDOVIENNE, VICTIME DE LA TRAITE DES HUMAINS	25
Bibi	SURINAMAISE, INFIRMIÈRE STAGIAIRE	30
Khadija	NÉERLANDAISE ET MAROCAINE, ÉTUDIANTE	36
Richard	LIBÉRIEN, ANCIEN RÉFUGIÉ DE GUERRE	42
Rajini	INDIENNE, ÉPOUSE DU GOLFE	48
Falcao	COLOMBIEN, JOUEUR DE FOOTBALL EN ARGENTINE	54
	Conclusion	60
	Notes	63

PREFACE

Le présent rapport explore les vies de jeunes femmes et de jeunes hommes qui se sont risqués en de nouveaux pays afin de poursuivre leurs rêves ou d'échapper à l'oppression, à la guerre, à la pauvreté ou à la malchance. Il offre un profil des vies de jeunes femmes et de jeunes hommes de dix pays – Burkina Faso, Colombie, Inde, Kenya, Libéria, Moldova, Pays-Bas, Philippines, Suriname et Zambie. Quelques-uns n'ont jamais émigré, mais leurs vies sont marquées par l'expérience de leur conjoint ou de membres de leur famille qui sont allés à l'étranger. Ils ont été interviewés par les journalistes Martin Caparros et Shyamala Shiveshwarkar dans leur pays d'origine ou de destination.

Du désir et de l'intention d'émigrer (Bibi, Suriname) à la recherche d'une vie meilleure dans un nouveau pays (Falcao, Colombie; et Noraida, Philippines); de la quête passionnée d'une formation avancée et du besoin d'échapper aux préjugés sexistes (Kakenya, Kenya) aux retombées du séjour à l'étranger de proches (Rajini, Inde; et Edna, Zambie); de la construction d'une nouvelle identité culturelle (Khadija, née de migrants marocains aux Pays-Bas) aux risques liés au passage de frontières (Natalia, Moldova; et Adama, Burkina Faso); à la fuite devant la violence et la persécution (Richard, Libéria): les profils des jeunes présentés dans ce rapport composent un tableau marqué par l'espoir et le succès, mais aussi par la déception et le désespoir.

Le rapport comprend une brève introduction avec des informations générales sur les jeunes qui se déplacent. Parce que les jeunes ont été généralement absents des débats et politiques sur la migration internationale, l'information disponible est très limitée. Nous espérons qu'en écoutant les voix de jeunes concernés par la migration, en montrant leurs vrais visages tels qu'ils apparaissent dans la vie quotidienne et en faisant partager leurs préoccupations et leurs besoins d'éducation, d'emploi, de santé, de sécurité et de paix, ce rapport aidera à appeler l'attention sur les jeunes dans le cadre du appeler sur la migration internationale.

Les dix jeunes interviewés pour ce rapport ont parlé avec honnêteté, courage et franchise. Ils démontrent que même dans les situations les plus défavorables et les plus dangereuses, les jeunes possèdent un ressort et une capacité de faire face à tout vraiment extraordinaires.

En abordant les problèmes liés à la migration, les gouvernements ont une occasion de libérer l'esprit de ressource et la vitalité que les jeunes migrants portent en eux au lieu de les considérer comme une charge et un risque. En septembre 2006, les Etats Membres tiendront une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies pour discuter de la migration internationale. Ce Dialogue de haut niveau sur la migration internationale et le développement représente une chance unique de répondre aux préoccupations des jeunes en mouvement.

Nous espérons que ce rapport fera prendre conscience de la nécessité d'élaborer en réponse des politiques qui protègent les droits humains des jeunes migrants, quels que soient leur lieu d'origine, leur sexe, leur âge ou leur appartenance ethnique. Il invite à apprécier les contributions que les jeunes font à leurs pays tant d'origine que de destination. Ces contributions pourraient être considérablement enrichies si l'on prêtait davantage attention à leurs besoins et droits très divers. Leurs histoires individuelles nous rappellent qu'il y a des millions de jeunes femmes et de jeunes hommes comme Natalia, Edna, Falcao, Adama, Bibi, Rajini, Richard, Kakenya, Khadija et Noraida. Ils passent des frontières tous les jours, poussés par l'insécurité, la violence ou la pauvreté ou à la recherche de meilleures occasions, quelles que soient les chances réelles, de réaliser leur désir légitime d'une vie meilleure.

DES JEUNES EN MOUVEMENT

INTRODUCTION

Plus que jamais, les jeunes sont en mouvement. Au cours des dernières décennies, les changements politiques, économiques, sociaux et démographiques survenus en de nombreuses parties du monde ont déraciné quantité d'individus et stimulé la migration vers les villes et à l'étranger. Le volume croissant des échanges, la rapidité et le bas prix des transports, la facilité accrue des communications ont encouragé davantage de jeunes à migrer dans leur pays même ou au-delà des frontières nationales.

Le rêve de meilleures perspectives et la demande de main-d'œuvre dans d'autres pays met de nombreux jeunes en mouvement. La violence, la guerre, la pauvreté, le chômage, le crime ou la persécution poussent beaucoup d'autres à s'échapper.

Beaucoup s'en vont avec de maigres possessions, peu d'argent et de rares informations sur leur lieu de destination; du moins ils emportent avec eux les grands atouts que sont la jeunesse, le ressort, l'esprit de ressource et la persévérance. Mais, à cause de leur âge précisément, ils affrontent des obstacles et risques qui mettent leur endurance à rude épreuve.

Les jeunes en mouvement sont déterminés. Beaucoup n'ont pas de documents de travail et passent la frontière en tant que visiteurs ou touristes. D'autres paient des passeurs pour les faire entrer clandestinement. S'il le faut, ils traversent les océans à bord de fragiles embarcations, ou des déserts brûlants cachés dans un véhicule. Ils trouvent toujours un moyen.

Durant leur déplacement, les jeunes sont vulnérables. Ils peuvent être emmenés par les passeurs vers une destination différente de celle qu'ils voulaient atteindre. Ce qui a commencé comme un voyage à la recherche d'une vie meilleure peut s'avérer finalement un piège pour beaucoup, en particulier pour les jeunes femmes: elles tombent dans les rets des trafiquants de l'industrie du sexe ou sont livrées comme employées de maison à un semi-esclavage. Certains jeunes sont jetés dans le tourbillon de la guerre ou du conflit civil. Ils sont recrutés comme soldats ou s'échappent le moins mal qu'ils peuvent, avec leur famille ou sans elle.

La migration internationale des jeunes a des implications démographiques, sociales, culturelles et économiques. Les jeunes âgés de 10 à 24 ans représentent maintenant plus de 30 % de la population des pays en développement¹. La plupart des jeunes migrants viennent de ces pays.

De nombreux pays, notamment en cas de vieillissement de la population, tirent profit de l'arrivée des jeunes migrants qui occupent les emplois les moins rémunérés que nul autre ne veut occuper, contribuant ainsi au bon fonctionnement de l'énorme et complexe mécanisme sans lequel villes et communautés ne pourraient subsister. Ils fournissent de la main-d'œuvre dans l'agriculture et la construction; ils font les travaux domestiques et servent chez les particuliers, dans les hôtels et restaurants. Il y a aussi une demande croissante de travailleurs qualifiés dans des domaines tels

que les soins de santé, les technologies de la communication et les sports.

L'émigration des jeunes diminue les effectifs de la main-d'œuvre fournis par un groupe d'âge très productif dans les pays de départ, et beaucoup de ces jeunes avaient acquis de fraîche date une compétence ou une qualification. Mais les jeunes migrants envoient de l'argent dans leur pays d'origine et apportent leurs compétences et leur expérience quand ils reviennent.

Emigrer, c'est perdre les réseaux de parents et d'amis qui donnent aux jeunes un soutien et un sentiment d'identité et de direction. D'un autre côté, les jeunes femmes, en particulier, peuvent être affranchies dans une certaine mesure des limitations imposées par la tradition.

L'intégration dépend en grande partie des politiques du pays hôte s'agissant d'aider les jeunes migrants à apprendre la langue, à trouver un emploi, un logement, une éducation et des soins de santé et à les protéger du racisme, de la xénophobie et de la discrimination. Elle dépend aussi de la capacité des migrants à s'adapter. Les jeunes sont souvent plus souples et avides d'apprendre; ils peuvent aider les personnes âgées de leur entourage.

Les jeunes femmes qui émigrent seules peuvent s'intégrer à la société du pays hôte dans les conditions qu'elles-mêmes choisissent, et jouir de l'autonomie que leur confèrent l'éducation et un emploi: mais, au sein de la famille, l'instinct commun à de nombreuses communautés d'immi-

grants est de limiter les contacts “extérieurs” de leurs filles et les risques qu’ils impliquent. De tels problèmes peuvent être à l’origine de tensions entre les migrants et leurs hôtes, de même qu’au sein des communautés migrantes, et on en reconnaît aujourd’hui seulement toute l’ampleur.

En dépit des risques liés à l’émigration, la plupart des jeunes la jugent une expérience enrichissante, qui offre un emploi, l’acquisition de nouvelles compétences, la connaissance du monde et l’appartenance à des réseaux, cela à l’avantage tant du pays hôte que du pays d’origine.

Le rêve de s’établir à l’étranger

La mondialisation et un plus large accès à l’information ont sans doute rendu les jeunes plus conscients des possibilités qui font défaut dans leur pays. Le cinéma et la télévision, un accès accru à l’internet, les récits des migrants et ce qu’ils peuvent voir de la vie des gens aisés dans leur propre pays les incitent à rêver.

Les jeunes espèrent un avenir où leurs visions et leur plein potentiel puissent se réaliser. Avec des possibilités limitées et inégales, il n’est pas surprenant qu’une forte proportion de jeunes des pays en développement et des pays en transition souhaite émigrer: par exemple, 51 % dans les pays arabes², 63 % en Bosnie³, plus de 60 % dans la région Primorye, à l’extrême est de la Russie⁴, 47 % au Pérou⁵, et 25 % en Slovaquie⁶.

Il n’arrive pas souvent que leurs vœux deviennent réalité. Rares sont ceux qui font réellement des plans pour partir, plus rares encore ceux qui arrivent dans les pays où ils envisageaient d’aller.

Néanmoins, la découverte du fait que tant de jeunes pensent à s’en aller est devenue en de nombreuses sociétés un sujet de débats animés.

Combien vont à l’étranger?

On sait peu de chose de la diversité et de la complexité de la migration internationale des jeunes. Les données sont extrêmement limitées, parce que, pendant de longues années, les migrants internationaux étaient censés être des hommes d’âge à travailler. On croyait que femmes et jeunes migraient seulement en tant qu’éléments de groupes familiaux. De nombreux pays collectent désormais des informations sur les femmes et les jeunes qui émigrent seuls, mais peu les rendent publiques sous une forme utilisable, et moins encore, les analysent. Les jeunes demeurent largement invisibles dans la recherche, les débats publics et la politique afférents à la migration internationale.

Bien qu’ils n’apparaissent pas dans les débats sur la migration internationale, les jeunes âgés de 15 à 30 ans, de l’avis unanime des experts, ont toujours représenté et représentent encore une importante proportion des migrants. Le total mondial des migrants internationaux se serait élevé en 2005 à plus de 191 millions⁷. La majorité vient des pays en développement et des pays en transition⁸. Ils émigrent vers les pays voisins plus riches ou vers les pays développés.

On évalue la proportion des jeunes originaires de pays en développement qui s’en vont de leur pays à un tiers environ du flux total de migration et à un quart environ du volume total de migrants internationaux⁹, les chiffres variant de 20 % de

tous les Tadjiks établis en Russie¹⁰ à 50 % de tous les Nicaraguayens établis au Costa Rica¹¹. Si nous devons inclure dans la catégorie des jeunes ceux âgés de 25 à 29 ans, les jeunes constitueraient la moitié du flux migratoire et le tiers du volume total des migrants¹².

Les femmes émigrent autant que les hommes¹³, et il y a lieu de supposer que la même observation s’applique aux jeunes. Par exemple, les jeunes femmes représentent la majorité des employées de maison et des infirmières qui émigrent. Mais les jeunes hommes sont les plus nombreux parmi les migrants d’Amérique Centrale.

Dans le monde d’aujourd’hui, la mobilité physique est de plus en plus assimilée à l’ascension dans l’échelle socio-économique. A un jeune âge, si l’on n’a pas d’emploi régulier ni de famille, les bénéfices attendus de la migration à la recherche de perspectives nouvelles et meilleures peuvent l’emporter considérablement sur les coûts¹⁴. Les jeunes ont l’avantage d’avoir plus de temps pour surmonter les difficultés liées au départ à l’étranger et pour en recueillir les bénéfices potentiels¹⁵.

Les rapports en provenance de diverses régions indiquent que les adolescents représentent une proportion croissante de la main-d’œuvre migrante. Dans les Amériques, c’est devenu un trait important de la migration depuis une quinzaine d’années¹⁶. Par exemple, en 1997, 15 % de tous les Mexicains qui cherchaient un emploi aux Etats-Unis étaient des adolescents¹⁷. D’après les résultats d’une enquête dans des refuges au Mexique et en Amérique centrale, aux points de transit pour les migrants se dirigeant vers les

Etats-Unis, 40 % de tous les nouveaux arrivants étaient des adolescents âgés de 14 à 17 ans¹⁸. Des études menées dans la zone frontalière entre Thaïlande, Myanmar et Chine signalent que des adolescents âgés de 13 ans seulement traversent les frontières sans être accompagnés¹⁹.

Généralement, les jeunes se font moins entendre et détiennent moins de pouvoir que leurs aînés, et la migration internationale elle-même n'est apparue que récemment au premier plan des agendas nationaux et mondiaux. Le manque de données concernant les jeunes qui passent des frontières est un obstacle majeur à la mise en place de politiques appropriées pour le plus vulnérable des groupes d'âge.

Les visages divers des jeunes migrants

Les jeunes femmes et hommes qui émigrent sont extrêmement divers sur les plans social, économique et ethnique, ainsi que par leur niveau d'éducation. Ils traversent les frontières pour de nombreuses raisons : à la recherche d'un travail, temporaire ou permanent; comme réfugiés fuyant un conflit ou une persécution, qui ont parfois perdu leurs parents ou en ont été séparés; à la recherche d'une éducation de meilleure qualité; pour rejoindre leurs parents ou d'autres membres de leur famille déjà installés dans un pays étranger; ou pour se marier, ce qui est notamment le cas des jeunes femmes destinées à un mariage arrangé ou forcé. Certains parents encouragent leurs enfants à émigrer pour échapper à la pauvreté et à des choix limités dans leurs pays. D'autres parents veulent s'assurer qu'eux-mêmes

et d'autres membres de la famille seront pris en charge à la fin de leur vie²⁰. Beaucoup de jeunes quittent leur demeure, séduits par la promesse mensongère qu'ils trouveront ailleurs une vie meilleure. Les uns voyagent accompagnés, les autres seuls. Des dizaines de milliers d'enfants et d'adolescents qui traversent les frontières dépourvus de documents, sans leurs parents ou tuteurs, sont détenus et expulsés chaque année²¹.

Les aspirations individuelles, les situations familiales, la forme d'esprit liée à leur culture et la qualité de vie sont au nombre des facteurs qui influent sur la décision d'émigrer prise par les jeunes. Pour les jeunes hommes, voyager à l'étranger peut constituer un rite de passage. Pour les jeunes femmes de quelques parties de l'Afrique de l'Ouest, la coutume veut qu'elles émigrent pour une certaine période en tant qu'employées de maison, dans une autre partie de leur propre pays ou à l'étranger²². Les jeunes femmes économisent leurs gains en vue de se marier. Tandis que de nombreux jeunes et leurs parents connaissent les problèmes et les risques de la migration, d'autres les ignorent et ne trouvent en fin de compte que la déception liée à de dures conditions de vie et de travail.

Certains courants de migration et types de travail s'adressent à un sexe plutôt qu'à l'autre. Par exemple, les jeunes hommes ont constitué la majorité des migrants au départ de l'Albanie²³, de l'Inde (Etat du Kerala)²⁴ et de l'Afrique de l'Ouest²⁵. Ils sont préférés pour le travail physique, par exemple dans le secteur de la construction. Les multinationales recrutent les jeunes instruits et compétents dans les technologies de

l'information et de la communication et la recherche scientifique, et les pays soucieux de soutenir la compétition sur les marchés mondiaux les accueillent avec empressement. La traite des garçons, surtout originaires du Bangladesh, de l'Inde et du Pakistan, destinés à devenir jockeys de chameau dans les pays du Golfe où ces courses sont appréciées, constitue une forme plus rare de migration forcée fondée sur le sexe²⁶.

Les jeunes femmes sont de loin les plus nombreuses à émigrer pour devenir employées de maison. Pour beaucoup d'entre elles, la migration peut être un moyen d'échapper aux limitations imposées par les normes sexuelles traditionnelles. Mais, en raison de leur sexe, les jeunes femmes font de la migration une expérience où abondent sévices et violences, en particulier de caractère sexuel. Dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine où, en grand nombre, les jeunes femmes ont quitté nombre les zones rurales pour les zones urbaines où elles travaillent dans des fabriques produisant pour l'exportation, leur revenu professionnel peut élever leur statut au sein de la famille et leur faire reconnaître davantage le droit d'intervenir dans les décisions sur leur propre destin, par exemple, de résister aux pressions exercés sur elles pour qu'elles se marient et aient des enfants à un jeune âge. Bien que le harcèlement sexuel et d'autres atteintes à leurs droits humains ne soient nullement rares, pour de nombreuses jeunes femmes, l'expérience et les compétences qu'elles acquièrent dans ce type de travail peuvent constituer un premier pas vers la migration à l'étranger et des emplois mieux rétribués.



Adama

BURKINABÉ, MIGRANT EN ESPAGNE

Sa vie était sans histoire. Adama S. est né en 1981 à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, et n'a jamais été à l'école. Son père cultivait du millet, du maïs et du tapioca sur un tout petit lopin de terre, à peine suffisant pour nourrir sa famille. A douze ans, Adama est entré comme apprenti dans un atelier de mécanique; trois ans plus tard, il était capable de réparer de l'équipement électrogène. Il serait probablement resté là longtemps si son patron n'était pas mort.

L'atelier a fermé. Maintenant sans emploi, âgé de près de vingt ans, il a commencé à se demander ce qu'il allait faire de sa vie. Il avait beaucoup entendu parlé de parents et de voisins qui étaient allés en Europe et de la vie agréable qu'ils menaient là-bas. Il avait économisé 200 euros : sa décision semblait aller de soi.

D'abord, j'ai demandé un visa à l'Ambassade de France, mais ils ne me l'ont pas donné. Ce que je voulais, c'était aller en Europe, le pays ne m'importait pas. On m'a dit que d'abord je devais aller en Espagne, parce c'est l'unique pays européen qui a une frontière avec l'Afrique et, à partir de là, on peut aller où l'on veut.

Le voyage a bien commencé. Au début de 2002, Adama a acheté un ticket d'autobus pour Bamako, capitale du Mali. Il a dormi quelques jours à la gare et découvert qu'il devait prendre un autre autobus pour Gao; là, pour une centaine d'euros, il a trouvé place à bord d'une camionnette qui lui ferait traverser le Sahara jusqu'à Tamanrasset, en Algérie. Le voyage a pris cinq nuits. Durant la journée, lui et les vingt autres passagers se cachaient dans des grottes et attendaient le coucher du soleil.

Il était encore loin du Maroc : il a dû traverser toute l'Algérie, voyageant de nuit et se cachant de jour. Parfois il marchait, parfois un camion le prenait à bord. D'autres fois encore, il restait quatre ou cinq jours dans une oasis sans trouver de moyen de transport, avec une peur continue de la police. Il lui a fallu près de deux mois pour traverser le désert et l'Atlas et atteindre la frontière marocaine. Des passeurs lui ont fait traverser la frontière; après quatre nuits de marche très pénible, il est arrivé à Oujda. De là, un autobus l'a conduit à Nador, la ville marocaine proche de Melilla.

Melilla est un territoire espagnol sur le continent africain, séparé du Maroc par une clôture en grillage. Chaque nuit, Adama mar-

chait le long du grillage, le regard tourné vers l'Europe (si proche, tellement proche), essayant de penser à un moyen d'y entrer. Il savait que certains avaient passé par-dessus, mais cela ne semblait pas si facile. Trois ans plus tard, les migrants allaient inventer la technique de l'avalanche, qui consiste pour des centaines de personnes à se jeter ensemble contre la clôture; mais à ce moment-là le passage était affaire d'initiative individuelle.

Il s'est un jour approché trop près et la police marocaine l'a arrêté et déporté en Algérie. Adama est revenu au Maroc, pour être déporté de nouveau deux mois plus tard. Adama se sentait vaincu. Il était arrivé depuis longtemps au bout de son argent. C'était la saison de la récolte des olives; Adama travailla deux mois et gagna suffisamment pour retourner au Maroc. Mais, cette fois, il se dirigea vers Rabat. La clôture à Melilla semblait infranchissable et il voulait essayer la route maritime, à bord des fameuses *pateras*, embarcations très peu sûres, de dix mètres de long et à un seul moteur.

A Rabat, j'ai passé un an à dormir dans les rues, à manger ce que je trouvais dans les poubelles. Je n'avais pas un sou, je ne connaissais

personne, je ne pouvais pas trouver de travail. Même les Marocains n'avaient pas d'emploi. J'ai beaucoup souffert. Je voulais retourner dans mon pays, mais il me fallait de l'argent même pour cela.

Un jour, désespéré, Adama s'est livré à la police dans l'espoir d'être renvoyé chez lui. Un officier lui a dit sans ménagement que s'il voulait repartir, il ne pouvait compter sur personne que lui-même. Adama croyait être arrivé au bout de son rouleau.

Dans mon pays, au moins, je pouvais manger. Je me sentais très misérable. Mais j'ai continué de lutter, parce qu'il fallait bien faire ma vie.

C'est alors que sa chance a commencé de changer. Il a rencontré un Malien qui lui offrit une place dans sa chambre et le mit en rapport avec un homme qui travaillait dans le secteur des pateras. Cet homme, un Ghanéen, lui a proposé un marché : si Adama réussissait à trouver vingt

Les jeunes migrants occupent souvent des emplois au niveau le plus bas du marché du travail, ou des emplois que les nationaux ne sont pas disposés à prendre.

clients disposés à payer de 1000 à 1500 euros, il pourrait voyager gratis. Vers ce moment, Adama a pu enfin appeler chez lui pour faire savoir à ses parents qu'il était encore vivant,

mais encore en Afrique. C'est alors qu'il apprit la mort de son père.

Ma mère m'a dit qu'il avait été empoisonné, mais je n'ai jamais su ce qui était vraiment arrivé, parce que je n'ai jamais pu retourner dans mon pays.

D'abord, Adama ne pouvait pas trouver de clients, personne ne lui faisait confiance. Petit à petit, cependant, il s'est fait connaître et, à la fin de 2004, Adama avait déjà envoyé 40 personnes faire le voyage. Il avait gagné le sien propre. Il avait attendu ce moment deux longues années.

De Rabat, un camion l'a conduit avec vingt autres jusqu'à un abri situé dans le désert. Là, il leur a fallu attendre que les policiers achetés par les passeurs commencent leur tour de garde. Pendant plusieurs jours, ils n'ont pas eu une goutte d'eau. Adama en voyait d'autres boire leur urine, mais il ne pouvait s'y résigner. Puis, un après-midi, ils sont tous remontés à bord d'un camion qui les a conduits à un site isolé sur la côte Atlantique. Les passeurs leur ont fait jeter leurs papiers d'identité avant de monter à bord.

Sur la plage, au clair de lune, Adama a subi un autre choc : les Marocains qui travaillaient pour les passeurs leur ont volé tout ce qu'ils avaient – argent, montres, vêtements. Adama a essayé de se défendre et l'un de ces Marocains lui a entaillé la main avec un

couteau. C'est avec cette blessure qu'il est monté à bord de la *patera*. Il ne lui restait rien d'autre au monde que sa chemise et son short, mais enfin il voguait vers l'Europe.

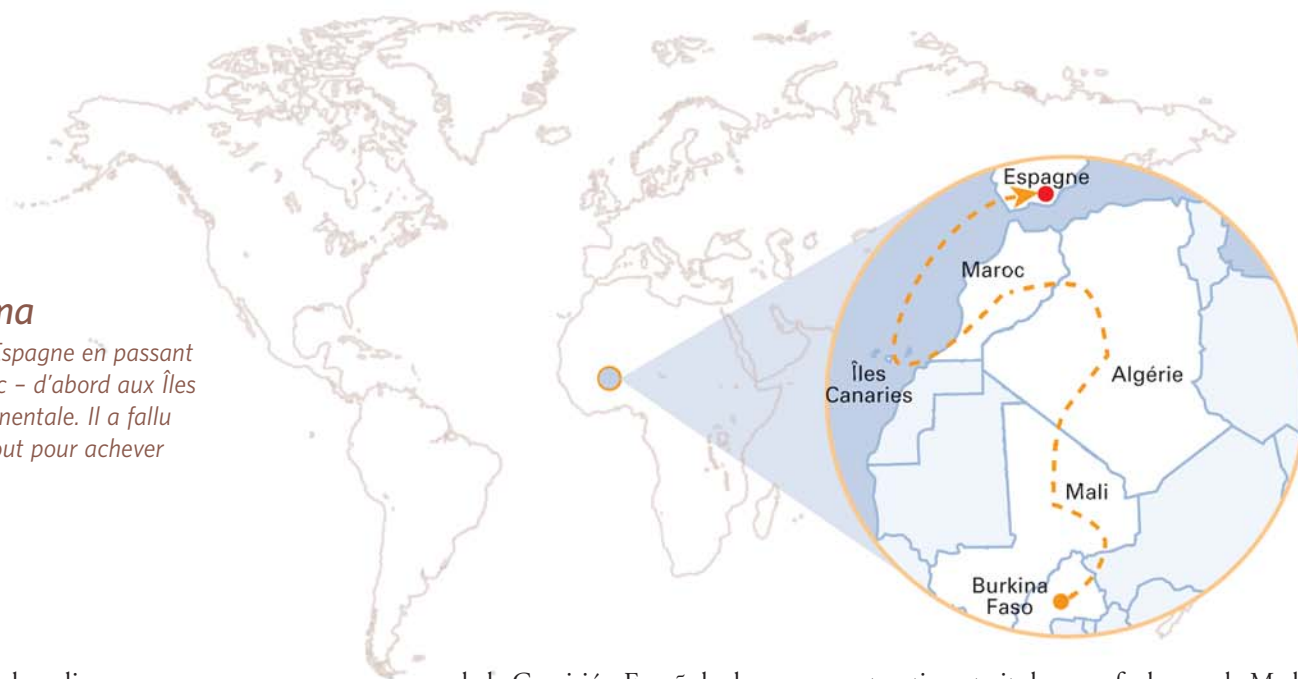
Le capitaine était un pêcheur de Gambie; il serait payé pour faire ce voyage. Il demanda à Adama de contrôler la boussole. L'aiguille devait rester en permanence sur 340 degrés : si elle s'en écartait, ils étaient morts. Le voyage était facile, a-t-il dit, et ils arriveraient aux îles Canaries en moins d'une journée. Même si le bateau avait un accident, lui et Adama survivraient : ils étaient les seuls à avoir des bidons de combustible en plastique à l'aide desquels flotter jusqu'à ce qu'on vienne à leur secours.

Cela m'a calmé. Du moins je survivrais. Mais j'étais tout de même très nerveux : je n'avais jamais vu la mer auparavant.

Les premières heures furent calmes : à midi, la mer devint grosse, mais la *patera* tint le coup. Dans l'après-midi, ils virent une île; peu après, le garde côte espagnol a arrêté leur bateau et les a emmenés. Le soulagement d'Adama ne dura pas longtemps : on le prit à tort pour le capitaine et on l'interrogea. Adama ne révéla pas qui était le véritable capitaine : entre compagnons d'aventure, dirait-il plus tard, ces choses-là ne se font pas. A la fin, le Gambien fut identifié, arrêté et déporté. Tous les autres reçurent de quoi manger et s'habiller dans un asile géré par le Gouvernement, où ils passèrent les quarante jours réglementaires.

La migration d'Adama

Il a conduit du Burkina Faso à l'Espagne en passant par le Mali, l'Algérie et le Maroc - d'abord aux îles Canaries, puis à l'Espagne continentale. Il a fallu à Adama plus de trois ans en tout pour achever son voyage.



(Durant cette quarantaine, la police espagnole interroge les immigrants. Ceux dont on découvre qu'ils n'ont pas de motifs légaux de rester dans l'UE font l'objet d'ordonnances d'expulsion, mais celles-ci ne sont généralement pas exécutables parce que l'identité des immigrants ne peut être déterminée ou parce que leur pays ne les acceptera pas. C'est pourquoi ils se débarrassent de leurs papiers. Dissimuler son identité constitue une échappatoire reconnue par la loi, grâce à laquelle des milliers d'Africains réussissent à rester en Europe.)

Aux îles Canaries, Adama ne savait pas ce qu'il adviendrait de lui. Un soir, les fonctionnaires d'immigration lui ont dit qu'on l'emmenait le lendemain à Madrid où il serait mis en liberté. Arrivé là, Adama a accepté de passer trois mois à apprendre l'espagnol dans une ville de Castille,

sur un programme de la Comisión Española de Ayuda al Refugiado. En mai 2005, il était de retour à Madrid; le moment était venu de commencer sa nouvelle vie.

Pendant un mois, Adama a dormi dans un jardin public avec des dizaines d'autres Africains. Enfin, un homme originaire de la Sierra Leone a offert de lui donner son permis de travail. En échange, Adama lui verserait 100 euros par mois.

Et j'ai accepté, parce que je n'étais pas venu ici pour ne rien faire.

Des milliers d'immigrants en Espagne sont dans une situation analogue; ils sont exploités par d'autres migrants qui ont des papiers et par leurs patrons locaux. Maintenant, Adama travaille comme jardinier pour une société de

construction et vit dans un faubourg de Madrid, dans une chambre trop chère pour lui. Il gagne 650 euros par mois, dont il dépense la moitié pour le logement, 100 pour la nourriture, 50 pour le transport et 100 pour son exploitateur. Il envoie un peu d'argent à sa mère, et il ne reste rien.

Non, je n'ai pas encore trouvé ce que je cherchais quand j'ai quitté mon pays. Je n'ai pas d'argent, je n'ai pas de papiers. J'ai traversé de rudes épreuves pour arriver ici. J'ai dormi dans les rues, j'ai marché dans le désert, mais maintenant je suis ici, et encore en proie à bien des tourments. Je savais que je devrais souffrir pour arriver ici, mais je croyais qu'une fois arrivé, les souffrances prendraient fin.

Adama tient à dire qu'il aime beaucoup l'Espagne, bien que quelquefois les gens puissent être un peu racistes (ils le regardent d'une drôle de manière). Mais le Gouvernement traite bien les Africains. Le principal problème, ce sont les papiers. Des avocats lui ont dit qu'il devrait attendre trois ans pour obtenir le document qui ferait de lui un travailleur en règle. C'est pourquoi il a donné tout son argent à un Espagnol qui lui a dit qu'il allait accélérer le processus et qui a disparu. Quand de telles choses arrivent, ajoute-t-il, il se sent vaincu et s'inquiète de la marche du temps. Le temps passe : il avait vingt ans quand il a quitté son pays et maintenant il en a vingt-quatre et rien n'a changé; sa vie glisse entre ses doigts. Adama dit qu'il est beaucoup trop préoccupé de l'avenir pour se distraire. Quelquefois, le week-end, il joue au football,

mais il ne pense pas aux femmes : il a déjà trop de problèmes.

Je ne dis pas si j'aimerais être avec quelqu'un ou non. Si je cherchais une femme, j'en trouverais une. Mais ce dont j'ai besoin maintenant même, c'est d'argent. J'ai laissé beaucoup de femmes dans mon pays pour venir ici, à chercher de l'argent. Quand j'en aurai un peu, je pourrai revenir et me marier. Mais d'abord je dois faire de l'argent, pour que mes enfants puissent avoir un avenir. Si mon père avait fait ce que je fais maintenant, je n'aurais pas à tant souffrir.

L'histoire d'Adama peut être vraie ou ne pas l'être; mais elle rend le son de la vérité. De nombreux Africains qui essaient de ne pas être

expulsés d'Espagne affirment se sauver d'un pays en guerre et demandent l'asile politique. Ou disent qu'ils viennent d'un pays qui ne les reprendrait pas. Des milliers s'inventent un passé, cherchant une vie meilleure que celle qu'ils ont laissée derrière eux. Parfois, le salut dépend d'une histoire bien trouvée. Mais le salut n'est souvent pas facile à atteindre.

Si les choses ne changent pas, retournerez-vous dans votre pays ?

*Comment pourrais-je retourner sans argent ?
Que vais-je dire à ma mère, à ma famille ?
C'est impossible. J'aimerais mieux mourir.
Si je retourne comme cela, je mourrai de honte. Non, je ne peux pas retourner.
Ce serait la pire honte.*

PAS D'ÉDUCATION, PAS D'EMPLOI : SEULEMENT DES RÊVES

Découragés par l'absence de toute chance de travail dans leur pays d'origine, davantage de jeunes comme Adama risquent leur vie pour trouver ailleurs de meilleures possibilités d'emploi. Le Représentant spécial des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest a signalé que les tentatives de centaines de jeunes en août et septembre 2005 pour entrer de force dans les enclaves espagnoles d'Afrique du Nord, dans l'espoir d'atteindre l'Europe, sont la conséquence du grave manque de travail en Afrique de l'Ouest¹. Selon la Croix-Rouge espagnole, plus d'un millier de migrants se sont noyés dans le premier semestre de 2006 – soit un tiers de tous ceux qui quittent le littoral de l'Afrique pour les îles Canaries².

Les jeunes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord affrontent l'un des taux de chômage les plus élevés du monde – plus de 25 %³. Dans l'Afrique subsaharienne, la proportion des jeunes qui ne fréquentent pas l'école et qui n'ont pas de travail est de 21 %⁴. C'est aussi le cas d'un tiers des jeunes âgés de 14 à 25 ans dans les pays en transition de l'Europe⁵.

Dans de nombreux pays, les taux de chômage des jeunes femmes sont plus élevés que ceux des jeunes hommes. Bien des activités économiques exercées par les femmes ne sont pas rémunérées ni prises en compte, surtout dans

les zones rurales où prédominent les formes traditionnelles de production à base familiale. Parce que les femmes sont souvent victimes d'une discrimination sur le marché de l'emploi structuré, elles travaillent de préférence dans le commerce et la vente au détail du secteur non structuré, traversant souvent une frontière pour acheter ou vendre leurs marchandises.

La plupart des jeunes qui ont des emplois dans le secteur non structuré travaillent de longues heures pour un bas salaire : en Afrique et en Amérique latine, plus de 90 % des nouveaux emplois offerts aux jeunes travailleurs relèvent de l'économie non structurée⁶ et, au niveau mondial, 59 millions de jeunes âgés de 15 à 18 ans travaillent dans des conditions dangereuses⁷. Une partie des jeunes plus instruits et vivant en milieu urbain trouvent de nouvelles possibilités dans les cafés internet et les services connexes.

Les migrants occupent souvent des emplois au plus bas niveau du marché du travail, ou des emplois que les nationaux ne sont pas disposés à prendre. Les pays riches ont achevé la "transition démographique"; c'est-à-dire qu'ils sont passés des taux de natalité et de mortalité élevés à une faible fécondité et à une longue espérance de vie. Ils ont donc une population vieillissante avec une population active moins

nombreuse pour payer les impôts, les prestations de sécurité sociale et autres services desquels dépend la qualité de vie d'un groupe toujours plus nombreux de personnes âgées. Pour aider à maintenir tant les services sociaux que la productivité économique, ils ont besoin de jeunes travailleurs venus de l'étranger, et continueront d'en avoir besoin.

Pourtant, les pays doivent aussi créer des emplois pour que les jeunes ne se sentent pas contraints de partir pour trouver du travail ailleurs. En coopération avec leurs partenaires internationaux de développement, les gouvernements doivent donner suite aux engagements pris dans la Déclaration du Millénaire de "formuler et appliquer des stratégies qui permettent aux jeunes de trouver un travail décent et utile". Des investissements accrus sont nécessaires dans l'éducation et la formation professionnelle; et la création d'emplois pour les jeunes des deux sexes doit être au centre des politiques macro-économiques.



Noraida

PHILIPPINE, EMPLOYÉE DE MAISON À L'ÉTRANGER

La première migration a conduit Noraida au village de sa tante. Il n'était qu'à deux heures d'autobus, mais ce fut pour Noraida le début d'une vie différente.

Noraida est née en 1982 dans l'enclos surpeuplé et très pauvre de la mosquée Al-Salam, à Quezon City (Philippines), la quatrième de huit enfants d'un imam et d'une marchande de poisson. A l'âge de huit ans, Noraida avait déjà quitté l'école et passait ses journées à jouer dans les rues. Mais elle était à la maison l'après-midi où sa tante est passée :

J'ai entendu ma tante, qui n'avait pas d'enfant, demander à mes parents si elle-même et son mari pouvaient m'adopter. Je suis entrée et j'ai dit que j'irais avec elle.

Noraida s'imaginait qu'elle aurait une vie meilleure et aussi que son départ allégerait la charge de ses parents, qui avaient grand peine à nourrir de si nombreuses bouches. Son oncle travaillait dans les services de sécurité : il avait un bon traitement et le couple la considérait "comme une fille". Contrairement à sa mère, qui était absente toute la journée à vendre du poisson, sa tante était toujours là pour elle. Noraida

l'aidait dans les travaux du ménage et ne regrettait pas tellement sa famille.

Quand Noraida eut 13 ans, sa tante lui proposa d'aller travailler comme employée de maison dans la région du Golfe. Cela signifiait qu'elle devrait voyager avec un faux passeport parce que l'âge minimum pour travailler à l'étranger avait été fixé par le gouvernement à 18 ans. Noraida accepta immédiatement; elle connaissait d'autres filles du village qui travaillaient à l'étranger. Elle ne connaissait personne là-bas et ne parlait pas du tout l'arabe et très peu l'anglais, mais cela ne l'inquiétait pas.

J'étais si excitée à l'idée d'aller à l'étranger, de gagner de l'argent et d'aider ma famille que je n'ai pas beaucoup pensé à tout cela.

Alors sa tante lui a trouvé une place par l'intermédiaire d'un agent et Noraida est partie sans même avoir une chance de dire au revoir à ses parents.

A l'arrivée, Noraida fut bien accueillie par ses employeurs, mais la révélation de son âge véritable les consterna. Noraida eut de la chance : elle devait justement tenir compagnie à leur fille de cinq ans et à leur garçon d'un an et ils la traitè-

rent comme un membre de la famille. Elle avait le droit de prendre ce qu'elle voulait dans le réfrigérateur et la famille l'emmenait partout avec elle, dans les centres commerciaux, les parcs d'attractions et à la plage. Et ils ne manquaient jamais d'envoyer son salaire mensuel à sa tante. C'était une vie bien différente de celle qu'elle avait menée aux Philippines. Noraida eut vite fait de se mettre à l'arabe et était tellement occupée qu'elle ne peut se souvenir d'avoir jamais eu le mal du pays durant les trois ans et demi qu'elle a passés avec cette famille.

Mais, revenue aux Philippines, elle se retrouva dans la maison de ses parents, dans l'enclos de la mosquée Al-Salam. Les rapports s'étaient tendus durant son absence entre ses parents et sa tante, qui ne leur avait pas donné un sou des gains de leur fille. Noraida fut attristée par la trahison de sa tante, par la lutte continue de ses parents avec la pauvreté, et plus triste encore d'être revenue à son point de départ. Pendant quelque temps, elle travailla comme vendeuse dans un grand magasin, mais l'argent était loin de suffire. Alors Noraida a décidé d'émigrer une seconde fois. Sa connaissance de l'arabe et son statut d'"ex-étrangère" – en d'autres termes, de quelqu'un qui a déjà travaillé

à l'étranger – lui rendirent grand service. Elle put obtenir un visa en trois semaines seulement – alors que cela peut prendre jusqu'à un an – et fut placée comme employée de maison au service d'un important fonctionnaire de justice en Arabie Saoudite, un veuf avec deux filles.

C'était une vaste et opulente demeure qui comptait dix domestiques, dont Noraida. Elle était attachée à la plus jeune fille, une étudiante en médecine de 16 ans, et ses devoirs se limitaient à nettoyer son appartement, laver ses vêtements et servir ses repas. Noraida était heureuse.

Etant donné la nature de leur travail dans le secteur privé, loin de tout contrôle public, les employées de maison sont particulièrement exposées à l'exploitation.

Elle avait un horaire de travail régulier, appréciait la compagnie des autres domestiques et, plus important encore, pouvait envoyer à ses parents la totalité de son salaire, soit 200 dollars par mois, ce qui leur permit d'acheter un peu de terre et de construire une maison.

Deux ans et demi plus tard, elle retourna pour peu de temps dans sa ville natale avant d'obtenir un autre placement par la même agence. Elle espérait aussi économiser pour son propre compte tout en continuant à aider sa famille. Très peu de migrants épargnent suffisamment durant leur premier contrat pour être en mesure d'entretenir une famille dans l'avenir. En outre, les possibilités d'emploi et les autres sources possibles de subsistance sont si rares aux

Philippines que la plupart de ceux et celles qui reviennent repartent travailler à l'étranger. Leurs enfants et petits-enfants suivent parfois leur exemple.

Mais, cette fois, Noraida fut accueillie de manière toute différente :

Le mari était amical, mais sa femme fronça les sourcils et les enfants refusèrent de s'approcher de moi. Je ne me suis pas trop inquiétée et ai pensé que tout s'arrangerait avec le temps.

Mais rien ne s'arrangea. La famille vivait dans une maison de deux étages avec deux salles de séjour, quatre chambres à coucher et sept salles de bain : Noraida devait nettoyer et épousseter la maison entière chaque jour, laver et repasser, préparer tous les repas et prendre soin des enfants, dont un bébé âgé d'un mois seulement à son arrivée et une fille de quatre ans qu'il fallait laver, habiller, emmener à l'école et ramener à la maison.

Ma journée commençait à 5h 30 chaque matin et finissait rarement avant minuit parce que mon employeuse hurlait, m'accablait de paroles grossières et me donnait des coups sur la tête si la besogne n'était pas faite. J'étais exploitée et je détestais les insultes et la violence physique. Quelquefois, son mari intervenait. Il disait : "Ne fais pas attention à elle. Elle est comme cela", tout en essayant de calmer sa femme.

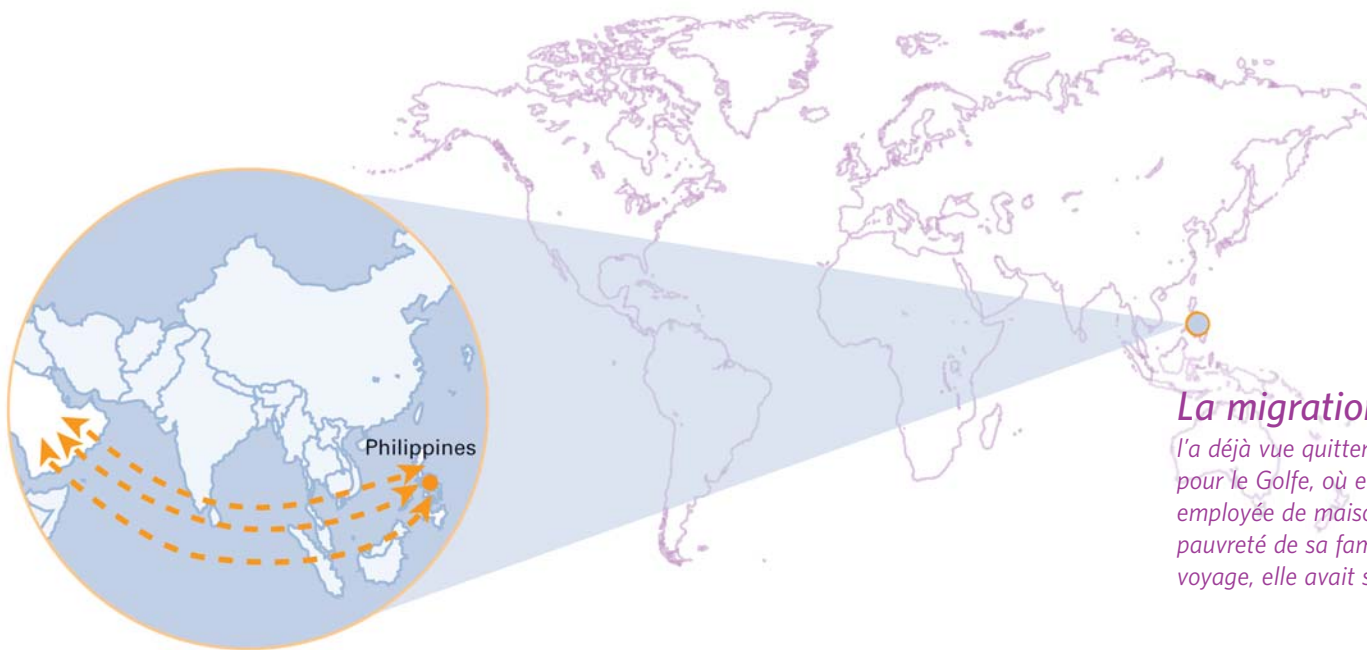
Après quelques semaines, Noraida se mit à crier à son tour contre son employeuse, ce qu'elle n'avait jamais fait auparavant. Au bout du troisième mois, elle ne pensait plus qu'à se sauver.

Je travaillais jour et nuit et pourtant rien de ce que je faisais ne semblait plaire à mon employeuse. J'étais solitaire, lasse et j'avais le mal du pays. Je ne pouvais pas me servir du téléphone et n'avais même pas le droit de parler à mes parents. Tout ce que je souhaitais, c'était partir.

L'occasion se présenta un mois plus tard. Le mari avait demandé une tasse de thé et, au moment où Noraida la lui tendit, leurs mains se frôlèrent. L'épouse le remarqua; le lendemain matin, elle resta à la maison au lieu d'aller travailler et, après le départ de son mari, elle se mit à accabler Noraida de paroles dures et grossières. Elle l'appela "sale femme" et commença à la traiter de la pire manière. Dégoûtée, Noraida menaça de partir. Elle obtint cette réplique : "La porte est ouverte, vous pouvez partir".

Et c'est ce que je fis, je sortis de la maison. J'étais furieuse et bouleversée. Je n'avais rien avec moi. Pas d'argent, rien, et je ne savais même pas où j'allais.

Juste au moment où elle atteignait le portail, le mari rentrait chez lui. Il lui demanda pourquoi elle pleurait et essaya de la calmer, mais elle insista pour aller à l'agence qui lui avait donné



La migration de Noraida

l'a déjà vue quitter trois fois les Philippines pour le Golfe, où elle a travaillé comme employée de maison afin d'alléger la pauvreté de sa famille. A son premier voyage, elle avait seulement 13 ans.

cette place, si bien qu'il l'accompagna. Elle se plaignit à l'agence qu'elle faisait tout le travail domestique alors qu'elle avait été recrutée comme bonne d'enfants et que ses gages du dernier mois avaient été retenus. Le mari dit qu'il n'y pouvait pas faire grand chose parce que sa femme déclarait ne pas vouloir payer tant que Noraida ne travaillerait pas mieux.

Noraida n'avait d'autre choix que de continuer à travailler pour la famille : si elle rompait le contrat, elle devrait payer le prix du voyage de retour. Elle accepta donc de travailler trois autres mois et retourna à la maison avec le mari.

Pendant une quinzaine, le calme régna dans la maison. Puis les cris et les coups recommencèrent. L'épouse et moi étions continuellement à nous quereller et j'étais pratiquement prisonnière. A partir de ce moment, le père ou la mère prirent l'habitude de conduire leur fille à

l'école et d'aller l'y chercher, de sorte que je n'avais jamais le droit de quitter la maison. Quand ils étaient sortis, le téléphone était débranché et j'étais enfermée à l'intérieur.

Par deux fois, Noraida a réussi à rebrancher le téléphone et à se plaindre à l'agence. Mais cela ne faisait qu'aggraver la situation : l'agence disait au couple qu'elle avait appelé et la femme devenait furieuse. Noraida apprit par la suite que deux autres filles avaient quitté cette famille avant de terminer leur contrat.

Ainsi, sept mois seulement après en être partie, Noraida revint à la maison de ses parents. Elle y revenait les mains vides : elle n'avait rien à montrer que les bleus qu'elle s'était faits quand son employeuse l'avait saisie et poussée contre un meuble la veille de son départ.

Noraida décida qu'elle n'émigrerait plus. Quelques mois plus tard, elle épousa Alam, un

voisin âgé de 27 ans, dans l'espoir de se bâtir une nouvelle vie aux Philippines. Cela n'a pas été facile. Alam gagne péniblement sa vie à vendre des disques compacts piratés, tandis que Noraida prend soin de leur bébé de 10 mois. Ils vivent dans la maison de ses parents, ne disposant que d'un espace faiblement éclairé divisé en deux pièces minuscules et une cuisine. Le reste de la maison est loué. Noraida et Alam partagent cet espace avec ses parents, deux frères sans emploi et six nièces et neveux, les enfants de ses sœurs qui travaillent dans le Golfe.

Il n'y a rien dans la maison, ni installations, ni mobilier, et aucune aisance non plus, bien que quatre des frères et sœurs de Noraida travaillent à l'étranger. Les enfants jouent devant la porte d'entrée, tout près d'un égout à ciel ouvert. Les vêtements sont suspendus sur des fils le long du mur, faute de placard. La cuisine est remplie de vaisselle sale et le fourneau a besoin d'être réparé. On ne

fait pas de cuisine et la famille subsiste avec du riz préparé sur le réchaud et, deux fois par jour, un peu de curry acheté au marché.

Quelle est la différence entre votre vie ici et dans le Golfe ?

Je dirais que la différence est entre la richesse et la pauvreté. Notre vie ici n'est que détresse et besoin. Mes parents font marcher la maison et nous essayons de verser une modeste contribution quand nous le pouvons. Quelquefois, les

mères des enfants envoient de petits montants, mais cela suffit à peine. Et les autres ne peuvent pas aider parce qu'ils ont à prendre soin de leur propre famille.

Noraida se trouve à un carrefour. Elle ne sait comment sortir de ses incertitudes. Sa dernière expérience à l'étranger l'a durement éprouvée et elle a peur d'y chercher un nouvel emploi. Mais si elle veut s'extraire du borbier où elle-même et sa famille sont enlisées, elle pourrait bien n'avoir pas d'autre choix que d'émigrer une fois de plus.

LES EMPLOYÉES DE MAISON, LOIN DE CHEZ ELLES

Filles et femmes font la plus grande partie du travail domestique, comme cela a toujours été le cas. Selon l'OIT, le travail domestique est pour les filles la forme la plus fréquente du travail des enfants¹. Beaucoup d'adolescentes comme Noraida émigrent à la recherche d'un moyen de gagner leur vie, un moyen qui leur permet de subvenir à leurs propres besoins et d'envoyer un peu d'argent à leur famille. Si les rapatriements de salaires peuvent aider à alléger la pauvreté, de nombreuses employées de maison déclarent être l'objet de violences et d'exploitation, et les ONG confirment leurs dires.

En Asie, les Philippines, Sri Lanka et l'Indonésie sont les pays d'où proviennent la plupart des employées de maison. Les femmes représentent 60 à 80 % des migrants immatriculés en provenance de ces pays², dont la plupart sont des employées de maison. Depuis 1998, environ 400 000 Indonésiennes ont émigré chaque année³.

La demande d'employées de maison vient principalement des pays du Moyen-Orient, de l'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et des pays asiatiques riches, à savoir le Japon, la Corée du Sud, la Malaisie, Hong Kong et Singapour. En 2005, environ 6,3 millions de migrants d'Asie, pour la plupart employées de maison, travaillaient légalement et résidaient dans les pays développés d'Asie de l'Est et du Sud-Est; un autre groupe de 1,2 millions de migrants dépourvus de documents semblent également vivre dans la région⁴. Dans le Moyen-Orient, les pays du Golfe accueillent aussi des millions de migrantes comme employées de maison. Non moins d'un million

occupent des emplois modestes, notamment de maison, rien qu'en Arabie saoudite⁵.

En Amérique latine, où ce secteur représente jusqu'à 60 % de la migration interne et transnationale, beaucoup de femmes émigrent aussi pour travailler comme employées de maison. Les jeunes femmes originaires de pays tels que la Bolivie, le Paraguay et le Pérou vont dans des pays plus développés comme l'Argentine et le Chili. Beaucoup gagnent l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale⁶. Les migrantes originaires du Mexique et d'autres pays d'Amérique latine représentent la majorité des employées de maison aux Etats-Unis. En Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, les filles que les trafiquants font sortir de leur pays finissent souvent comme employées de maison.

Dès avant leur départ, elles sont exposées à de mauvais traitements⁷. Filles et femmes peuvent séjourner dans des centres de recrutement pendant des mois de suite, dans de mauvaises conditions et soumises à une étroite surveillance.

Dans le cas des adolescentes, les agences indiquent ordinairement un âge mensonger sur les documents de travail afin de les faire sortir du pays sans obstacle. Les employées de maison migrantes reçoivent souvent de fausses informations sur le processus de migration; leurs gages peuvent être retenus sous prétexte d'endettement pour rembourser le montant de commissions afférentes à leur recrutement et à leur voyage, et elles peuvent aussi être trompées quant au type de travail et aux conditions de vie qu'on leur destine.

A leur arrivée, beaucoup se voient en outre refuser toute information sur leurs droits ou sur l'aide à chercher si elles ont des employeurs abusifs. Etant donné la nature de leur travail dans le secteur privé, loin de tout contrôle public, elles sont particulièrement exposées à l'exploitation. Elles ne sont ordinairement pas couvertes par la législation du travail, qui pourrait les protéger en cas de violence, de non-paiement ou retrait arbitraire de leurs gages. De plus, il leur est souvent interdit d'écrire à leur famille ou de communiquer avec elle, les agences ou les employeurs prennent leur passeport et elles doivent s'attendre à des menaces si elles tentent d'échapper à leur sort. Quand elles réussissent à s'échapper, elles ne savent comment se tirer d'affaire sans argent, sans documents ni amis pour les aider dans une ville qui n'est pas la leur⁸. Beaucoup sont victimes de sévices, notamment de violences sexuelles. Elles risquent de plus en plus des infections sexuellement transmissibles, dont le VIH.

Pour améliorer la situation des employées de maison, certains gouvernements ont adopté de nouvelles lois et politiques. Les Philippines, par exemple, ont mis au point un programme destiné aux travailleurs à l'étranger qui comprend une orientation obligatoire avant le départ concernant leurs droits et les problèmes de santé. D'autres pays, notamment en Asie du Sud, ont étoffé leurs consulats pour protéger les droits de leurs ressortissants qui travaillent à l'étranger, ce qui est particulièrement utile aux employées de maison exposées à la violence de leurs employeurs, et ils supervisent les agences privées. Les employées de maison elles-mêmes

ont créé leur propre réseau et, dans certains cas, les syndicats leur ont permis de s'associer aux négociations collectives pour obtenir des contrats de travail équitables. Tant les pays de départ que les pays d'accueil ont mis en place des mécanismes pour réglementer et contrôler les activités des agences de recrutement. Dans diverses parties du monde, les organisations de la société civile font campagne pour les droits des employées de maison migrantes et les aident à déposer des plaintes et à faire face aux violences.

Il est nécessaire que les pays qui accueillent des employées de maison d'origine étrangère mettent en place des politiques protégeant leurs droits humains. Par exemple, ils pourraient demander aux agences qui placent des femmes de ménage, des bonnes d'enfants et autres employées de maison chez des particuliers de leur délivrer une "déclaration de leurs droits" écrite fixant la rémunération, l'horaire de travail et les autres conditions de base de l'emploi. L'agence pourrait aussi remettre à l'employeur un état de ses obligations. De cette manière, tant les employeurs que les employées auraient entre les mains des contrats de travail parfaitement clairs et les abus pourraient être évités.



Kakenya

KÉNYANE, ETUDIANTE AUX ETATS-UNIS

Quand Kakenya avait dix ans, elle n'avait pas le temps de penser à l'avenir. Ses jours étaient sans fin : dès qu'elle rentrait à la maison de l'école, elle devait traire les vaches et les emmener au pâturage, apporter l'eau de la rivière, collecter le bois de feu, nettoyer la maison, prendre soin de ses jeunes sœurs et faire la cuisine pour elles. Elle était trop préoccupée de savoir ce qu'elle aurait à dîner pour penser à rien d'autre : l'avenir, dirait-elle plus tard, est un luxe que seules les sociétés riches peuvent se permettre.

Pourtant, même si elle y avait pensé, elle n'aurait jamais imaginé sa vie actuelle à l'université de Pittsburgh, aux Etats-Unis, où elle est inscrite dans un programme d'études supérieures avancées en éducation.

Kakenya Ntaiya est née en juin 1978 à Enoosaen, village massaï du sud du Kenya, mais elle ne sait pas quel jour du mois : sa mère ne peut s'en souvenir. Les Massaïs ont toujours été une société de guerriers semi-nomades et de bergers qui se sont installés dans des villages à une date tardive; 400 000 d'entre eux, soit la moitié du chiffre total, vivent au Kenya. Les Massaïs élèvent des chèvres et des moutons, mais les vaches sont leur possession la plus précieuse. Ils

vivent de leur lait et de leur sang, ne les tuant qu'en des occasions exceptionnelles.

A Enoosaen, il n'y a jamais eu d'eau courante ni d'électricité; la maison de Kakenya était une hutte en pisé faite de paille, de fumier et d'urine de vache, tout comme les autres. Kakenya ne se souvient pas quand elle a commencé à travailler : elle avait toujours travaillé. A l'âge de cinq ans, ses parents l'ont promise en mariage à un voisin âgé de six ans. C'est la coutume massaï et tout le monde dans le village les considérait comme un couple; ils jouaient ensemble, gardaient les vaches ensemble et s'appelaient mari et femme. Bien des années plus tard, Kakenya disait qu'elle avait eu de la chance de rencontrer son futur mari : souvent, les filles sont présentées à leurs époux le jour même du mariage.

Sa vie était toute fixée : Kakenya se marierait, aurait des enfants, prendrait soin des vaches, cultiverait le sol. A ce moment-là, elle ne savait même pas qu'il y avait d'autres types de vie. Dans sa perspective, le monde était un lieu limité et homogène.

Pourtant, elle était mal à l'aise et avait peur : sa mère travaillait sans s'arrêter et son père restait pour de longues périodes loin du foyer, étant policier à Nairobi, capitale du Kenya. Pire encore

quand il revenait : il frappait sa mère et vendait leurs vaches. Dans ses moments de désespoir, sa mère disait qu'elle souhaitait que sa fille puisse avoir une vie différente. Le seul moyen de changer de vie était de recevoir une éducation, et Kakenya étudiait donc de toutes ses forces.

Quand Kakenya avait onze ans, quelqu'un arriva en ville. Morompi Ole-Ronkei était un voisin âgé de vingt et quelques années qui possédait les qualifications requises et l'argent nécessaire pour étudier aux Etats-Unis. Ce fut une révélation. Morompi avait un appareil photo, un blue-jeans, des chaussures de tennis, un sourire satisfait; il parlait d'un pays où tout le monde était riche, portait des lunettes de soleil et possédait plusieurs voitures, et où les machines faisaient tout le travail. Kakenya était fascinée : un monde entièrement nouveau s'ouvrait à elle. Elle a donc redoublé d'efforts à l'école : maintenant, son but était fixé. Parvenue au deuxième cycle des études secondaires, Kakenya était l'une des deux seules filles dans une classe remplie de garçons.

Dans sa communauté, les filles n'étaient pas supposées suivre cette voie. Elles devaient se marier et, pour cela, d'abord subir la circoncision féminine. Kakenya a réussi à repousser ce moment pendant deux ou trois ans et a

continué d'étudier. Mais, quand elle atteint quinze ans, son père lui dit qu'il était impossible d'attendre plus longtemps. La coupure génitale féminine – *emuratis* – marquerait son entrée dans la vie d'adulte : le moment de quitter l'école et d'être mariée. Kakenya a tenu ferme et négocié : elle ne franchirait le pas que si on lui permettait de terminer ses études secondaires. Elle a tellement insisté que son père le lui a promis devant les hommes du village. Selon la tradition, une telle promesse doit être tenue et Kakenya savait comment utiliser la tradition en sa faveur.

Les jeunes femmes vont suivre un enseignement universitaire à l'étranger, mais beaucoup moins souvent que les jeunes hommes, en raison des normes culturelles qui limitent leur mobilité.

Beaucoup de filles attendent la coupure génitale avec beaucoup d'enthousiasme. Elles en ont tellement entendu parler, de ce moment où commencera leur vraie vie.

Mais personne ne nous dit ce qu'on va vraiment nous faire : nous savons seulement qu'il y aura une grande fête et que nous allons être le centre de l'attention générale. Et c'est une belle fête : une pleine semaine de chants, de danses et de banquets. Jusqu'au matin où l'on vous conduit à l'enclos des vaches et juste là, devant tout le monde, une grand-mère

arrive et fait la chose. Vous sentez cette terrible douleur mais vous ne pouvez pas pleurer : toujours depuis que vous étiez une petite fille, on vous a dit que vous ne pouvez pas pleurer. Et une fois que c'est fait, vous ne pouvez en parler à personne.

Même maintenant, en s'en souvenant, le visage de Kakenya s'assombrit. Elle dit sentir jour après jour cette partie absente de son corps et elle va passer toute sa vie à essayer d'extirper cette coutume. Chaque année,

environ deux millions de femmes en Afrique, en Asie et dans le Moyen-Orient sont exposées à la mutilation génitale féminine. Généralement, l'opération est faite dans des conditions très dangereuses, sans antiseptique ni instruments chirurgicaux appropriés.

Kakenya a fini ses études secondaires avec d'excellentes notes. Il était temps d'être mariée, de cesser d'être Kakenya. Dans sa société, quand une fille se marie, elle devient la propriété de son mari. Le nom qu'une fille a reçu à sa naissance, elle ne le porte que jusqu'au jour de son mariage; le jeune mari et ses amis choisissent alors un autre nom pour elle, qu'elle portera pour le reste de sa vie. Il est difficile de penser à une forme plus extrême d'exercice du pouvoir.

Je suis Kakenya, et je serai Kakenya jusqu'au jour de ma mort !

Ainsi dit-elle aujourd'hui, bien des années plus tard. Mais pour réaliser son vœu, elle a dû fuir son pays natal.

Je voudrais que nous n'ayons pas à nous échapper de notre pays natal pour être ce que nous voulons être. Si j'étais restée, j'aurais été contrainte de me marier, d'avoir des enfants, de vivre la vie qu'on voulait, non la mienne propre. J'ai dû m'en aller afin de demeurer moi-même.

Kakenya est allé voir Morompi et lui a demandé de l'aider à trouver une université aux Etats-Unis.

Pourquoi les Etats-Unis ?

Parce que je ne connaissais aucun autre endroit.

Après un tas de paperasses, une petite université pour femmes, Randolph-Macon en Virginie, a admis Kakenya. Mais le plus difficile était de trouver l'argent. Le Kenya a 35 millions d'habitants, dont la moitié vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Pendant des mois, Kakenya s'est efforcée de persuader les femmes et les hommes de son village qu'une fille pouvait faire ce que si peu de garçons avaient fait. Elle a promis qu'elle reviendrait pour fonder une école et une maternité et pour installer l'eau courante. Elle a aussi promis qu'elle reviendrait seule : elle n'épouserait pas un étranger. Pour commencer, ils ont dit que non, qu'une femme ne peut pas aller n'importe

où, qu'elle doit respecter les anciens et rester où elle est.

A la fin, grâce à son pouvoir de persuasion et à son insistance, Kakenya a obtenu l'autorisation des anciens du village et un peu d'argent. Au début de 2000, elle s'est rendue à Nairobi : elle y a vu, pour la première fois de sa vie, un immeuble d'habitation, un appareil de télévision. Quelques jours plus tard, elle est montée dans un avion pour traverser l'Atlantique. Au moment du décollage, elle pleurait de joie parce qu'elle avait réussi.

Kakenya était vraiment perdue : il est difficile d'imaginer un voyage représentant un départ plus radical que le sien. A Randolph-Macon, elle a été accueillie avec enthousiasme, affection et une extraordinaire tempête de neige. Kakenya ne pouvait croire que la neige tomberait du ciel, ni que ses camarades utiliseraient leurs matelas comme luge. Elle découvrirait en même temps deux aspects particuliers de la culture occidentale : quelque chose d'aussi précieux qu'un matelas peut être abîmé pour s'amuser, et même les femmes adultes ont encore envie de se distraire.

Sa première année de collège ne fut pas facile. Elle se sentait submergée et pensait seulement à retourner chez elle.

Quand j'ai reçu mon premier ordinateur, j'ai eu peur de en mourir. Je croyais que si j'appuyais

La migration de Kakenya,

dans le but de recevoir une éducation et de se libérer des normes strictes que sa communauté d'origine impose aux filles et aux femmes, l'a conduite à quitter le Kenya rural pour étudier aux Etats-Unis.

sur une touche quelconque, l'objet allait exploser. L'électricité me remplissait d'effroi.

Finalement, elle s'est adaptée et a obtenu son diplôme avec de très bonnes notes. Mais, en même temps, Kakenya découvrait que les Américains mangeaient des légumes crus "tout comme des animaux", qu'ils marchaient trop vite, qu'ils souriaient sans motif, que tout le monde voulait paraître jeune, que tout le monde n'était pas riche et que l'argent ne poussait pas sur les arbres. Même aux Etats-Unis, la vie pouvait être très dure.

Kakenya vit aux Etats-Unis depuis plus de cinq ans maintenant et elle a appris à dire qu'elle est kényane, non massaï. Kakenya dit bien souvent que son cœur reste dans son village, mais aux deux fois qu'elle y est retournée, dont l'une pour l'enterrement de son père, elle ne s'est pas sentie à l'aise : elle n'est plus comme eux.



Dans son pays, Kakenya a fait tout ce qu'elle a pu. Elle a été gentille avec chacun et elle a essayé de s'intégrer. Elle ne met pas de vêtements américains pour ne pas les rendre jaloux. Mais l'eau d'Enoosaen l'a rendue malade, elle ne pouvait pas porter le bois de feu, et chacun lui a fait sentir la différence. Certains l'ont félicitée, d'autres étaient jaloux, d'autres encore semblaient la considérer avec toutes sortes de soupçons en tête. Et beaucoup lui ont demandé de l'argent parce que toute personne qui vit en Amérique est certainement riche. Kakenya sait qu'elle n'est pas américaine et elle a peur de rester coincée à mi-chemin, c'est-à-dire nulle part.

Ils ne savent pas, ils s'imaginent que tout est facile ici. Et chaque jour je pense : Oh mon Dieu, je leur dois tellement, je leur ai fait tellement de promesses...

Ici, aux Etats-Unis, elle se plaît bien et elle apprend beaucoup, mais elle ne cesse jamais de se sentir coupable : elle ne peut se souvenir d'un seul jour où elle aurait pensé "oh, je suis si heureuse". Et souvent elle regrette le temps où la question de l'avenir ne se posait pas, où elle ne passait pas ses jours et ses nuits à réfléchir aux moyens d'améliorer la situation de son village. Le temps où elle tombait sur son lit et où le sommeil venait sans même qu'elle s'en aperçoive. Maintenant, elle sait tellement de choses sur le monde, dit-elle, elle se tourmente tellement et ne peut s'arrêter de penser à ce qu'elle pourrait faire pour aider chacun à être heureux sans devoir quitter son pays. Elle veut contribuer à l'avènement d'un tel monde – bien qu'elle ne sache pas comment. Pour le moment, elle place sa foi surtout en l'éducation.

L'éducation est la clé de tout. Recevoir une éducation m'a ouvert tellement de portes

que je veux me préparer autant que je le peux à améliorer l'éducation dans mon pays.

Ainsi parle Kakenya dans le froid de Pittsburgh, son chapeau de laine tiré sur ses oreilles gelées, tandis qu'elle rêve d'ouvrir une école dans son pays pour éduquer les femmes et les filles, pour les convaincre qu'elles ne doivent pas se laisser dominer par les hommes, qu'elles doivent rejeter la coupure génitale, garder leurs noms, être ce qu'elles veulent être sans avoir à quitter leur demeure.

Si les femmes de mon pays avaient accès à l'éducation, elles pourraient choisir ce qu'elle veulent faire de leur vie. Et ce serait un réel changement, et j'aurais le sentiment d'avoir payé mes dettes.

FAIRE DES ÉTUDES À L'ÉTRANGER

Le nombre d'étudiants qui poursuivent leurs études à l'étranger¹ augmente depuis des dizaines d'années et appelle de plus en plus l'attention². Kakenya n'est que l'une de tous ceux et celles qui ont contribué à cette augmentation. Elle a accompli un parcours remarquable depuis ses années d'enfance dans le Kenya rural, où l'accès des filles à l'éducation se heurte encore à de nombreux obstacles, jusqu'à l'enseignement supérieur dans une université américaine. L'histoire de Kakenya illustre le fait que les normes sexospécifiques empêchent les filles de poursuivre leurs études, et sa migration a été un moyen d'échapper aux rôles tracés d'avance que sa communauté lui fixait en raison de son sexe.

Durant les deux dernières décennies, la proportion des adolescents âgés de 10 à 14 ans, jamais scolarisés, est tombée de 21 % à 11 % pour les garçons et de 39 % à 18 % pour les filles³. En outre, les jeunes des pays en développement passent sur les bancs de l'école une plus grande partie de leur adolescence que jamais auparavant⁴. Cependant, si l'écart entre les sexes se réduit au niveau mondial dans l'enseignement primaire, plus de filles que de garçons n'ont pas encore accès à l'éducation. Dans la seconde adolescence (15-19 ans), l'écart entre les sexes s'élargit, les taux de scolarisation baissent sensiblement et les différences régionales deviennent plus marquées⁵.

Les jeunes quittent leur pays afin de poursuivre leurs études à l'étranger pour diverses raisons, notamment le manque d'accès à l'enseignement post-secondaire dans leur pays d'origine; et la possibilité de recevoir une éducation de qualité et d'avoir l'expérience d'étudier et de vivre à

l'étranger pour se préparer à affronter une mondialisation croissante⁶. Beaucoup espèrent que des études à l'étranger leur offriront de meilleures possibilités d'emploi dans leur propre pays. Mais la vie de nombre d'entre eux prendra un tour différent : au lieu de revenir à leurs racines, ils resteront dans le pays où ils ont fait leurs études.

En 2004, au moins 2,5 millions d'étudiants au niveau post-secondaire se trouvaient hors de leur pays d'origine contre 1,75 million cinq ans plus tôt seulement, soit une augmentation de 41 % depuis 1999⁷. Plus des deux tiers des étudiants étrangers se répartissent entre six pays seulement : les Etats-Unis en reçoivent 23 %, suivi par le Royaume-Uni (12 %), l'Allemagne (11 %), la France (10 %), l'Australie (7 %) et le Japon (5 %). Dans ces six pays, le nombre d'étudiants étrangers a augmenté près de trois fois plus vite que celui des étudiants du pays même ces dernières années⁸.

L'Afrique subsaharienne compte le plus grand pourcentage d'étudiants à l'étranger : environ un sur seize, soit près de trois fois la moyenne mondiale⁹. Mais cinq jeunes seulement sur 100 d'âge à le suivre sont inscrits dans des établissements d'enseignement post-secondaire en Afrique subsaharienne, contre 69 sur 100 en Amérique du Nord et en Europe¹⁰. Au Cap-Vert, aux Comores et en Guinée-Bissau, le nombre d'étudiants à l'étranger dépasse celui des étudiants restés au pays. Ils représentent plus de 50 % des étudiants du Botswana, de la Gambie, de la Guinée équatoriale, du Lesotho et de la Namibie¹¹. Environ la moitié des étudiants venus de l'Afrique subsaharienne vont en Europe de l'Ouest. L'Amérique du Nord et l'Afrique subsaharienne elle-même attirent un

nombre à peu près égal du reste des étudiants expatriés. Pour ceux qui étudient à l'étranger mais dans la région même, l'Afrique du Sud est de loin la destination préférée, attirant environ neuf sur dix de ces étudiants¹².

Au cours des dernières années, la région arabe a aussi connu une très nette augmentation du nombre d'étudiants expatriés. Poursuivre des études supérieures à l'étranger est une des principales raisons de l'émigration des jeunes, surtout des jeunes hommes. Les jeunes femmes vont aussi suivre un enseignement universitaire à l'étranger, mais beaucoup moins souvent que les hommes en raison des normes culturelles qui limitent leur mobilité¹³. Les deux tiers des étudiants expatriés des Etats arabes vont en Europe occidentale et une autre tranche de 12 %, en Amérique du Nord. Environ 13 % restent dans la région¹⁴.

On a vu se multiplier les arrangements en vertu desquels les universités de pays développés forment des partenariats avec les universités de pays en développement ou bien ouvrent une filiale sur leur campus. Les gouvernements ont appuyé ou encouragé ces arrangements dans l'espoir d'améliorer les possibilités de formation offertes à leurs ressortissants sans devoir les envoyer à l'étranger, et aussi pour attirer des étudiants qualifiés d'autres pays¹⁵.

Les jeunes femmes comme Kakenya ne devraient pas être obligées de quitter leur communauté, leur milieu ou leur patrie afin de poursuivre leur éducation. L'un des objectifs du Millénaire pour le développement est de garantir que d'ici 2015, tous les enfants seront scolarisés et que les filles

auront les mêmes chances d'éducation que les garçons. Les parents et les communautés devraient accorder autant de prix à l'éducation des filles qu'à celle des garçons. Il ne convient pas de retirer les filles de l'école pour les marier de bonne heure, ou à cause d'une grossesse non recherchée. Les filles comme les garçons devraient avoir accès à un enseignement de haute qualité dans un environnement scolaire ouvert aux sexes et qui soutient leurs aspirations.

A cette fin, les pays doivent s'efforcer d'éliminer ou de réduire les redevances scolaires, d'offrir des incitations pour que les enfants et les jeunes continuent leurs études, de contrôler dans chaque communauté l'accès des enfants et des jeunes à tous les niveaux d'éducation, et de prévenir les abandons scolaires.



Edna

ZAMBIENNE, SÉROPOSITIVE

Ce n'était pas seulement qu'elle avait dû quitter l'école parce que ses parents ne pouvaient s'en permettre le luxe, mais, ce jour-là, ils lui ont aussi dit qu'ils avaient un mari pour elle : le mariage aurait lieu dans un mois. Sa mère lui a montré une photo : l'homme avait de vingt à trente ans et belle allure dans son uniforme militaire. Il était le jeune frère d'un voisin à Mpika, ville située dans la province du nord de la Zambie. Le voisin et ses parents avaient tout arrangé dans le plus grand détail.

Le prix de la jeune épouse n'était pas très élevé, seulement environ trois cent mille kwacha, parce que je suis une Bemba et que les Bembas ne demandent pas beaucoup pour leurs femmes.

Trois cent mille kwacha, c'était le prix d'un veau. Edna avait 17 ans et elle trouvait le mariage tout à fait logique : que pouvait-elle faire d'autre puisqu'elle devait quitter l'école ?

Je ne le connaissais pas, mais je connaissais sa famille et mes parents l'avaient choisi. Tout était parfait.

Le père d'Edna était un fonctionnaire en retraite et sa mère tenait la maison. Ils avaient eu quatorze enfants : toute cette famille constituait une charge bien lourde. Edna a eu un peu peur la première fois qu'elle a rencontré son futur mari : c'était étrange de penser qu'elle allait passer sa vie avec lui. Mais ses parents en avaient décidé ainsi, et Edna avait appris de ses anciens que les anciens ont toujours raison.

Que serait-il arrivé si vous n'aviez pas voulu l'épouser ?

Je ne sais pas.

Edna rit, elle dit que l'idée n'a jamais traversé son esprit. Le soldat l'a emmenée dans une maison située près du camp militaire, à Kabwe-Chindwin, dans la province centrale du pays. Edna était très heureuse. Son mari était gentil et, moins d'un an plus tard, une petite fille est née : les choses allaient bien. A dire la vérité, pourtant, le soldat n'était pas toujours à la maison. Il était souvent envoyé en mission pour de longues périodes. Mais, à son retour, il lui apportait des cadeaux et la rendait de nouveau enceinte. Parfois, Edna était troublée : visiblement, son

mari avait été avec d'autres femmes durant ces missions, comme la fois où il avait passé six mois sur la frontière namibienne. Jetant un regard en arrière, Edna pense que c'est alors que la catastrophe a commencé.

Mais elle le comprenait. Un homme ne peut rester sans femme très longtemps, et son mari ne faisait pas exception. Elle était fidèle – les choses sont différentes pour les femmes. Quand son mari était absent, Edna préparait des pâtisseries, des gâteaux, et les vendait au marché. La solde de son mari était correcte – il était devenu sergent –, mais c'est toujours bon de gagner un peu d'argent en supplément.

La famille s'était augmentée de deux enfants – deux garçons – quand le mari d'Edna a commencé à se sentir malade et faible. Il ne se sentait pas toujours malade, mais de temps à autre il restait au lit quelques jours, incapable de se tenir debout. Edna lui disait sans cesse de voir un médecin. Au début de 2001, leur quatrième enfant, une autre fille, est née. Six mois plus tard, le père d'Edna est mort.

A la fin de la même année, la famille est partie pour Kapiri Mposhi, ville du voisinage, pour assister à un enterrement. Le mari d'Edna se promenait avec des amis et parents quand il

s'écroula soudain et fut transporté d'urgence à l'hôpital, où il mourut peu après.

Edna devait affronter une vie nouvelle : elle n'avait ni père ni mari pour prendre soin d'elle-même et de ses quatre enfants. Elle ne savait pas où aller, ni que faire. Quelques jours après les obsèques de son mari, elle a trouvé une lettre de lui, qu'il avait laissée au cas où il mourrait. Il y disait que, reconnu séropositif après un examen de dépistage, il avait préféré ne pas le lui dire.

Les trois quarts des 6,2 millions de jeunes atteints du VIH/sida dans l'Afrique subsaharienne sont de sexe féminin.

Qu'avez-vous ressenti quand vous avez trouvé cette lettre ?

Rien.

N'étiez-vous pas furieuse contre votre mari ?

Eh bien, au début j'ai été déprimée. Je suis tombée malade et j'ai passé deux semaines à l'hôpital. Puis j'ai compris qu'il y avait beaucoup de veuves comme moi qui avaient réussi à poursuivre leur vie, si bien que moi aussi je pouvais y réussir. Maintenant je pense que cela ne vaut pas la peine d'être furieuse contre lui. Il est mort et il n'y a rien que je puisse lui faire.

Edna a supposé que son mari avait attrapé le virus quand il était en Namibie. Mais cela ne changeait rien.

Après avoir appris que son mari était mort du sida, Edna a compris qu'elle devait subir un examen de dépistage, mais elle avait peur. Pendant deux ans, elle a choisi de ne pas savoir. Elle soupçonnait le pire, mais préférait ne rien changer à sa vie. Un jour, elle prit son courage à deux mains et se rendit dans un dispensaire. On lui a dit de revenir une semaine plus tard pour connaître les résultats. Ce jour-là, l'infirmière lui a demandé si elle était prête. Edna était très nerveuse; elle ne savait que dire. L'infirmière lui a dit de retourner chez elle, de se préparer et de revenir le lendemain. A ce moment, Edna a su que

l'infirmière allait lui dire ce qu'elle n'avait jamais cessé de soupçonner.

“Maintenant que je suis séropositive, que dois-je faire ? J'ai besoin que quelqu'un me dise ce que je dois faire”, a-t-elle dit à l'infirmière le lendemain. L'infirmière l'envoya parler au personnel de *Corridors of Hope* (Couloirs d'espérance), ONG qui s'occupe des groupes à risque élevé comme les travailleurs de l'industrie du sexe et les conducteurs de camion, ainsi que des séropositifs et des malades du sida. Ils lui ont dit qu'elle allait commencer un traitement à base d'antirétroviraux qu'ils lui fourniraient, que le sida n'est pas la fin du monde, qu'avec le traitement elle pourrait vivre en bonne santé pendant des années. Et ils lui ont appris qu'être séroposi-

tive ne la vouait pas à la honte publique : elle devait affronter sa condition, non la cacher. En Zambie, à peu près une personne sur cinq est séropositive et on apprend à ne plus le cacher. Le sida est un problème clé en Zambie; la presse, la télévision, le gouvernement et la population en parlent continuellement. Presque la moitié des lits d'hôpitaux du pays sont occupés par des sidéens et le nombre des “orphelins du sida” augmente chaque jour¹.

La maladie a infligé de durs coups à Edna. Au cours des trois dernières années, deux de ses sœurs sont mortes du sida. Elle est restée auprès d'elles durant leurs derniers jours et a pris chez elle leurs quatre enfants, avec les quatre siens. Il y a quelques mois, elle a découvert que sa plus jeune fille était, elle aussi, infectée.

Je ne savais pas que mon bébé pouvait être infecté. Je n'avais jamais pensé qu'une petite fille pouvait être séropositive.

Qu'avez-vous fait quand vous l'avez découvert ?

Rien. J'avais déjà appris sa maladie et j'ai réussi à l'accepter. Maintenant, je dois prendre soin d'elle, l'aimer, l'aider à ne pas se sentir isolée.

Vous êtes-vous sentie coupable ?

Non, cela rendrait les choses encore pires. On m'a appris que si je m'absorbais dans ce sentiment de culpabilité, je me sentirais faible,



La migration du mari d'Edna

l'a conduit à une position militaire sur la frontière entre la Zambie et la Namibie. C'est là où Edna suppose qu'il a été infecté.



accablée par le stress, et que c'était mauvais pour ma maladie. Je pourrais mourir plus tôt et la laisser seule au monde. Me sentir coupable serait la pire des choses.

La petite fille a six ans et elle souffre aussi de la tuberculose. Les médecins doivent guérir ses poumons avant de pouvoir lui donner des médicaments antirétroviraux. Avec un large soutien de la communauté internationale, le gouvernement s'efforce de fournir les médicaments gratuitement, puisque la plupart des personnes infectées ne peuvent se permettre de les acheter. Edna reçoit les médicaments à l'hôpital de Kapiri Mposhi, la ville où elle vit aujourd'hui. A l'hôpital, la plupart des médecins sont des étrangers, des volontaires de

Médecins sans Frontières. La Zambie souffre d'une pénurie critique d'agents sanitaires, notamment de médecins, parce que beaucoup d'agents sanitaires zambiens émigrent en Angleterre, aux Etats-Unis ou au Canada quelques années après avoir achevé leur formation.

A l'hôpital, Edna reçoit un repas supplémentaire. Elle n'a pas beaucoup d'argent et son régime alimentaire, essentiel pour le traitement qu'elle suit, n'est pas ce qu'il devrait être. Edna gagne un peu d'argent en travaillant comme éducatrice pour le compte de diverses ONG locales qui s'occupent du VIH/sida et elle continue de vendre des aliments au marché. Elle a l'air en bonne santé : active, curieuse, un grand sourire sur le visage. Elle a accepté la direction qu'a prise

sa vie : son mari la trompait et l'a infectée, ses sœurs sont mortes du sida, et sa fille est, elle aussi, séropositive – avec ce sourire sur le visage.

Comment faites-vous pour accepter tant de malheurs ?

Comme je l'ai déjà dit, en parlant de des personnes, à des amis qui passent par les mêmes épreuves. Nous sommes si nombreux que j'ai réalisé que l'on peut aussi vivre comme cela, en étant séropositif.

Et qu'attendez-vous de l'avenir ?

Rien. Je veux faire tout ce qui m'est possible

pour aider mes enfants à vivre heureux, peut-être mettre en route une entreprise pour qu'ils aient une vie meilleure. Je ne sais pas, mais voilà ce qu'il en est. Je veux faire quelque chose pour mes enfants avant de mourir.

Avez-vous peur de la mort ?

Non.

Elle rit.

Pourquoi n'en avez-vous pas peur ?

J'ai vu quantité de gens mourir. Mes frères, mes sœurs, mon père, mon mari, tous sont morts. Je mourrai aussi un jour, mais je n'ai

pas peur. Les Écritures disent qu'il y a une autre vie, et je le crois.

Comment l'imaginez-vous ?

Je ne l'imagine pas. Je ne peux pas l'imaginer.

Edna dit qu'elle n'a pas d'homme dans sa vie, mais elle ne s'en soucie pas. Oui, dira-t-elle plus tard, il y a un homme qui lui fait la cour et lui a même proposé le mariage. Elle lui a dit qu'elle était séropositive et il a répondu que cela ne faisait rien, qu'il l'aimait de la même manière. Mais l'homme est un marchand d'une autre ville qui ne vient à Kapiri Mposhi que de temps en temps, et il est marié. Ce n'est pourtant

pas un problème; il est prêt à faire d'elle sa seconde épouse. En Zambie, le droit coutumier permet aux hommes d'avoir plusieurs épouses. Cependant, Edna n'est pas décidée : elle pense que ses enfants pourraient souffrir de vivre avec un homme qui n'est pas leur père.

En tout cas, si je me mariaais, il lui faudrait utiliser des préservatifs. Je ne veux pas le rendre malade pour qu'il continue à répandre le sida.

Et acceptera-t-il d'utiliser des préservatifs avec sa femme actuelle ?

Je ne sais pas, je n'ai pas encore osé le lui demander.

UN VIRUS SANS FRONTIÈRES

La migration joue un rôle critique dans la diffusion du VIH, comme l'histoire d'Edna le montre clairement. Plusieurs facteurs créent un lien entre mobilité et VIH, notamment les conditions dans lesquelles s'opère la migration; la pauvreté; l'inégalité entre les sexes; la séparation d'avec les familles et les partenaires; et l'absence des normes socioculturelles qui guident le comportement dans les communautés stables².

En Zambie, comme dans le reste de l'Afrique australe, le VIH/sida a des effets catastrophiques. La migration à l'intérieur des pays et au-delà des frontières accélère la diffusion de la maladie. Des centaines de milliers d'hommes originaires de la région gagnent leur vie dans les mines d'Afrique du Sud, où ils passent des années loin de leur famille. Pendant cette longue absence, nombreux sont ceux qui ont un comportement sexuel dangereux. Ils ont d'autres partenaires, fréquentent les travailleuses de l'industrie du sexe et utilisent rarement des préservatifs.

Les inégalités entre les sexes et le manque de respect pour les droits des femmes et des filles ajoutent au risque qu'elles courent de contracter le virus. Les trois quarts des 6,2 millions de jeunes atteints du VIH/sida dans l'Afrique subsaharienne sont de sexe féminin³.

Les éléments mobiles de la population comme les travailleurs migrants, les travailleuses de l'industrie du sexe, les chauffeurs de camion, les représentants de commerce, les cheminots et les militaires figurent parmi les groupes particulièrement exposés. Les chauffeurs de camion et les commerçants,

par exemple, en traversant ce que l'on appelle le "grand couloir du Cap au Caire", courent un risque particulier de contracter le VIH. Les cartes montrent comment les villes et agglomérations situées sur cette route sont des bouillons de culture du VIH. Le long de ce couloir, aux arrêts de camions et dans les camps de squatters, dans les communautés frontalières et près des bases militaires, il arrive que les femmes pauvres se prostituent pour avoir de quoi vivre. Les hommes partagent souvent leurs partenaires sexuelles, accroissant ainsi la vulnérabilité générale au VIH⁴.

Non seulement la migration a aidé à répandre le VIH/sida, mais les recherches montrent que l'épidémie elle-même a introduit avec elle une nouvelle forme de migration, celle des enfants et jeunes atteints du VIH/sida, qui sont contraints de quitter leur foyer par la maladie ou le décès d'un parent ou des deux. En Afrique australe, région la plus touchée par le VIH/sida, environ un enfant sur dix a perdu ses parents⁵.

Quand le revenu familial s'évanouit en raison de la maladie ou de la disparition des parents, enfants et jeunes vont vivre avec d'autres membres de leur famille. S'il y a déjà trop de bouches à nourrir dans la maison de ceux-ci, ils quittent parfois l'école pour gagner ce que coûte leur entretien. Il arrive aussi qu'ils soient jetés dehors et vivent dans la rue. Les filles peuvent être mariées de bonne heure. Certains jeunes se déplacent pour prendre soin d'un parent ou d'un membre de la famille malade. Bon nombre d'entre eux restent et se débrouillent seuls comme chefs de famille. Les jeunes qui émigrent à l'étranger non seulement

laissent derrière eux un environnement familial et des amis, mais ils ne connaissent pas nécessairement la langue et la culture de leur nouveau pays, ce qui rend le sentiment d'appartenance encore plus difficile à acquérir.

Les migrants, qu'ils aillent à l'étranger ou restent dans leur pays, ont besoin d'avoir accès à l'éventail complet des méthodes de prévention du VIH, ce qui recouvre la délivrance de conseils, le dépistage et le traitement des infections sexuellement transmissibles, des préservatifs à prix abordable, et une information sur la manière d'évaluer, limiter et éliminer le risque d'infection.

En Asie, autre région où la pauvreté incite les jeunes à émigrer, l'UNFPA et l'Union européenne ont lancé la *Reproductive Health Initiative for Youth in Asia* afin de répondre à ces besoins. Dans le cadre de cette initiative et en collaboration avec la Fédération internationale pour la planification familiale, les jeunes migrants travaillant dans des fabriques et les travailleuses de l'industrie du sexe dans les communautés du "Triangle d'Or", situé sur les frontières de la Thaïlande, de la République populaire démocratique lao, du Myanmar et de la Chine méridionale, commencent à bénéficier d'un accès plus large aux services de santé sexuelle et procréatrice, notamment à la prévention du VIH.⁶



Natalia

MOLDOVIENNE, VICTIME DE LA TRAITE DES HUMAINS

En 1990, à l'âge de sept ans, Natalia a perdu sa mère, victime du cancer. Elle était convaincue que la maladie de sa mère avait été causée par son père, qui la battait si souvent, et qu'elle aurait dû trouver un moyen de protéger sa mère. Mais son père ne faisait rien d'inhabituel : selon un dicton populaire du Moldova, "une femme qu'on ne bat pas est comme une maison qu'on ne balaise pas".

Natalia est restée seule avec ses quatre frères et son père, qui travaillait dans les champs. Son père la battait et lui disait qu'elle était une charge pour tout le reste de la famille et qu'il n'y avait aucune raison de l'envoyer à l'école. Ses frères n'étaient pas plus gentils. Natalia a commencé à chercher des moyens de gagner quelque argent pour s'en sortir.

Je n'ai jamais compris pourquoi ils n'avaient pas d'affection pour moi, pourquoi ils me traitaient si mal tout le temps.

Quand Natalia eut quatorze ans, elle fut placée comme bonne à tout faire dans la maison d'un voisin. Elle nettoyait, prenait soin des animaux et coupait le bois de feu. Trois ans plus tard, elle a demandé au voisin de

l'aider à poursuivre son éducation. Natalia a commencé à prendre des cours pour devenir professeur de gymnastique et arts martiaux, jusqu'au moment où, à court d'argent, elle dut retourner au travail.

De nouveau chez elle, elle donnait à son père et à ses frères presque tout son argent dans l'espoir de regagner leur affection, mais ils la battaient tout de même. Quand elle se sentait vraiment très seule, Natalia allait au cimetière confier ses tourments à sa mère. Un jour, elle a décidé d'aller à Chisinau, capitale du pays, où elle trouva un emploi au marché central. Mais ses frères sont allés pour la chercher et l'ont ramenée de force à la maison, parce qu'il fallait quelqu'un pour prendre soin du ménage.

A l'âge de dix-neuf ans, Natalia a accepté d'épouser un jeune homme d'une ville voisine. Elle n'était pas amoureuse de lui, mais elle pensait que c'était le seul moyen de commencer une nouvelle vie. Au début, ils étaient heureux. Ils vivaient dans une chambre à Chisinau et chacun avait un emploi; ils riaient et s'amusaient. Puis il devint jaloux d'elle, se plaignant de chaque sou qu'elle dépensait. Ils ont commencé à avoir des discussions et il s'est mis à la battre. Quand un médecin lui a dit qu'elle était enceinte, elle a eu

peur de la réaction de son mari. D'abord, il avait l'air content, puis il a dit que si elle s'arrêtait de travailler, il serait obligé de les faire vivre tous les trois. Il la blâmait de ne pas prendre de précautions et la frappait de nouveau.

Un jour, son mari lui a proposé d'aller en Italie, de construire leur avenir là-bas. Natalia a accepté l'idée; comme tout le monde, elle avait entendu parler de migrants qui avaient réussi. Son mari l'a présentée à un ami qui leur procurerait des papiers et leur prêterait de l'argent. L'ami était un homme de quarante ans, agréable, d'esprit vif et connaissant le monde. Maintenant, quand tout est fini, elle l'appelle M. X.

Vous n'aviez jamais entendu parlé de la traite des humains ?

Je ne regardais pas la télévision, je ne lisais pas les journaux. J'entendais parler de quelque chose, mais je ne l'ai jamais cru. De toute manière, on croit que ces choses-là n'arrivent qu'aux autres.

Son mari l'a convaincue de partir d'abord et il la rejoindrait bientôt. Elle devait travailler comme domestique pour la sœur de M. X.

*J'étais vraiment impatiente de m'en aller.
Je croyais pouvoir donner à mon enfant
une meilleure vie.*

Cet après-midi-là, Natalia est montée dans la voiture de M. X. Elle s'endormit bientôt. Quand elle se réveilla, il faisait noir et elle était au milieu de terres à l'abandon près d'une rivière. Dans la voiture, il y avait deux autres filles qui lui ont dit qu'elles étaient en Roumanie. M. X leur a dit de sortir de la voiture et de marcher un moment. Natalia lui a demandé pourquoi; il lui répondit de se taire et de lui obéir. Natalia a commencé à pleurer; elle savait que quelque chose de terrible allait lui arriver.

Le traite des humains n'est pas seulement orientée vers l'exploitation sexuelle, elle prend aussi d'autres formes : exploitation de la main-d'œuvre, esclavage pour dette, travail domestique, mendicité, mariage, participation à des conflits armés et aux trafics illégaux de drogues ou d'organes.

Elles ont marché dans l'obscurité, à travers une zone déserte, et sont enfin arrivées à une voiture avec trois hommes à bord. Natalia vit les hommes donner à M. X une somme importante en liquide. Elle essaya de s'échapper, mais les hommes l'ont saisie, battue et jetée à terre à

coups de pied. Ainsi clouée au sol, Natalia dit à M. X qu'elle retournerait au Moldova et qu'il regretterait ce qu'il avait fait. M. X rit et lui répondit qu'elle ne reviendrait jamais, parce que quelqu'un qui lui tenait de près avait agi de telle sorte que cela n'arriverait jamais.

*Il me fallut un peu de temps pour comprendre
que mon mari m'avait vendue pour trois
mille dollars. Mon mari! Je ne peux imaginer
pire trahison.*

Etendue sur le sol, Natalia a crié de toutes ses forces. Les Albanais qui étaient maintenant ses propriétaires lui ont passé les menottes et ont tiré une seringue pour l'endormir durant le voyage qui allait commencer. Natalia a essayé de les arrêter, criant qu'elle était enceinte, mais sans succès.

Elle a passé le voyage à rêver et avoir des hallucinations, aussi bien qu'à recevoir des menaces et des coups. Elle fut violée et se réveilla nue et blessée à l'arrière d'une jeep. Elle était terrifiée.

Plus tard, elle-même et six autres filles furent contraintes de

marcher pendant des heures à travers les montagnes. L'une a tenté de s'échapper et fut tuée. Un de ses gardes a cassé le bras de Natalia. Les hommes l'ont rouée de coups à en être las. Elle a fini dans une maison aux abords d'une ville, où un homme lui a dit qu'il l'avait achetée et qu'elle

aurait à travailler dur pour lui. En manière de bienvenue, deux voyous l'ont attachée et violée.

*J'étais enfermée dans ma chambre le jour.
Le soir, on me faisait sortir, on me donnait
de l'alcool et on m'obligeait à faire tout ce que
les clients voulaient.*

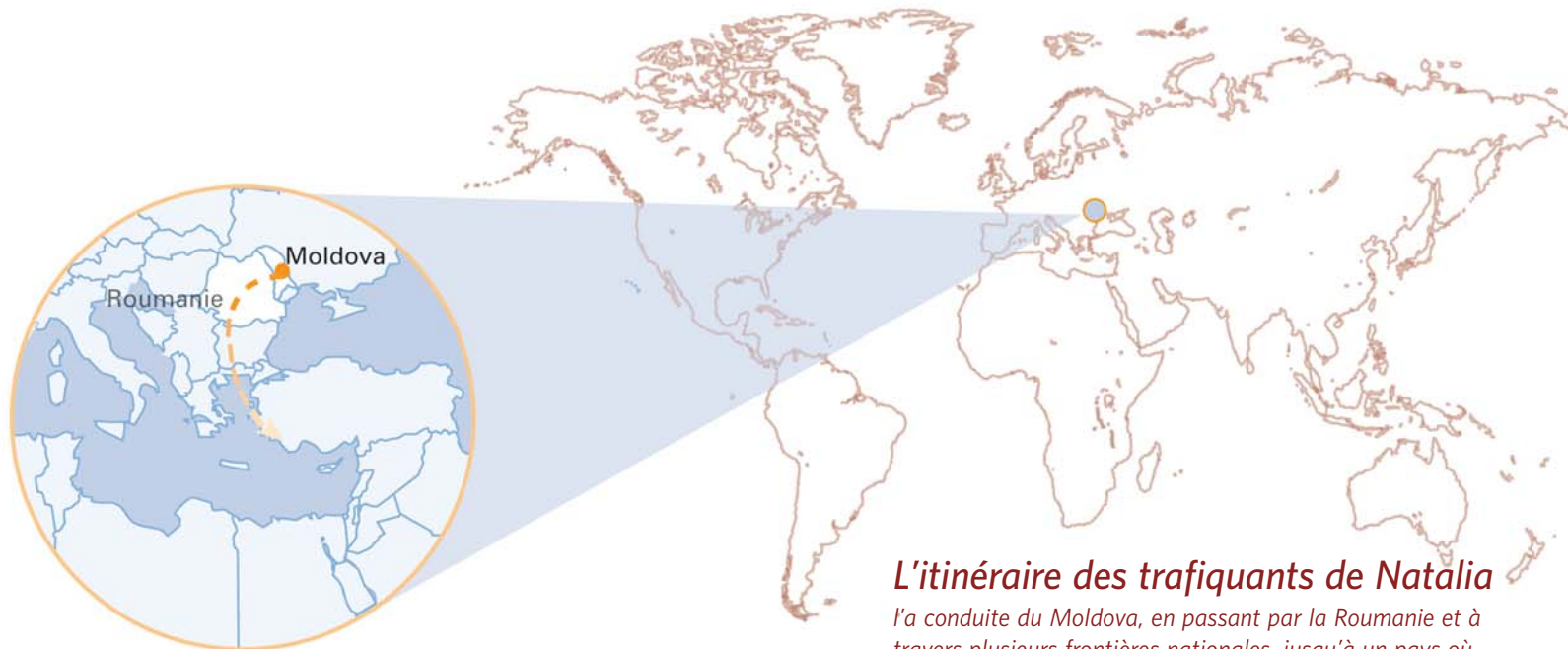
Une nuit, elle s'est sentie malade et a dit à son patron qu'elle était enceinte. L'homme lui a répondu de ne pas s'inquiéter. Un prétendu docteur a mis fin à sa grossesse. Natalia a passé trois jours à pleurer.

Des semaines plus tard, elle a réussi à s'échapper et à trouver refuge dans un couvent. Mais bientôt les religieuses lui ont demandé de partir, parce qu'elles avaient peur de ce qui pourrait arriver. Elle était de nouveau dans la rue et son patron l'a découverte immédiatement, mais il était fatigué d'elle et l'a vendue à bas prix. Son nouveau patron lui a dit que si elle était une bonne fille et lui rapportait son prix d'achat, dans quelques mois il la laisserait partir. Tous les soirs, Natalia devait danser et "satisfaire les clients".

*C'était des animaux, des gens sans âme.
Malades, pervers et violents.*

Natalia essuie une larme et la contemple comme si elle était l'ennemi. Ses petites mains chiffonnent avec colère un morceau de plastique.

Plusieurs semaines passèrent et un client régulier lui offrit de l'aider à s'échapper. Natalia trouva refuge dans la maison du client, mais seulement



L'itinéraire des trafiquants de Natalia

l'a conduite du Moldova, en passant par la Roumanie et à travers plusieurs frontières nationales, jusqu'à un pays où elle a enduré exploitation et sévices.

pour découvrir que tout ce qu'il voulait, c'était avoir gratuitement les services de la maison de passe. Natalia s'est de nouveau sauvée. Elle courait à travers un champ quand elle entendit une voiture. C'étaient les voyous de la maison de passe. Ils l'ont saisie et ont essayé de la pousser dans la voiture. Elle a hurlé qu'elle aimerait mieux mourir que d'y retourner et a réussi à continuer de courir. Ils l'ont prise en chasse avec la voiture, l'ont renversée et laissée pour morte sur la route.

Que feriez-vous si vous trouviez ceux qui vous ont kidnappée ?

Natalia rit. Pour la première fois dans cette longue conversation, elle rit vraiment.

Je leur passerais sur le corps avec une voiture.

Après trois jours de coma, Natalia s'est réveillée dans un hôpital. Les médecins lui ont dit que peut-être elle ne pourrait plus marcher. Elle a subi plusieurs opérations et sa convalescence a duré six mois; elle a aussi appris qu'elle avait l'hépatite B. Natalia a eu peur de ne pouvoir jamais revenir au Moldova.

Alors un homme de loi est apparu et a offert de l'aider et de payer son ticket de retour. Natalia a soupçonné qu'il avait peut-être été envoyé par son patron pour s'assurer qu'elle n'allait pas le dénoncer aux autorités. Ou peut-être n'était-ce pas le cas; Natalia n'a jamais su.

Personne ne l'attendait quand elle est arrivée à l'aéroport de Chisinau. Elle est retournée dans sa ville natale, mais son père et ses frères n'ont pas voulu lui parler. Ils ont dit que pour eux elle était morte; ils ont dit que c'était une ingratitude parce qu'elle était partie et n'avait jamais envoyé d'argent à la maison. Natalia ne leur a pas dit ce qui lui était arrivé. Elle est juste partie chez une tante dans une autre ville.

Sa tante lui a permis de rester chez elle et de lécher ses blessures. Natalia était ennuyée parce qu'elle ne pouvait l'aider dans la maison et elle ne voulait pas que l'on ait pitié d'elle. Encore avec ses béquilles, elle est partie un jour pour Chisinau à la recherche d'un travail et d'une vie indépendante. Elle a laissé chez sa tante une

bande magnétique où elle raconte son histoire. Elle voulait que sa tante sache, mais elle avait honte de lui dire face à face.

A Chisinau, Natalia a dormi dans le parc public en attendant de trouver un emploi dans un jardin d'enfants. La directrice lui a permis d'y dormir pourvu que personne ne s'en aperçoive. Elle ne quittait jamais l'école; elle y travaillait le jour et s'y cachait la nuit. Un peu plus tard, une cousine lui a parlé de la ligne téléphonique ouverte en permanence de La Strada, une ONG en lutte contre la traite des humains. Natalia a appelé et a trouvé un refuge géré par l'Organisation internationale pour les

migrations. C'est là qu'elle vit quand nous lui avons parlé, essayant de se remettre de son traumatisme physique et psychologique.

Quand Natalia parle, elle baisse le regard; sa voix est basse et son ton monotone; elle est toujours sur le point de pleurer. Chaque mot est recherché avec peine, balbutié, prononcé avec un frémissement.

Pourquoi nous parlez-vous ?

Eh bien, d'abord, je voulais cacher mon histoire, parce que quand les gens savent, au lieu de vous traiter comme une victime, ils pensent

que vous êtes coupable. Mais il faut que je parle; si je ne le fais pas, je vais passer toute ma vie à penser à ces mois-là. En parler est la seule façon de laisser cela derrière moi et d'aider d'autres filles, pour qu'il ne leur arrive pas la même chose qu'à moi.

Qu'attendez-vous de l'avenir maintenant ?

Natalia est silencieuse; elle réfléchit et essaie de sourire.

"Quelle question difficile!", dit-elle.

L'ESCLAVAGE CONTEMPORAIN

Natalia est l'une des quelque 140 000 femmes du Moldova qui ont été la proie la traite sexuelle.

Au niveau mondial, le trafic sexuel des jeunes est en augmentation¹. Environ 1,2 million d'enfants et d'adolescents de moins de 18 ans sont concernés chaque année². L'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est en sont les principales zones. L'Organisation internationale pour les migrations évalue à 225 000 le nombre de femmes et d'enfants originaires de l'Asie du Sud-Est victimes du trafic chaque année³. Environ 300 000 enfants bangladais travaillent dans les maisons de passe de l'Inde, qui est le principal pays de destination en Asie du Sud⁴.

Les données en provenance d'Europe orientale font penser que les trafiquants ciblent de plus en plus les filles jeunes, car elles peuvent leur rapporter davantage d'argent que les femmes adultes⁵. Il est signalé aussi dans d'autres parties du monde, comme l'Asie du Sud-Est – où la croyance qu'avoir des rapports sexuels avec une vierge peut empêcher de contracter le VIH/sida et même en guérir, ce qui a contribué à cette tendance –, que la demande se déplace vers les filles plus jeunes⁶.

Le trafic n'est pas seulement orienté vers l'exploitation sexuelle, il prend aussi d'autres formes : exploitation de la main-d'œuvre, esclavage pour dette, travail domestique, mendicité, mariage, participation à des conflits armés ou aux trafics illégaux de drogues ou d'organes⁷.

En Afrique, par exemple, environ 200 000 mineurs originaires de l'Afrique de l'Ouest et de

l'Afrique centrale sont victimes du trafic chaque année, tant dans les limites de leur propre pays que pour être envoyés à l'extérieur⁸. Les garçons sont généralement destinés à travailler sur les plantations agricoles, tandis que les filles sont surtout exploitées comme employées de maison⁹. La plupart des victimes envoyées en Europe de l'Ouest viennent du Ghana, du Nigéria et du Maroc. Certaines ont été vendues par leurs parents et, si la plupart d'entre elles sont âgées de 17 à 20 ans, d'autres n'en ont pas plus de 14¹⁰.

Les causes fondamentales du trafic sont multiples et complexes : pauvreté, manque de possibilités d'emploi, absence de droits pour les filles et les femmes, impunité des trafiquants qui ne sont pas poursuivis, manque général d'éducation et de prise de conscience¹¹. Parfois, les jeunes sont vendus par leurs parents, qui sont incapables de les nourrir ou qui acceptent de laisser partir leurs enfants avec un membre de la famille ou un ami qui promet de leur trouver un bon emploi.

Les conséquences de la traite des humains sont les suivantes : atteinte à la santé physique et mentale des victimes, risque de contracter des maladies sexuellement transmissibles, dont le VIH/sida, grossesses non recherchées et mort. Au lieu de recevoir assistance et protection, les victimes affrontent souvent des poursuites et la mise en détention¹². Il leur arrive aussi d'être soumises à un traitement humiliant et intimidant par les autorités, tant dans le pays de départ que dans celui d'arrivée¹³. Celles qui ont travaillé dans l'industrie du sexe sont particulièrement exposées à de nouvelles violences à leur retour. Les victimes

revenues au pays peuvent aussi affronter de graves difficultés pour se réinsérer dans leur communauté ou leur famille, surtout si elles ont la réputation de s'être déshonorées ou de n'avoir pas su recueillir les avantages de leur migration¹⁴.

Au cours des dernières années, on a commencé à centrer l'attention au sein de la communauté internationale sur la nécessité de garantir une protection aux victimes. Par exemple, au Moldova, l'UNFPA et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont collaboré étroitement pour aider des victimes comme Natalia. Le refuge de l'OIM n'est pas éloigné d'un centre de santé financé par l'UNFPA, qui offre un éventail complet de services de santé sexuelle et procréatrice. L'OIM, en collaboration avec des organismes des Nations Unies, offre aussi aux rapatriées une formation sur divers savoir-faire.

Mais il reste beaucoup à faire. Les pays touchés par le trafic doivent veiller à ce que leur politique nationale place les droits humains de ses victimes au centre de leurs actions de lutte contre le trafic. Ceci importe particulièrement pour protéger les enfants et les adolescents, qui sont les plus vulnérables. La poursuite et la liquidation des gangs de trafiquants d'humains exigent une coopération internationale. Les filles victimes du trafic qui réussissent à échapper à leurs geôliers doivent avoir un endroit sûr où résider, guérir leurs plaies et se rétablir tandis qu'elles se préparent à rentrer dans le monde réel. Elles ont aussi besoin de recevoir des conseils et un appui pour retrouver confiance en elles-mêmes et dans leur avenir.



Bibi

SURINAMAISE, INFIRMIÈRE STAGIAIRE

Quand elle était une petite fille, encore en classe élémentaire, la seule chose que Bibi aimait regarder à la télévision c'étaient les spectacles mettant en scène des hôpitaux. Elle s'était toujours demandée ce que ce serait de s'y trouver. Chaque fois que quelqu'un se faisait mal ou tombait malade à la maison, c'est elle qui lui donnait des soins. Elle était la seule qui, dit-elle, avait la volonté et le courage de le faire.

Bibi Sattuar est née à Paramaribo en 1983, fille aînée d'un couple indien du Guyana arrivé au Suriname il y a trente ans à la recherche de travail. Le Suriname – l'ancienne Guyane hollandaise – est un pays de 165 000 kilomètres carrés couvert par une forêt tropicale humide et qui compte seulement 492 000 habitants, presque tous établis sur le littoral.

Au long des années, le père de Bibi a eu beaucoup d'emplois, tandis que sa mère restait à la maison à s'occuper d'elle et de son frère. Ses parents n'ont jamais gagné beaucoup d'argent, mais ils ont réussi à élever et éduquer leurs enfants. La mère de Bibi disait toujours qu'ils étaient privilégiés : imagine seulement, avait-elle coutume de dire, tes ancêtres ont été amenés sur ce sol comme esclaves et maintenant

nous sommes libres, nous pouvons gagner convenablement notre vie; que pouvons-nous demander de plus ? Bibi répondait souvent qu'elle voulait un peu plus, qu'elle voulait être infirmière – parce qu'elle en avait toujours rêvé et parce qu'elle mourait d'envie de recevoir une éducation. Dans sa famille, les hommes travaillaient de leurs mains comme charpentiers ou mécaniciens, emplois qui exigeaient peu de formation préalable et assuraient des gains rapides, tandis que les femmes restaient au foyer.

Vous ne vouliez pas être médecin ?

Si, peut-être. Mais c'était impossible. L'école de médecine coûte trop cher et ma famille ne pouvait pas en payer le prix. La formation d'une infirmière est différente : on étudie et on travaille en même temps.

Mais ses parents ne voulaient pas qu'elle fasse des études. Sa mère lui disait que c'était pure folie : elle devait se marier, avoir des enfants et s'occuper de son foyer, comme elle-même avait fait, comme toutes les femmes de la famille avaient fait. Bibi était désespérée.

Je voyais mes tantes, mes cousines, ma mère qui devaient rester à la maison et dépendre de leur mari. Dans ma famille, les femmes étaient enchaînées à leur maison et ne pouvaient rien faire sans l'approbation de leur mari. Je ne pouvais pas supporter l'idée de mener une pareille vie.

À la fin de ses études secondaires, elle avait d'assez bonnes notes pour être admise à commencer une carrière d'assistante médicale, qui a duré trois ans. Après cela, elle pouvait poursuivre ses études pour devenir une infirmière diplômée. Mais sa mère disait que le diplôme de fin d'études secondaires était plus que suffisant. Et Bibi a été obligée de se soumettre. Sa mère lui a dit :

Tu ne peux pas le faire, de toute manière.

Bien sûr, je le peux.

Non, je te connais. Tu es ma fille et je sais que tu ne le peux pas.

Pendant près de deux ans, Bibi a dû rester à la maison. Elle a pris cinq ou six cours d'informatique et obtenu son permis de conduire,

mais elle n'était pas satisfaite. Enfin, au milieu de 2005, une amie l'a aidée à remplir les formulaires d'admission à l'école d'infirmières de Paramaribo. Elle fut acceptée et sa mère renonça finalement à essayer de la dissuader. Elle dit que si Bibi insistait pour faire des erreurs, elle n'allait pas essayer plus longtemps de l'arrêter.

Maintenant il me fallait aller jusqu'au bout, au moins seulement par fierté, pour que ma mère ne puisse pas dire qu'elle avait raison. Mais ce n'est pas pour cela que je fais mes études.

Les agents sanitaires qui partent représentent une perte irremplaçable en ressources humaines dans les systèmes de santé déjà affaiblis des pays en développement.

En octobre 2005, Bibi a commencé ses cours – une combinaison d'enseignement théorique et de formation pratique à l'hôpital Sint Vincentius. Bibi est très satisfaite, bien que le travail puisse être dur : il n'est pas facile quelquefois de nourrir, laver ou aider un patient. Il est toujours éprouvant de panser certaines blessures, d'assister ceux qui sont sur le point de mourir. Bibi a un caractère naturellement cordial, mais c'est l'aspect le plus difficile de son travail que d'avoir à faire preuve de cordialité même avec des patients grossiers.

Cela devient pénible quand un patient vous dit que vous devez faire quelque chose parce qu'il

ou elle vous paie. C'est un travail vraiment dur et le salaire est extrêmement modeste. On a quelquefois de la peine à continuer.

Cinq des trente-trois camarades de sa classe ont déjà quitté le programme "parce que tout le monde ne peut pas être infirmière". Bibi n'envisage pas d'abandonner, mais elle se plaint que sa vie est devenue très difficile. Elle passe huit heures par jour à l'hôpital et gagne seulement 50 dollars surinamais par mois, soit environ 18 dollars EU. Cela ne suffit même pas à couvrir ses frais de transport, sans parler des livres et des photocopies, ni de l'uniforme obligatoire. Deux seulement de ses camarades sont des hommes; Bibi pense qu'ils ne peuvent pas accepter les choses que des femmes acceptent :

Mon frère me dit toujours qu'il ne ferait jamais ce que je fais, travailler et étudier tellement et recevoir si peu en échange. Il préfère travailler dans un supermarché. Les femmes sont plus patientes.

Bibi parle bien l'anglais. Elle dit que maintenant l'hôpital est toute sa vie. Elle n'a pas de petit ami. Ses parents ne le veulent pas et, de plus, elle dit qu'un petit ami est une "source d'ennuis". Maintenant, elle doit terminer ses études et cela occupe tout son temps.

Mais vous devez sortir de temps à autre ...

Non, mes parents n'aiment pas quand je sors. Je n'ai pas été élevée de cette manière. On m'a enseigné que si vous avez un petit ami, c'est sérieux et, si ce n'est pas sérieux, vous n'avez pas de petit ami. Ce qui importe réellement, c'est d'obtenir mon diplôme.

Et que pensez-vous faire quand vous aurez votre diplôme ?

Probablement je m'en irai.

Vous en aller ?

Oui, je partirai à l'étranger.

Au Suriname, l'exode des cerveaux est un problème majeur dans le secteur des soins de santé. Les médecins, et plus encore les infirmières, quittent le pays dès qu'ils le peuvent, généralement aussitôt qu'ils terminent leurs études. Selon Bibi, ce problème est dû à la faible rémunération des professions médicales. Son salaire de début serait d'environ 550 dollars surinamais par mois – soit environ 200 dollars EU.

Il n'est pas juste de travailler si dur et de ne pas même avoir de quoi payer les factures. Avec si peu d'argent, vous avez de la chance si vous réussissez à joindre les deux bouts et à ne pas faire de dettes. Et pour en arriver seulement là, il faut travailler dur chaque jour. Je veux économiser pour l'avenir. J'aime ce métier; c'est ce que j'ai toujours voulu faire. Mais ici je



Le voyage futur de Bibi

hante ses rêves : elle veut émigrer un jour du Suriname. Elle ne sait pas encore où, mais depuis peu de temps le Canada a surgi à l'horizon.

n'aurais pas de quoi vivre et, si je dois aller quelque part ailleurs pour continuer à faire ce que j'ai choisi, je le ferai.

Le travail est dur, mais le départ de tant de professionnels le rend encore plus dur. C'est un cercle vicieux : plus de gens partent, plus de gens veulent partir parce que ceux qui restent doivent travailler plus dur pour compenser l'absence des migrants.

Et ce ne sont pas les occasions qui manquent. Dans le passé, des sociétés hollandaises mettaient de temps à autre une annonce dans un journal local pour trouver des infirmières. Il y a en plus les membres de la famille et les amis qui vivent dans d'autres pays, les tuyaux reçus au travail, les remarques fortuites – et tout va dans le même sens. L'une des tantes de Bibi est infirmière au Canada. Il y a quelques mois, tandis

que la mère et la tante de Bibi parlaient au téléphone, sa mère a indiqué que Bibi était inscrite à l'école d'infirmières. Sa tante a répondu "Oh, quand elle aura son diplôme, elle peut venir ici travailler avec moi". Depuis lors, le Canada pointe à l'horizon.

Que savez-vous du Canada ?

Rien. Seulement qu'il y fait très froid.

Pouvez-vous vous imaginer vivant quelque part ailleurs ?

Oui, je peux m'imaginer n'importe où. Dans la vie, il faut avoir de l'ambition. Sinon, vous êtes coincé. J'ai du courage et je veux aller de l'avant, si bien que je ne m'inquiète pas de ce que la vie pourrait être ailleurs.

Mais si vous allez ailleurs, serait-ce seulement parce qu'on vous paie mieux ou y a-t-il aussi d'autres raisons ?

Non, il n'y a pas d'autre raison. C'est juste que je travaille dur et veux recevoir le salaire que je mérite.

Toutes les camarades du programme de Bibi disent qu'elles envisagent de quitter le Suriname. Les destinations le plus souvent mentionnées sont les Pays-Bas, Curaçao et Aruba, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada. Elles connaissent généralement très peu de chose des pays où elles voudraient peut-être aller, tout ce qu'elles savent c'est qu'elles veulent s'en aller. Pour ces femmes, l'idée d'émigrer n'est pas un rêve en l'air, mais une quasi certitude.

Et si vous partez, croyez-vous que vous reviendrez ?

Je ne sais pas. Je vais essayer de vivre quelque part où la vie est meilleure. Ici, on a l'impression qu'on sera toujours coincé sans avancer d'un pas.

Que serait une vie meilleure ?

Je ne sais pas... posséder ma propre maison, peut-être avoir une voiture, être capable de joindre les deux bouts.

Des avantages matériels...

Oui, le reste vient ensuite.

Mais vous savez qu'on a besoin de médecins et d'infirmières ici. Si vous partez, vous contribuez à aggraver le problème.

Oui, mais je ne m'en soucie pas. Si je peux partir, je partirai.

Comme Bibi, sa camarade de classe S. a découvert de bonne heure sa vocation. Elle nous en parle cet après-midi. Elle rentrait chez elle, dans une petite ville au milieu de la campagne,

quand elle a entendu sa voisine appeler à l'aide et vu qu'elle était en train d'accoucher. S. a trouvé deux sacs en plastique dans lesquels elle a enfoncé les mains pour s'en faire des gants. Elle a saisi la tête du bébé, qui pointait déjà, et a dit à sa voisine de pousser. L'accouchement s'est bien passé et l'expérience a décidé S., qui avait alors 12 ans, à vouloir être sage-femme. Mais, six mois plus tard, la petite fille est tombée malade. Elle salivait beaucoup. Sa mère l'a conduite à l'hôpital de la localité, mais l'unique médecin était parti un mois auparavant et le seul membre restant de la profession médicale était un vétérinaire. Il a prescrit un certain médicament et S. a toujours soupçonné que ce n'était pas le bon. L'état du bébé a continué d'empirer durant les deux jours suivants, et S. a demandé à sa cousine de la conduire à l'hôpital, ainsi que le bébé. Faute d'autre moyen de transport, elles s'y sont rendues à bicyclette. A leur arrivée, la petite fille était morte. S. dut porter de nouveau le bébé mort dans ses bras jusqu'à la maison familiale. Pour S., le manque de soins médicaux n'est pas une donnée abstraite, mais elle a décidé, même le sachant, qu'elle voulait travailler à l'étranger.

Ne vous sentez-vous pas coupable de contribuer à une situation qui continue de rendre de telles choses possibles ?

Non, pourquoi le devrais-je ? Ce n'est pas à moi de résoudre ces problèmes.

Tout se passe comme si le pays n'avait pas réussi à convaincre ses citoyens de participer à un projet collectif. Ils savent tous que s'ils s'en vont, leur départ aura des effets négatifs d'une manière ou de l'autre, mais ils pensent à s'en aller tout de même. Bibi résume leurs sentiments en ces termes :

Vous voulez dire que vous partiriez même en sachant que vous ne serez pas là pendant que votre pays a besoin de vous ?

S'il a besoin de moi, il doit aussi répondre à mes besoins. Il devrait y avoir échange de services, n'est-ce pas ?

L'EXODE DES JEUNES CERVEAUX

Si des pays peuvent encourager l'exode de travailleurs qualifiés en échange des rapatriements de salaires, ils sont également préoccupés de perdre leurs professionnels, intellectuels et chefs d'entreprise les plus instruits, qui pourraient devenir les dirigeants de demain, en faveur d'autres pays.

En dépit des rapatriements de salaires des migrants, quand la proportion de gens instruits représente une part substantielle de la population migrante, il en résulte généralement une sérieuse perte nette pour le pays d'origine. Celui-ci perd non seulement les services de professionnels qualifiés, mais aussi leurs contributions à la productivité. Il s'aperçoit aussi que les investissements faits dans l'éducation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée ne sont pas rentables¹.

Bibi est l'un des milliers d'agents sanitaires originaires des pays en développement qui envisagent d'aller en Europe ou en Amérique du Nord à la recherche d'un emploi bien rémunéré. Son plan d'émigrer n'a rien d'exceptionnel : elle vit dans une région qui envoie à l'étranger une forte proportion de ses professionnels qualifiés. De fait, les Caraïbes sont la région du monde qui compte le plus grand pourcentage de travailleurs migrants qualifiés. Les chiffres les plus récents concernant les migrants qualifiés de Suriname montrent que près de la moitié de la population active instruite a quitté le pays entre 1965 et 2000². Du fait de la migration, la population active instruite de la Jamaïque et de Haïti a été réduite de 85 %³.

Dans certains pays à revenu intermédiaire, le gouvernement forme les jeunes à travailler à l'étranger. Par exemple, les Philippines placent des infirmières qualifiées, immédiatement après obtention du diplôme, dans des pays de l'OCDE comme les États-Unis ou le Royaume-Uni⁴.

Bien qu'ils ne constituent qu'une faible proportion des travailleurs migrants, les agents sanitaires représentent une perte irremplaçable en ressources humaines dans les systèmes de santé déjà affaiblis des pays en développement. Selon l'Organisation mondiale de la santé, environ 23 % des médecins formés dans 10 pays d'Afrique subsaharienne travaillent actuellement dans huit pays de l'OCDE, en particulier dans les pays anglophones⁵. Simultanément, l'épidémie du VIH/sida a rapidement accru la demande d'agents sanitaires dans la région, étant donné non seulement l'augmentation du nombre de cas, mais aussi l'impact du VIH/sida sur les agents sanitaires eux-mêmes.

Le contraste entre une meilleure rémunération, de meilleures conditions de vie et de sécurité dans le pays d'accueil et, d'autre part, le manque d'installations, d'incitations et de perspectives dans leur propre pays, figurent parmi les principales raisons données par des médecins originaires d'Afrique du Sud, du Cameroun, de l'Ouganda et du Zimbabwe pour s'établir à l'étranger⁶.

Quelques pays mettent actuellement à l'essai des programmes novateurs qui s'attaquent à certains des facteurs de la migration. Par exemple, le Ghana, qui a perdu environ 69 % des médecins et

19 % des infirmières formés entre 1995 et 2002, a adopté un plan d'action pour "garder les cerveaux" qui prévoit des incitations telles que le paiement d'heures supplémentaires, l'attribution de voitures aux médecins et d'autres compensations d'ordre non financier. Le plan a déjà donné des résultats positifs chez les médecins⁷.

Les Philippines tentent aussi de faire revenir les professionnels de la santé émigrés après un temps de service à l'étranger. En 1995, le Gouvernement a institué la *Philippine Overseas Employment Administration*, qui a élaboré un programme offrant aux migrants qui reviennent des incitations, notamment des prêts et des bourses d'étude subventionnées⁸.

Les pays d'accueil peuvent aussi contribuer à réduire le courant de migrants qualifiés en s'abstenant de recruter dans les pays qui souffrent d'une pénurie d'agents sanitaires; les pays de départ estiment qu'ils agiraient ainsi moralement. L'Afrique du Sud et le Royaume-Uni, par exemple, ont signé des accords prévoyant une collaboration à des programmes d'échange pour agents sanitaires, des partenariats de jumelage entre institutions et des congés sabbatiques, cela dans l'espoir d'encourager des déplacements à court terme d'agents sanitaires des pays tant d'accueil que de départ; ils espèrent ainsi éliminer certains des facteurs à l'origine du départ définitif des agents sanitaires⁹.



Khadija

NÉERLANDAISE ET MAROCAINE, ÉTUDIANTE

Le vieil homme à la barbe blanche s'est penché vers elle. Il ressemblait à un imam, mais ce n'en était pas un; il l'a appelée "mon enfant" bien que n'étant pas son père. Il lui a même demandé, à voix basse, si elle avait été sage. Si elle l'avait été, il lui donnerait des bonbons; si elle ne l'avait pas été, la fessée. Khadija avait peur.

Khadija al Mourabit avait cinq ans et commençait juste l'école. Le vieil homme était *Sinterklaas*, un Père Noël hollandais qui apparaît chaque année le 5 décembre. Les autres enfants savaient qui il était, mais elle ne l'avait jamais vu auparavant, parce que chez elle, ils ne s'occupaient pas de ces choses. Khadija ne cessait pas de pleurer et les enseignants ne pouvaient la consoler.

Quand je suis allée à l'école, je me suis aperçue que tout le monde parlait néerlandais beaucoup mieux que moi, parce qu'ils l'avaient toujours parlé à la maison. Pas moi; mes parents parlaient berbère. Le néerlandais, disaient-ils, tu l'apprendras à l'école. C'est alors que j'ai compris que j'étais différente.

Khadija est née en 1979 dans un quartier d'ouvriers immigrants situé au nord

d'Amsterdam, la cinquième fille de parents marocains. Son père était arrivé aux Pays-Bas à la fin des années 60. A ce moment-là, les pays européens avaient besoin de travailleurs venus du bassin méditerranéen – Turcs, Maghrébins, Espagnols, Portugais – pour des travaux dont la population locale ne voulait pas. Dans son pays, M. Al Mourabit pouvait à peine gagner de quoi vivre et l'émigration lui offrait une meilleure chance. Aux Pays-Bas, il a d'abord été boucher, mais n'a pu continuer parce qu'il ne voulait pas toucher la viande de porc. Il a changé d'emploi plusieurs fois jusqu'au moment où il fut recruté dans une fabrique de produits pharmaceutiques qui, littéralement, a pris un morceau de son être. On peut encore voir le fragment de bras manquant là où une machine s'est nourrie de sa chair.

Pendant longtemps, M. Al Mourabit a vécu dans des chambres bourrées d'autres immigrants, loin de leur famille, travaillant à plein temps pour envoyer chez eux un peu d'argent. Dix années ont passé avant qu'il lui soit finalement possible de faire venir sa femme et ses enfants vivre avec lui. Quelques mois plus tard, Khadija, conçue au Maroc, est née sur le sol néerlandais. Elle pense que ce fait pourrait être lourd de sens.

Je ne peux dire que je suis une chose ou l'autre. Je suis une Berbère marocaine, née aux Pays-Bas, avec la citoyenneté néerlandaise. Je suis l'une et l'autre chose et cela m'enrichit et me trouble à la fois.

Les rapports entre les immigrants nord-africains et leurs nouveaux voisins n'étaient pas aisés. Beaucoup de Hollandais trouvaient que les Nord-Africains étaient autoritaires et vieux jeu; beaucoup de Nord-Africains trouvaient que les Hollandais étaient trop accommodants.

Le père de Khadija était strict. Il savait ce qu'il convenait de faire, à quel moment et comment, et il attendait de sa famille qu'elle suive son exemple. Parfois la mère de Khadija l'aidait. Par exemple, quand il lui a interdit de prendre des leçons de natation parce qu'elle aurait dû se montrer en maillot de bain devant des garçons, sa mère l'a emmenée en secret à la piscine.

Les enseignants nous invitaient à des réunions et à des excursions, mais il ne me permettait pas d'y aller. Je ne voulais pas qu'ils voient cet homme qui ne ressemblait pas aux autres parents, qui parlait mal leur langue et qui ne me laissait pas faire quantité de choses.

Khadija a appris que d'autres règles et coutumes avaient cours au-delà de la porte de leur maison. Elle a compris qu'elle vivait dans deux mondes différents, absolument distincts, et qu'elle devait trouver un équilibre entre eux. Les traditions de ses parents ne correspondaient pas à son propre mode de vie et, d'autre part, la société néerlandaise ne comprenait souvent pas ses choix.

Son père ne lui permettait pas de sortir avec des garçons. C'était étranger à leurs traditions : garçons et filles étaient supposés se fiancer, puis se marier. Mais ils n'étaient pas supposés "sortir". Khadija a fait bien des choses sans qu'il le sache.

Les jeunes nés d'immigrants se sentent souvent pris entre deux cultures.

Mes parents voulaient que je sois complètement marocaine, mais c'est impossible pour quelqu'un qui est né et a grandi aux Pays-Bas. Je ne savais pas comment leur expliquer que j'appartiens aux deux cultures. C'est pénible d'atteindre cet âge où l'on croit avoir plus d'esprit que ses parents.

Khadija était troublée. Elle n'assistait pas à ses classes et elle a perdu sa chance d'être admise dans une université. En même temps, elle souhaitait trouver sa place propre. Elle lisait le Coran et s'intéressait beaucoup à approfondir les traditions. Un jour, à seize ans, elle s'est mise un foulard sur la tête pour voir quelle impression

cela lui ferait. Ce fut une étrange expérience. Il lui sembla que les gens ne la voyaient pas ou la remarquaient seulement parce qu'elle était différente. Ces années-là, Khadija a décidé de retourner à ses croyances, et maintenant elle se considère fidèle à sa religion.

Je dirais que je suis une musulmane libérale. Pour moi, la religion est quelque chose de très personnel; je n'aime pas à en parler.

Après avoir terminé l'école secondaire à dix-huit ans, Khadija a commencé à prendre de petits emplois; mais elle avait le sentiment de gaspiller sa vie. Elle s'est inscrite dans un programme pré-universitaire, a étudié le droit un an, puis, il y a trois ans, a commencé à assister à des cours de philosophie, où elle était la seule Marocaine. Au début, elle ne pouvait supporter ses camarades de classe.

Ils étaient "oh si contents" que je sois une Musulmane! "Nous savons que c'est très compliqué pour vous, mais ne vous inquiétez pas, nous vous aiderons".

Khadija leur a demandé s'ils savaient que des écoles de philosophie existaient au Maroc et dans les pays arabes depuis des siècles.

La chose que je déteste le plus, ce sont les gens qui essaient de m'émanciper à leur manière propre. Ceux qui disent que nous ne devrions

pas vivre comme nous vivons, que nous devons enlever nos foulards de nos têtes de manière à être debout et à dire non à la répression. Ils nous demandent d'être libres – ce qu'ils appellent liberté. Personne ne peut dire à personne d'autre comment être libre. Les gens doivent nous respecter et nous laisser conquérir notre propre liberté à notre propre manière. Si nous décidons de garder la tête couverte, c'est notre décision. Je ne tolère pas qu'au nom de la tolérance on me dise comment je dois vivre ma vie. Je ne supporte pas qu'on me traite comme une imbécile qui ne sait pas comment vivre.

Khadija continue, d'un ton très passionné :

Les gens aiment parler de "l'oppression des femmes musulmanes" et ainsi ils évitent leurs propres problèmes. Ici, les hommes sont encore payés plus que les femmes pour le même emploi. Mais ils aiment mieux ne pas parler de cela.

Khadija appartient à une génération de jeunes Musulmanes qui essaient de trouver un moyen d'être musulmanes sans tourner le dos au monde occidental où elles ont grandi; une génération où les filles ont acquis de nouveaux rôles sociaux et souvent réussissent mieux que les garçons à l'université et dans leur profession. Les filles de migrants ont un vif désir de profiter des possibilités qui leur sont offertes dans leur nouvelle société, possibilités que leurs mères n'ont jamais eues.

Dans d'autres pays ou d'autres périodes, le rêve des immigrants était de voir leurs enfants

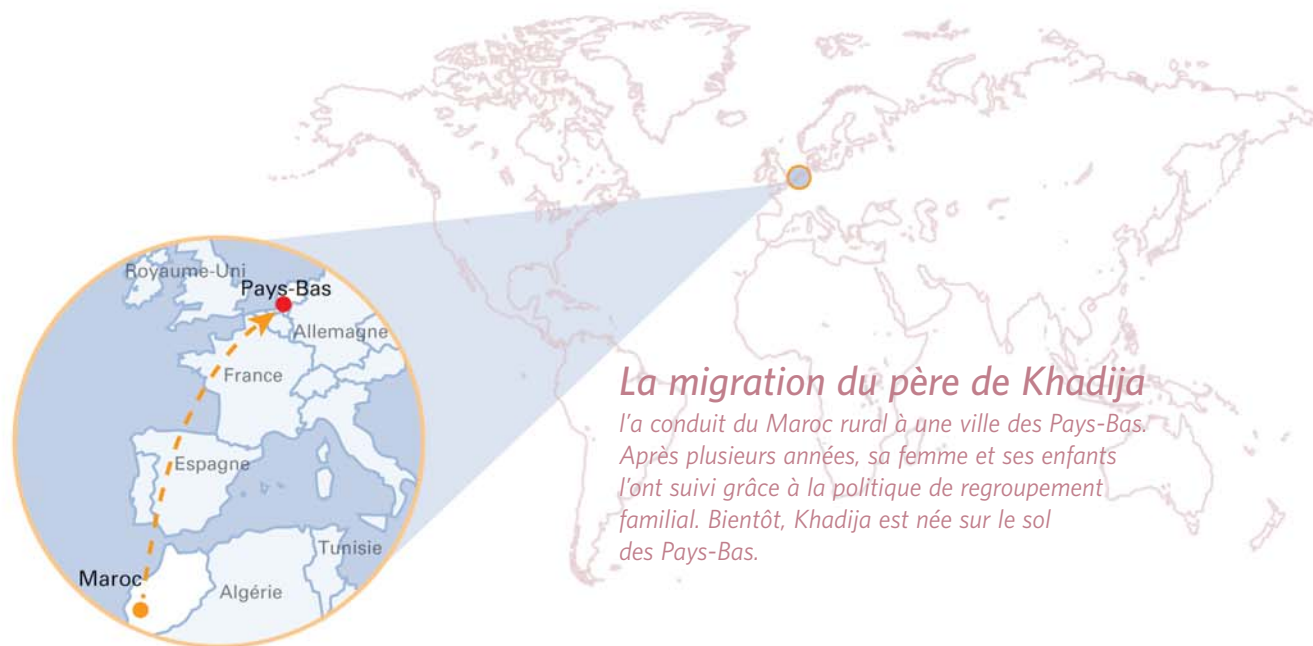
s'intégrer à un nouveau pays et en adopter les coutumes. Pour de nombreux immigrants aux Pays-Bas, c'est au contraire un cauchemar. Il y a eu des réactions brutales, les prétendus "crimes d'honneur", qui voient pères et frères punir des femmes – les renvoyant au pays d'origine, même les tuant – parce qu'elles ont eu des relations sans le consentement de leurs parents ou qu'elles ont rencontré des hommes d'origine différente. Khadija connaît ces histoires, bien que rien de tel ne soit arrivé dans son entourage immédiat.

Voici comment elle réagit au problème :

Je n'aime pas les blonds aux yeux bleus. Je préfère le type méditerranéen, avec une chevelure sombre et un tempérament passionné. Mais la vérité est que l'on pense aussi à ses parents : ils tomberaient raides morts si j'arrivais à leur porte avec un compagnon néerlandais.

Khadija pensait que tout allait finir par s'arranger – et il y eut cet après-midi-là. Cet après-midi où Khadija a vu deux avions s'écraser contre les Tours jumelles. D'abord elle a pensé à ces pauvres gens, à la terrible chose qui leur arrivait. Elle ne pouvait savoir, au moment même, que ces images changeraient beaucoup de choses pour elle.

Je sens que l'on nous regarde maintenant avec une loupe pour mettre au jour tout défaut que nous pourrions avoir. Les médias exploitent le



La migration du père de Khadija

l'a conduit du Maroc rural à une ville des Pays-Bas. Après plusieurs années, sa femme et ses enfants l'ont suivi grâce à la politique de regroupement familial. Bientôt, Khadija est née sur le sol des Pays-Bas.

préjugé anti-musulman et beaucoup de gens les croient, tout simplement. Pour eux, nous qui avons des cheveux bruns et des yeux noirs sommes tous des terroristes islamiques. Cela a introduit une cassure dans la société qui rend tout plus difficile.

Il y a eu bien des événements aux Pays-Bas – le genre de choses dont beaucoup de Néerlandais croyaient qu'elles ne pourraient jamais arriver dans leur pays. Pim Fortuyn, politicien de fraîche date, s'était acquis un large public avec ses vues controversées sur l'immigration, entre autres choses. Il fut tué en 2002 par un écologiste de gauche. En 2004, un Néerlandais d'origine marocaine a tué Theo Van Gogh, cinéaste au franc parler. Khadija est allée à une manifestation organisée pour protester contre son assassinat et

exiger la liberté de parole pour tous. Elle s'est sentie insultée quand certains manifestants lui ont dit qu'elle devrait rentrer dans son pays. Khadija a dû leur répondre qu'elle aussi était Néerlandaise et que c'était aussi son pays.

S'il y a un match de football entre les Pays-Bas et le Maroc, qui voulez-vous voir gagner ?

Une question difficile. Vraiment redoutable. C'est comme d'avoir à choisir entre sa mère et son père. On ne peut pas. Comme si votre maman est le Maroc et votre papa les Pays-Bas...

Maintenant, Khadija travaille à *Het Spiegelbeeld*, organisation créée par Saida el-Hantali, une Néerlandaise d'origine marocaine qui a eu le courage de parler à haute voix pour la

première fois contre les violences sexuelles au sein de sa communauté. *Het Spiegelbeeld* aide les femmes marocaines à faire face aux problèmes d'intégration, à la violence familiale, aux sévices sexuels et aux problèmes de santé procréatrice. Aide aussi les immigrantes de la première génération qui commencent à vieillir et affrontent une dépression.

Ce sont des femmes comme ma mère, qui sont restées au foyer, craignant toujours de ne pas pouvoir comprendre ou être comprises, toujours inquiètes de ce que les autres diraient ou penseraient. J'ai de la chance, je suis si différente.

Khadija poursuit ses études et envisage d'enseigner la philosophie. Comme tous les étudiants néerlandais, elle reçoit une bourse du gouvernement. Elle travaille à temps partiel pour compléter ses ressources. Elle vit chez ses parents et elle

a un compagnon néerlandais d'origine marocaine, plus jeune de quelques années. Cela l'inquiète, mais quand elle lui en a parlé, il a répondu que cela n'avait pas d'importance : Khadija bint Khuwaylid, la première épouse du Prophète Mohammed (La paix soit avec lui) était plus âgée que lui.

Récemment, elle a même envisagé pour la première fois d'aller s'établir au Maroc.

Je n'avais jamais pensé à vivre là-bas. Je ne pensais pas qu'il y aurait rien pour moi là-bas. Mais ces derniers temps, en voyant la manière dont les choses changent aux Pays-Bas, je pense quelquefois que ce ne serait pas une si mauvaise idée de vivre au Maroc. Ce qui est triste, c'est d'y penser pour ces raisons, n'est-ce pas ?

INTÉGRATION SOCIALE OU CONFLIT DE CULTURES

La recherche a montré que les enfants et petits-enfants de migrants sont généralement plus instruits et occupent des emplois mieux rétribués que leurs parents ou grands-parents. Cette ascension sociale est l'un des aspects positifs de la migration internationale².

Cela n'exclut pas la possibilité que les enfants de familles migrantes puissent avoir des sentiments d'aliénation. Comme Khadija, les jeunes nés d'immigrants se sentent souvent pris entre deux cultures. Le combat qu'ils mènent pour trouver leur place peut les faire entrer en conflit avec des membres de leur famille et de leur communauté ethnique, mais aussi avec des membres de leur nouvelle société. Beaucoup sentent que les attentes traditionnelles concernant les attitudes et comportements appropriés pour hommes et femmes pèsent lourdement sur eux, même alors que leur cercle d'amis et l'environnement social les mettent en présence d'idées différentes. Ils peuvent aussi sentir que la pression exercée sur eux pour qu'ils se conforment aux normes de leur nouvelle communauté ne coïncide pas nécessairement avec leurs propres valeurs ou choix personnels.

Il arrive que les parents ne comprennent pas les choix de leurs enfants et y voient une révolte contre leur propre autorité. Ils essaient d'aplanir les difficultés, mais certains parents imposent des restrictions, en particulier aux adolescentes, ce qui peut aller jusqu'à les retirer de l'école, les enfermer au foyer familial, limiter rigoureusement leur participation à des rencontres sociales ou sportives avec leurs amis et, dans les cas les plus extrêmes, leur infliger violences et sévices.

Le mariage arrangé ou forcé des filles avec quelqu'un du "vieux pays" est une stratégie qui permet aux parents migrants de garantir que leurs filles restent fidèles à leurs propres valeurs³. Les filles font aussi figure de "visa" très apprécié de leur futur fiancé. En Norvège, entre 1996 et 2001, 82 % des filles de migrants marocains ont épousé des citoyens marocains⁴. Durant la même période, la proportion était de 76 % pour les filles norvégiennes de migrants pakistanais⁵. Les mariages arrangés peuvent aussi prendre la forme inverse : de jeunes femmes du pays d'origine se trouvent mariées à des hommes qui ont émigré, mais veulent une épouse qui appartienne à la même culture.

Dans l'ensemble, les filles d'immigrants réussissent mieux à l'école et s'intègrent avec moins de peine que les garçons dans la société du pays d'accueil. Les filles d'immigrants ont une attitude plus positive à l'égard de l'intégration et parlent la langue du pays plus que les garçons⁶. Par contre, les garçons sont généralement plus favorables au séparatisme et se sentent davantage victimes d'une discrimination⁷. Il arrive aussi que les jeunes hommes imposent le respect des coutumes traditionnelles aux filles de leur groupe d'âge.

Des enclaves entières et des quartiers d'immigrants peuvent se développer, à mesure que des familles arrivent pour rejoindre d'autres membres de leur parenté et s'installent là où elles peuvent trouver des institutions sociales et religieuses qui leur sont familières. Ces enclaves jouent un rôle positif du fait qu'elles aident les nouveaux venus à trouver des emplois et à s'installer dans le pays d'accueil. Mais elles peuvent aussi renforcer les obstacles à l'ajustement social et économique et aux changements. Il est également possible que les enfants soient moins éduqués et apprennent moins bien la langue, devenant ainsi marginalisés par rapport à la communauté locale.

Les employeurs exercent souvent une discrimination à l'encontre des jeunes migrants appartenant à certains groupes ethniques. En Europe, le racisme et la discrimination visant les jeunes d'origine marocaine ou turque sont souvent cités comme l'une des raisons de leurs taux élevés de chômage. En 2000, le taux de chômage des travailleurs issus d'immigrants était en Allemagne de 16 % environ, soit plus du double du taux de chômage national⁸.

Les jeunes hommes dépourvus de perspectives économique et sociale peuvent prêter l'oreille à des idées qui encouragent une attitude d'affrontement face aux institutions en place dans le pays d'accueil⁹. Les efforts faits pour atténuer et prévenir les affrontements violents devraient être centrés sur les jeunes hommes victimes d'une aliénation sociale et culturelle, aussi bien que sur les jeunes hommes marginalisés et défavorisés de toutes les communautés. L'intégration politique, culturelle et économique des jeunes issus de migrants dans leur nouveau pays doit être facilitée par des politiques favorisant l'intégration et la participation dans les écoles, ainsi que dans les institutions communautaires, politiques et économiques. Il est nécessaire de former les enseignants à prévenir le racisme, la xénophobie et la discrimination.

Certains pays et communautés se préoccupent avant tout d'élargir les perspectives d'éducation des jeunes, d'améliorer leur transition de l'école au marché du travail et d'éliminer les obstacles qui limitent leurs accès à la participation civique.

Il est possible de prendre des mesures pour prévenir la discrimination et l'exclusion. Parmi les pratiques les plus prometteuses dans la lutte contre la xénophobie et le racisme, il faut citer les programmes confiant les jeunes à des

conseillers expérimentés, comme celui géré par *Peacemaker* au Royaume-Uni, qui associe les jeunes en situation dangereuse à des conseillers appartenant à un groupe ethnique différent¹⁰. Les programmes couronnés de succès cherchent aussi à atteindre les parents migrants et les chefs de communautés migrantes et à les faire participer aux efforts d'intégration au bénéfice de leurs jeunes.

Heureusement, on reconnaît de plus en plus dans l'ensemble des pays d'accueil que l'intégration est un processus à double sens, qui exige l'adaptation non seulement des migrants mais aussi des institutions et communautés du pays où ils se sont installés et que, pour réussir, l'intégration doit se situer à quatre niveaux : économique, social, culturel et politique¹¹. De nos jours, il existe une multitude d'initiatives au niveau local entre les employeurs, les syndicats, les groupes communautaires et le public, qui fournissent aux jeunes un appui linguistique, des conseils, un moyen d'accéder aux emplois et de participer à la société civile¹².

De plus en plus, les pays comprennent la nécessité de faire face à la situation des jeunes défavorisés issus d'immigrants. Par exemple, en Europe, où les frictions nées du phénomène de la migration ont attiré l'attention des milieux politiques et du public sur les jeunes marginalisés, quatre chefs d'Etat européens ont demandé à l'UE d'instituer un "Pacte pour la Jeunesse". Ce pacte fait une place privilégiée à l'éducation et à la formation pour en finir avec la marginalisation des jeunes et permettre à l'Union européenne d'atteindre ses objectifs économiques¹³. En outre, le Conseil de l'Europe a lancé de juin à septembre 2006 une campagne qui vise les jeunes sur le thème "Tous différents - tous égaux", où l'accent porte sur les droits humains, la participation, la diversité et l'inclusion.¹⁴



Richard

LIBÉRIEN, ANCIEN RÉFUGIÉ DE GUERRE

Les choses alors étaient si... normales. Nous avions tout ce que nous voulions, nous avions l'eau courante, l'électricité, la nourriture; je ne pensais pas tout le temps à trouver quelque chose à manger. Tout était parfait. Et j'avais un rêve : je voulais être Président du Libéria.

Richard Allen avait huit ans. Tout était normal et tout était parfait. Il était élève à une école de la Calvary Mission Academy, dirigée par son père, Theophilus, pasteur de confession baptiste. A la maison il avait une famille, des livres et la paix – mais à ce moment-là, il ne savait pas que la paix pût être quelque chose que l'on a ou que l'on n'a pas.

Jusqu'au jour où tout a changé. Richard avait déjà vu quelque chose d'étrange à la télévision : le bulletin d'informations parlait de "rebelles" qui tuaient, mangeaient la chair et buvaient le sang de leurs victimes.

Je ne comprenais pas, je croyais qu'ils parlaient de quelque animal...

Dans l'esprit de Richard, ces "rebelles" n'étaient rien de plus que des créatures du monde de la télévision, mais ce jour-là son

père lui a dit qu'ils étaient des hommes et qu'ils approchaient de Monrovia, capitale du Libéria. La famille s'est enfuie dans la bourgade où vivait sa grand-mère. Ce jour de 1989 a marqué une fois pour toutes la fin d'une vie normale, pour Richard et trois autres millions de Libériens.

Le Libéria, sur la côte de l'Afrique de l'Ouest, est la plus ancienne et l'une des plus petites républiques du continent : 96 000 kilomètres carrés de fer, diamants, or, bois de construction, avec très peu d'agriculture.

D'abord, la vie au village fut agréable. Richard et ses frères n'avaient pas à aller à l'école, Maman et Papa étaient avec eux – et Grand-mère aussi, que Richard aimait tant. Puis, un matin, ils ont entendu des coups de feu. Le pasteur Theophilus a dit à chacun de rentrer dans la maison et il a fermé portes et fenêtres. Quelques minutes plus tard, les balles pleuvaient. Tout le monde s'est caché sous les lits. A un certain moment, la sœur de Richard, âgée de trois ans, s'est levée et a commencé à marcher; son père a bondi, l'a saisie et tous les deux ont été frappés par une balle. Les assaillants étaient des rebelles Krahn; ils cherchaient des Gio pour les tuer. Les Allen ont été sauvés parce qu'un voisin Krahn qui leur rendait visite a commencé à hurler dans son dialecte, et

l'attaque a pris fin. Le père et la fille ont passé quelques jours à l'hôpital; dès leur sortie, le pasteur a décidé que le Libéria n'offrait plus aucune sécurité : la famille devait fuir en Sierra Leone.

Richard se souvient qu'ils ont marché des jours et des jours. Puis ils étaient dans un bateau, traversant un lac pendant des heures. Sur l'autre rive, juste avant d'atteindre la frontière, ils sont tombés sur un poste de contrôle rebelle. Les soldats mettaient à part les garçons de plus de dix ans : s'ils ne voulaient pas se battre pour leur armée, ils étaient tués. Le reste des civils était séparé en deux groupes : les hommes d'un côté, les femmes et les enfants de l'autre.

Quelques rebelles pariaient sur le sexe du bébé d'une fille enceinte. Ils riaient; les uns disaient un garçon, les autres une fille. Finalement, ils lui ont ouvert le ventre avec un couteau et ont sorti le fœtus : c'était un garçon. Les gagnants ont célébré leur victoire avec des coups de fusil, ont coupé la tête du bébé et l'ont placée sur le toit de leur camionnette. Je ne pouvais m'arrêter de pleurer.

Les guerres civiles du Libéria ont duré quatorze ans, depuis le soulèvement de l'armée

dirigée par Charles Taylor en 1989 jusqu'à sa défaite finale en 2003. Il y a eu différentes phases, interrompues par des négociations et des moments de paix éphémère. Les Libériens les ont appelées les première, deuxième et troisième guerres mondiales et environ 250 000 personnes ont perdu la vie. Beaucoup de soldats étaient des adolescents sous l'emprise des drogues et de l'alcool. Leurs commandants et leurs shamans les avaient persuadés que personne ne pourrait les tuer s'ils buvaient du sang humain ou mangeaient la chair d'une vierge, et c'est ce qu'ils ont fait. Cet après-midi-là, au poste de contrôle, il y avait des cadavres suspendus aux arbres dont le sang giclait dans des seaux; et les soldats le buvaient. Puis les soldats ont essayé de mettre la petite sœur de Richard, âgée de quatre mois, dans un mortier afin de mettre son petit corps en pièces. Sa grand-mère la serrait contre elle et ne voulait pas lâcher prise, si bien qu'un soldat lui a donné un coup de poignard dans la poitrine.

En 2005, il y avait environ 12,7 millions de réfugiés dans le monde, dont la moitié à peu près étaient âgés de moins de 18 ans.

Alors ils lui ont donné des douzaines de coups de poignard, sur tout le corps. Mon père regardait, mais il ne pouvait rien faire; s'il bougeait, ils le tueraient aussi. Puis ils ont saisi Grand-mère et l'ont traînée partout, se disputant le droit de la manger. Ils l'ont mangée crue. Crue, mon Dieu ! A ce moment là , je ne sais pas ce que j'aurais pu leur faire.

Les Allen ont été sauvés parce qu'un rebelle a reconnu le pasteur et les a laissés partir. La famille a traversé la frontière et a marché pendant des jours à travers la jungle, trouvant finalement un hangar rempli à craquer de centaines de réfugiés libériens. La vie n'y était guère meilleure : les enfants mouraient de faim ou étaient mordus par des serpents, chassés par des bêtes sauvages ou achevés par des maladies.

Un jour, une mission de l'ONU est arrivée et a conduit les réfugiés dans une zone mieux protégée; il n'y avait pas toujours de nourriture, mais leur abri était plus sûr. Une nuit, des rebelles sont venus de l'autre côté de la frontière; ils ont pris les hommes un par un et leur ont demandé s'ils préféreraient avoir des manches longues ou courtes. Si les hommes répondaient "longues", ils tranchaient leurs bras au poignet; s'ils répondaient "courtes", à hauteur de l'épaule. Certains avaient le choix de pantalons longs ou courts ou du "téléphone portable" : ils leur tranchaient les doigts en ne laissant que l'auriculaire et le pouce, à l'imitation d'un téléphone. Ceux qui refusaient de choisir étaient tués.

Une fois de plus, la famille s'est sauvée, d'abord dans une bourgade voisine, puis à Freetown, capitale de la Sierra Leone. Les seuls souvenirs qu'a gardés Richard de ces années sans école et sans jeux, c'est la lutte pour survivre, pour manger. En 1992, la guerre semblait finie et les Allen sont revenus à Monrovia. Richard avait onze ans et ses études n'allait pas très bien; il était hanté par ses souvenirs, mais apprenait à s'adapter.

Cela a duré jusqu'en 1997, quand l'ex-rebelle Charles Taylor a gagné les élections et que la violence a repris. Le pasteur Allen avait le même patronyme que le secrétaire général du parti au pouvoir. Bien qu'il n'y ait aucun lien de parenté entre eux, il était ciblé par les ennemis de Taylor, les nouveaux rebelles. La famille s'est cachée de nouveau. Grâce à ses contacts avec les Baptistes, Theophilus Allen a été invité à une convention aux Etats-Unis et il est parti. C'est seulement grâce à de fausses pièces d'identité que Madame Winnifred Allen et ses cinq enfants ont réussi à passer dans la Côte d'Ivoire voisine.

Là, ils ont vécu dans un camp de réfugiés de l'ONU et Richard a essayé de terminer ses études secondaires. Son père envoyait de l'argent, tandis que sa mère vendait du pain et des gâteaux. Mais, en 2000, la violence a éclaté en Côte d'Ivoire et le Libéria semblait offrir plus de sécurité, si bien que les Allen y sont retournés. A Monrovia, les trois frères aînés sont entrés dans l'une des meilleures écoles de la ville, que fréquentaient aussi les filles du Président Taylor.

Un matin de 2002, Richard a vu un groupe de soldats qui escortaient poliment les filles Taylor hors de l'école. Il se passait quelque chose. Richard a rassemblé ses frères et ils sont rentrés chez eux. Cet après-midi, la violence s'est déchaînée une fois de plus dans la ville et Mme Allen a emmené sa famille au Ghana.

Durant les quatorze ans de guerre, plus de 800 000 personnes ont quitté leur domicile; un demi-million ont été déplacées à l'intérieur du pays et le reste (un Libérien sur dix) s'est enfui dans les pays voisins.

Au Ghana, les Allen ont trouvé un abri dans un autre camp de réfugiés, qui était comble et à peu près dépourvu de moyens d'assainissement. Mais Richard a pu terminer ses études secondaires et s'est inscrit à un programme d'informatique. Avec d'autres réfugiés, il a créé un groupe de jeunes qui collectaient des fonds afin de payer les études de ceux incapables d'en acquitter le prix. Ils ont aussi organisé des réunions, des groupes de débat et des campagnes contre le sida.

J'ai eu une autre grande déception quand ma famille s'est installée aux Etats-Unis, en 2003. Mon père avait obtenu le droit d'asile et put en étendre le bénéfice à ma mère et à mes autres frères. Mais on ne voulait pas me l'accorder. On a dit que j'avais dépassé l'âge limite, que c'était impossible. Mon père a obtenu pour moi une bourse d'études, mais ma demande de visa d'étudiant a été rejetée. Je ne comprends pas. Toute ma famille vit là-bas et je ne l'ai pas vue depuis plus de trois ans. Je ne sais que faire.

Au Ghana, il lui était impossible d'obtenir un emploi ou des documents. Il a eu le sentiment d'y gâcher sa vie et a appris que son pays se redressait. Richard Allen est retourné une nouvelle fois au Libéria, en septembre 2005.

Il est exact que son pays essaie de se redresser. En novembre 2005, le Libéria a élu la première femme présidente de l'Afrique, Ellen Johnson Sirleaf, et la population était remplie d'espoir. Mais le pays n'a encore ni eau courante, ni électricité; l'économie est détruite et 20 % seulement

Pour échapper à la guerre civile, Richard

est allé du Libéria en Sierra Leone où il a vécu entre les âges de 8 et 11 ans. De retour au Libéria, il a dû fuir de nouveau, cette fois en Côte d'Ivoire, âgé de 16 ans, puis il est revenu au Libéria quelques années plus tard quand la guerre a éclaté aussi dans le pays d'accueil. Après deux ans, il dut encore échapper à la guerre civile et trouva refuge au Ghana, où il a passé les trois années suivantes avant de revenir au Libéria en septembre 2005.

de la population ont un emploi. Il y règne une extrême pauvreté.

Mes amis au Ghana ont dit que j'étais fou de retourner, qu'il n'y avait rien que je puisse faire, que je ne devais avoir confiance en aucun gouvernement parce que tous les politiciens sont corrompus.

Aujourd'hui, Richard Allen vit seul dans la maison familiale, à quelques kilomètres du centre de Monrovia. Il travaille comme programmeur indépendant pour une société qui a un site internet, mais ne le paie pas toujours. Par moments, il pense qu'il devra peut-être quitter le pays afin de poursuivre son éducation; mais, même s'il le fait, il veut revenir au Libéria.

Sentez-vous encore que c'est votre pays, après tout ?

Parfois, je me demande ce que je fais ici. Mais je dois continuer d'essayer. Je dois être optimiste, même si ce n'est pas facile. La dernière fois que je suis parti, je croyais que je ne reviendrais pas, j'étais dégoûté. Mais votre pays, votre langue commencent à vous manquer et vous voulez vivre en un lieu où vous connaissez du monde, où vous pouvez faire quelque chose de votre vie; c'est très difficile à l'extérieur de son pays. Je suis revenu pour commencer à travailler, pour être un homme.

Au cours des deux dernières années, des milliers d'exilés de la guerre sont revenus au Libéria. Bien davantage ne sont pas revenus. Les meilleurs amis de Richard sont restés au Ghana; certains d'entre eux ont vu massacrer toute leur famille. Richard se disputait souvent avec un ami qui disait qu'il ne reviendrait jamais au Libéria, parce que s'il voyait ceux



qui avaient tiré sur ses parents, il les tuerait, et il ne voulait pas le faire.

Je crois que nous devons commencer à nous pardonner les uns les autres, que nous devons nous réconcilier. Si je tombais sur les types qui ont tué Grand-mère, je ne les tuerais pas. Je leur dirais que je les pardonne si bien qu'ils comprendraient et diraient "ah ! je ne ferai jamais plus quelque chose de pareil".

Aujourd'hui, Richard a 24 ans. Il ne pense pas à se marier parce qu'il n'est pas en mesure d'entretenir une famille, mais son vieux rêve demeure vivant en lui.

Pensez-vous encore à devenir président du Libéria ?

Oui, bien sûr. Je prie pour cela. J'aime beaucoup mon pays et je veux le voir changer en mieux.

Richard a un gentil sourire et un regard très triste.

Et vous pensez encore que vous pourriez être président ?

Oui, bien sûr. Notre Présidente a connu des jours très difficiles; moi aussi. Je ne vois donc pas pourquoi je ne le serais pas. Si je travaille dur, pourquoi pas ? Et j'aurais un message pour chacun : regardez, je sais ce que c'est que mourir de faim, que d'être sans travail, que de dormir dans la rue, que de voir tuer des membres de ma famille. Si j'ai traversé toutes ces épreuves et suis devenu président, cela veut dire que vous aussi le pouvez.

ÉCHAPPER À UN DÉSASTRE : DES JEUNES EN FUITE

Comme Richard, qui a passé une grande partie de son adolescence dans des camps de réfugiés, beaucoup de jeunes du monde entier ont été contraints de fuir leur demeure pour échapper aux horreurs de la guerre, aux conflits civils et à d'autres catastrophes. En 2005, il y avait environ 12,7 millions de réfugiés dans le monde, dont la moitié à peu près étaient âgés de moins de 18 ans¹. Ayant un besoin urgent d'assistance et de protection, les adolescents réfugiés sont exposés à la violence, à l'abandon, à l'exploitation et à des formes diverses d'abus.

Dans une crise, le soutien de la famille si essentiel pour les jeunes s'effondre souvent. Les réseaux sociaux et culturels qui fournissent protection, soutien, information et rôles modèles se désintègrent. Les jeunes réfugiés et déplacés sont profondément affectés non seulement du fait de leur exposition à la violence, aux privations et à des traumatismes personnels comme la perte de membres de leur famille, mais aussi parce qu'ils n'ont plus ni éducation ni emploi et que la voie de l'avenir a cessé d'être clairement tracée.

Même les membres de la communauté, leur famille et leurs pairs peuvent constituer une menace pour les enfants et les jeunes déplacés. Ils peuvent être contraints par leur famille à accepter un dur travail et soumis à diverses formes de violence. Les filles peuvent être contraintes de se marier à un jeune âge afin d'assurer un revenu ou leur sécurité matérielle et celle de leur famille². Les adolescents réfugiés ont rarement accès à l'éducation³. S'ils y ont accès, il arrive que les familles gardent les filles hors de l'école

pour aider aux tâches familiales ou parce qu'elles craignent pour leur sécurité.

Les jeunes femmes déplacées sont particulièrement vulnérables. La rupture violente de rapports stables et la désintégration de la vie communautaire et familiale balayent les normes sociales régissant le comportement sexuel. En de telles circonstances, tout contact sexuel est souvent violent et toujours dangereux, surtout pour les femmes qui, outre le risque de lésions physiques et de grossesses non désirées, sont plus vulnérables au VIH/Sida et à d'autres infections sexuellement transmissibles. Les groupes d'insurgents forcent régulièrement les jeunes hommes à commettre des viols, source de traumatisme tant pour les hommes que pour les femmes. Les risques courus par les femmes vont au-delà du conflit lui-même, car les partenaires et épouses des anciens combattants sont également en danger.

Au Libéria, près de 80 % des filles déplacées ont subi des avortements avant l'âge de 15 ans, ayant été victimes de l'exploitation et de la violence sexuelles⁴. En Ouganda, on évalue à 80 % la proportion des filles enlevées par l'Armée de résistance du Seigneur qui étaient séropositives quand elles ont regagné leur communauté⁵.

Après avoir atteint la "sécurité" des camps de réfugiés, les jeunes femmes ne sont pas nécessairement à l'abri de la violence sexiste. Le viol, les rapports sexuels non protégés et les grossesses non désirées sont chose courante dans les camps de réfugiés. Les filles et femmes violées et ainsi

condamnées à des grossesses non désirées sont frappées d'opprobre.

Les jeunes hommes des camps de réfugiés peuvent être des anciens combattants, des victimes d'enlèvement, ou avoir été déplacés par la violence. Ils ont perdu leurs sources de confiance en soi, l'inaction et l'impuissance les remplissent de rage. Ils ont peu de possibilités d'éducation ou d'emploi, et rares sont les moyens d'occuper leur temps. Le résultat est souvent la violence, notamment la violence sexiste et sexuelle, et l'abus des drogues⁶.

Les camps de réfugiés sont à l'occasion vulnérables à des attaques de l'extérieur, tandis que les violents imposent leur domination à l'intérieur. Des groupes armés peuvent utiliser les camps comme lieux propices aux enlèvements et au recrutement. Garçons et filles enlevés finissent souvent comme soldats; les filles peuvent servir de servantes et d'esclaves sexuelles.

En vertu d'accords internationaux comme la Convention de 1951 sur les réfugiés, les pays se sont engagés à accorder refuge et secours aux personnes déplacées hors de leur propre pays par un conflit violent, notamment aux enfants et aux jeunes. Avec le soutien de la communauté internationale, les pays d'asile doivent faire l'effort maximal pour comprendre la détresse des réfugiés et demandeurs d'asile et pour y répondre.

La plupart des réfugiés se trouvent dans des pays en développement dont les gouvernements ont souvent une extrême difficulté à leur fournir plus

qu'un soutien rudimentaire. Ils ont besoin de l'aide de la communauté internationale pour assister les jeunes réfugiés, protéger leurs droits et aider les mineurs non accompagnés à retrouver leur famille. Ils devraient être en mesure d'assurer aux jeunes réfugiés non seulement un secours immédiat, mais aussi l'éducation, la santé et un nouvel équilibre psychologique.

Les jeunes qui ont été rapatriés ont également besoin d'une assistance spécialisée. Dans des pays comme le Libéria et la Sierra Leone, l'UNFPA a aidé des organisations confessionnelles à enseigner aux filles jeunes, dont beaucoup ont été victimes de violences sexuelles durant la guerre, la prévention du VIH et des IST, en même temps que des activités productrices de revenu, comme la culture maraîchère, l'élevage de la volaille et la coiffure, de manière à les aider à ne pas être contraintes de se prostituer pour survivre. Des initiatives analogues sont en cours en Côte d'Ivoire, au Soudan et en République démocratique du Congo.

Outre les programmes qui promeuvent les occupations susceptibles d'assurer des moyens de subsistance et qui font face à la violence sexuelle et sexiste, il est d'une importance critique que les jeunes, notamment les anciens réfugiés aussi bien que les ex-combattants, participent aux activités de reconstruction d'après conflit pour reconstituer le tissu économique et social des sociétés et édifier une paix durable.



Rajini

INDIENNE, ÉPOUSE DU GOLFE

Leurs horoscopes s'accordaient parfaitement. La communauté à laquelle ils appartiennent accorde beaucoup d'importance à l'accord des horoscopes, et rien d'autre n'importait réellement : ainsi, Rajini et Unnikrishnan ont été mariés.

Rajini a grandi dans une petite ville appelée Kotakkal, dans le Kerala, petit Etat situé au sud-ouest de l'Inde, et elle était la plus jeune de quatre frères et sœurs. Son père était pharmacien dans une société qui produisait des herbes médicinales.

Rajini a mené une vie très protégée. Elle a fréquenté une école locale et obtenu une licence en histoire auprès de l'Open University, ce qui veut dire qu'elle n'avait pas besoin de se déplacer pour assister aux cours du premier cycle universitaire. Rajini n'allait jamais seule et son père prenait pour elle toutes les décisions, grandes ou petites. A la mort de son père, en 1999, le frère aîné de Rajini, a pris sa vie en charge en qualité de nouveau chef de la famille. Les familles Nair traditionnelles, comme celle de Rajini, prennent très au sérieux les rapports hiérarchiques. Respect est dû aux anciens; les jeunes membres de la famille, en particulier de sexe féminin, contestent rarement leurs décisions.

Ainsi, en 2002, quand Rajini eut atteint 20 ans, il a été décidé qu'elle épouserait Unnikrishnan, qui occupait un poste de contrôleur en chef au port de Djeddah (Arabie saoudite). Leurs familles ne se connaissaient pas et ce fut un voisin qui proposa l'union au futur époux, alors en congé dans ses foyers. Unnikrishnan a immédiatement accepté, même sans avoir jamais rencontré Rajini et en sachant qu'ils ne vivraient pas ensemble, parce que l'Arabie saoudite ne permettrait pas à sa femme de le rejoindre.

Mais Rajini était opposée à ce projet :

Je savais qu'il y aurait de longues périodes de séparation et que je devrais vivre avec sa mère, qui était veuve. Mais je ne pouvais vraiment pas faire grand chose. Ma famille a pensé que c'était un bon parti parce qu'il travaillait à l'étranger et estimé que la sécurité financière et le bien-être qu'apportait un tel mariage étaient de première importance. En outre, nos horoscopes s'accordaient parfaitement, et rien d'autre n'importait.

Rajini et Unnikrishnan se sont rencontrés pour la première fois le jour des fiançailles; leur mariage aurait lieu quelques semaines plus tard,

parce que les deux familles tenaient à le célébrer avec solennité avant le départ d'Unnikrishnan.

Par bonheur, nous nous sommes immédiatement plu l'un à l'autre. Le mois et demi que nous avons passé ensemble avant son départ pour Djeddah a été peut-être le moment le plus heureux de ma vie d'épouse. C'est un homme chaleureux, aimant la compagnie, et la maison était pleine de bruits et de rires. Ses amis venaient nous voir et nous sortions beaucoup pour faire des courses et aller au cinéma. Quand il est parti, même les voisins ont remarqué la différence, parce que soudain la maison est devenue silencieuse.

En quelques semaines, Rajini était devenue une "épouse du Golfe", comme le sont plus d'un million de femmes mariées au Kerala qui vivent sans leur mari, migrants dans les pays du Golfe. Elles sont donc seules, mais en même temps une jeune femme peut ainsi devenir autonome : en l'absence de son mari, c'est elle qui prend les décisions, qui gère les finances de la famille, assurant la bonne marche du foyer et prenant soin des enfants et de ses beaux-parents âgés.

D'un seul coup, je n'étais plus une fille sans souci et gâtée. Avant de partir, mon mari m'a dit qu'il m'enverrait de l'argent chaque mois et que c'était à moi d'avoir l'œil à tout. J'étais donc maintenant investie de lourdes responsabilités.

Rajini devait assumer la charge d'une vaste demeure qui avait constamment besoin de réparations, prendre soin de sa belle-mère âgée et, le moment venu, de leur bébé fille.

Le net avantage des rapatriements de salaires est d'atténuer l'effet de la pauvreté sur les familles et d'élever les niveaux de vie.

Au début, j'avais très peur parce que je n'avais jamais rien fait de pareil auparavant et il n'y avait personne pour me dire ce qu'il fallait faire. J'ai appris par l'expérience et, avec le temps, j'ai commencé à prendre goût à ces responsabilités parce que je savais que mon mari me donnait son plein appui en tout ce que je faisais. Aussi je me sens forte et beaucoup plus autonome qu'avant mon mariage, quand je n'avais absolument aucun contrôle sur ma vie.

Mais le vrai tournant, dit aujourd'hui Rajini, ce fut il y a deux ans, quand elle a dû presque par ses seuls moyens surveiller la construction de leur nouvelle maison. Les plans avaient été dressés durant le congé d'Unnikrishnan dans ses foyers et un prêt au nom de Rajini obtenu de la banque.

Etre capable de superviser la construction, de parler aux ouvriers et de gérer de grandes quantités d'argent m'a donné la certitude que je pouvais faire face à toute situation.

Mais cela ne compense pas l'immense vide affectif dans sa vie. Rajini parle à son mari presque chaque jour, mais il lui manque tout le temps, et particulièrement quand sa fille ou sa belle-mère tombe malade ou au moment des fêtes, quand tout le monde est rempli de joie. Assez souvent, Rajini et son mari parlent de mettre un terme à cette séparation. Lui non plus n'est pas heureux d'être loin d'elle. Mais ils savent bien que leurs options sont limitées. Ayant seulement une formation secondaire, Unnikrishnan a bien peu de chances de trouver en Inde un emploi qui lui permettrait de gagner autant qu'il le fait actuellement. Et l'autre possibilité, qui est de mettre en route sa propre entreprise, ce que la plupart des migrants rêvent de faire, devra attendre jusqu'à ce qu'ils remboursent le prêt qu'ils ont contracté pour construire leur maison.

Rajini espère pour le moment qu'il réussira à trouver un emploi dans un pays qui permettrait à sa famille de le rejoindre.

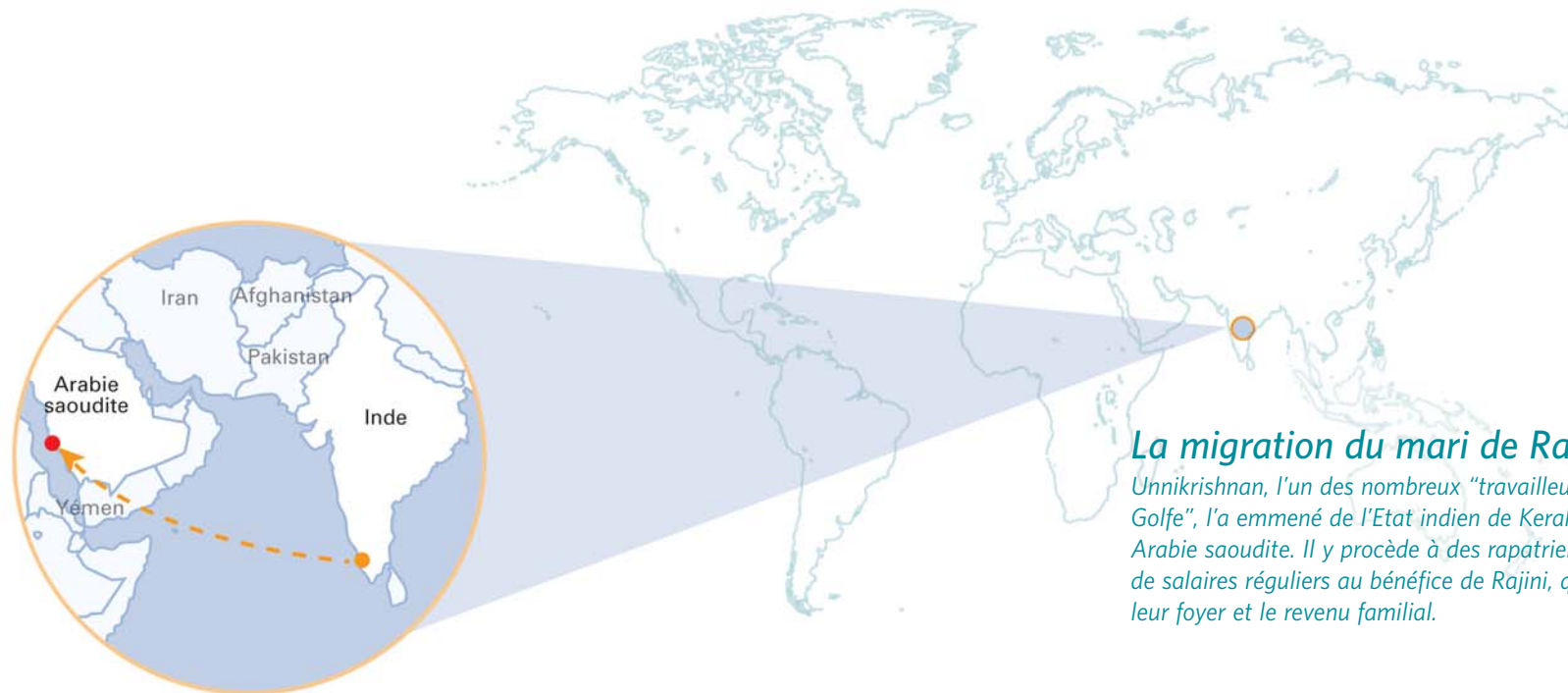
Ce serait le mieux parce que nous avons été habitués à un certain niveau de vie et à ne pas devoir lésiner sur la nourriture, les vêtements ou les soins médicaux.

Rajini ne se rend à l'hôpital public local que pour des soins aussi banals que les vaccins et les rappels dont sa fille a besoin. Pour tout le reste, ils peuvent se permettre de voir des médecins privés plus coûteux. Elle envisage d'envoyer sa fille, le semestre prochain, à l'une des écoles les meilleures et peut-être les plus coûteuses de Kotakkal. Le montant des frais de scolarité a été déjà mis de côté.

Pourtant, Rajini a le sentiment de payer un prix trop élevé :

Je ne crois pas qu'aucune somme d'argent puisse compenser la terrible solitude qu'une épouse du Golfe doit supporter. Tous ceux qui m'ont vue changer, cessant d'être la fille de ses parents pour devenir une femme qui gère une maison et dirige une famille par elle-même, sont très impressionnés. Ils ont une bonne opinion de moi et me témoignent beaucoup de respect, mais ils ne savent pas combien je me sens seule, surtout le soir avec seulement un téléphone portable pour compagnie. Les autres femmes ont quelqu'un à qui elles peuvent parler. Moi, à qui puis-je parler ?

La solitude de Rajini est encore aggravée par sa vie monotone et une série infinie d'ennuyeuses besognes : faire la cuisine, nettoyer les deux chambres à coucher, prendre soin de sa fille âgée de trois ans, faire des courses et aller à la banque. Ses journées commencent à 6h 30 et, le plus souvent, elle est au lit à 22 heures, trop fatiguée pour lire ou même regarder des feuilletons télévisés.



La migration du mari de Rajini,
Unnikrishnan, l'un des nombreux "travailleurs du Golfe", l'a emmené de l'Etat indien de Kerala en Arabie saoudite. Il y procède à des rapatriements de salaires réguliers au bénéfice de Rajini, qui gère leur foyer et le revenu familial.

Son unique répit dure une heure à peu près chaque soir, quand elle va à pied rendre visite à sa famille, qui vit à cinq cent mètres environ.

Aimeriez-vous voir votre fille épouser un homme qui travaille dans le Golfe ?

Jamais, puisse Dieu lui épargner cette peine.

Le seul soulagement dans cette routine monotone, ce sont les visites de son mari, à peu près tous les deux ans et demi – pour deux mois. Il ne peut pas venir plus souvent : le ticket est coûteux, il doit apporter des cadeaux pour tous les membres de la famille, et son employeur répugne à donner des congés. C'est pourquoi Unnikrishnan n'a pas pu être là pour la naissance de sa fille.

Je suis allée à la maison de ma mère avant l'accouchement, comme c'est la coutume, et ma famille a fait tout ce qu'elle pouvait pour que je sois à mon aise. L'hôpital où je suis allée est l'un des meilleurs de Kotakkal, mais j'ai regretté l'absence de mon mari, surtout durant le travail. Il n'y avait personne pour me donner un appui moral et de la force comme il aurait pu le faire et, quand le bébé est arrivé, j'ai pleuré parce qu'il n'était pas là pour partager ce moment avec moi. Il l'a vue pour la première fois quand elle avait déjà un an et demi.

C'est pourquoi, maintenant, Rajini ne veut pas avoir un autre enfant. Unnikrishnan y tient, mais elle lui a dit qu'elle ne l'aurait pas à moins qu'ils ne vivent ensemble. Et elle est préoccupée de voir que sa fille va commencer l'école en

l'absence de son père. Il semble être du même avis; à sa dernière visite, il parlait de revenir au moment où elle commencerait l'école, parce qu'il voulait la voir grandir.

Il comprend lui aussi combien il est important pour nous de vivre ensemble, parce que tout serait fort différent s'il était là. Ce que nous faisons maintenant, c'est seulement de "jouer au mariage". Nous n'avons pas laissé tomber nos masques et c'est extrêmement peu naturel. Quand il vient pour quelques semaines seulement, nous nous montrons l'un et l'autre sous notre meilleur jour. Nous sommes amoureux, attentifs, et je fais tout pour lui, comme de préparer les plats qu'il aime. Et il fait tout pour me rendre heureuse. Même si nous avons des points de désaccord

et des discussions, c'est bientôt oublié parce qu'il est ici pour quelques semaines seulement et nous voulons en profiter au maximum. Le chagrin de la séparation est nouveau chaque fois. Au moment où la date de départ se rapproche, nous commençons à compter les jours qui restent et à nous sentir tristes et malheureux. Ainsi, il a vu seulement un côté de moi... mon côté positif. Et je ne crois pas non plus que je le connaisse à fond.

Rajini rêve de vivre avec son mari, mais elle a peur que cela n'arrive pas tout de suite. Son horoscope lui a dit que son destin était d'être séparée de lui quelque temps. D'après les astrologues, ce pourrait aller jusqu'à 17 ans.

Je suis vraiment désolée quand je pense à une telle possibilité, mais je ne l'ai jamais dit à mon mari, parce que j'espère changer mon destin à force de prières.

ENVOYER DE L'ARGENT À LA MAISON

L'expérience de Rajini n'est pas inhabituelle en Asie du Sud : elle élève ses enfants seule tandis que son mari est absent pour de très longues périodes. En Inde, les jeunes migrants épousent souvent des femmes de leur propre communauté et les laissent au pays, afin de pouvoir simultanément fonder une famille, s'assurer que quelqu'un prendra soin de leurs parents âgés et offrir à chacun de meilleures conditions de vie.

Dans ces conditions, le mariage peut se limiter à deux mois et demi de bonheur tous les deux ans, et les enfants connaissent à peine leur père. Mais il y a aussi certains effets positifs. Les circonstances obligent les "épouses du Golfe" à prendre des décisions par elles-mêmes et à assumer la responsabilité de gérer le revenu familial et le foyer. Elles acquièrent un sentiment d'indépendance et une faculté de jugement qui élève leur statut social dans la communauté et qui offre à leurs enfants un rôle modèle positif. Cette expérience peut rendre autonome la génération de filles suivante.

Un vaste projet de recherche a montré que l'augmentation de revenu due aux rapatriements de salaires avait débouché sur plusieurs changements dans le mode de vie et les schémas de consommation des épouses restées au pays. Elles possèdent une terre, une maison et leur demeure est bien aménagée; leur famille jouit d'un meilleur état nutritionnel et sanitaire; leur statut social est plus élevé; et leurs enfants reçoivent une éducation de meilleure qualité¹.

Au cours des deux dernières décennies, on a davantage analysé les rapatriements de salaires

et leur impact sur le bien-être des familles. Pour certains pays en développement caractérisés par d'importants courants de migration, les rapatriements de salaires représentent maintenant la plus importante source de financement externe, avant même l'investissement étranger direct².

Les Caraïbes et l'Asie sont les deux régions du monde où les rapatriements de salaires sont les plus élevés par rapport au PIB³, suivies par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord⁴. Dans les Caraïbes, les rapatriements de salaires représentent environ 20 % du PIB⁵. Aux Philippines, où plus de 10 % de la population totale (84 millions) vivent à l'étranger, les rapatriements de salaires dépassent chaque année 10 milliards de dollars EU, sans parler de l'argent envoyé par l'intermédiaire d'amis, de membres de la famille et de messagers. Ces rapatriements de salaires améliorent la nourriture, l'habillement et l'éducation d'environ 30 millions de personnes à charge⁶.

Bien que la proportion des rapatriements de salaires due aux jeunes n'ait pas été évaluée, un récent examen a mené à conclure que les jeunes hommes migrants mariés envoient généralement de l'argent à intervalles réguliers⁷. Alors que les migrants sont en nombre croissant, les jeunes femmes aussi tendent à envoyer des contributions régulières à leur famille, surtout si leurs enfants sont restés au pays.

Le net avantage des rapatriements de salaires est d'atténuer l'effet de la pauvreté sur les familles et d'élever les niveaux de vie. Une étude conduite

en Amérique latine a montré qu'ils servent le plus souvent à compléter les revenus familiaux, qui seraient autrement insuffisants pour couvrir les dépenses courantes⁸. On considère en fait que pour la plupart des familles restées au pays, les rapatriements de salaires sont consacrés surtout à couvrir les besoins essentiels tels que le logement, la nourriture et les soins de santé.

Les rapatriements de salaires permettent aussi à beaucoup de jeunes et d'enfants de poursuivre leurs études et d'avoir une meilleure éducation. Une étude conduite dans 11 pays d'Amérique latine montre que l'éducation occupe le troisième rang, après le logement et la nourriture, dans l'affectation générale des rapatriements de salaires effectués en 2002⁹. Il en va probablement de même pour les autres régions.

Les organisations nationales de la diaspora coordonnent souvent les efforts pour envoyer au pays des "rapatriements de salaires pour la communauté". Plus de la moitié des 174 membres de la communauté somalienne de Londres effectuant des rapatriements de salaires avaient donné en moyenne 164 dollars EU chacun en 2005 pour les écoles de village et les universités de l'ensemble du pays¹⁰.

Les rapatriements de salaires ont aussi servi à aider les enfants de migrants à mettre en route des entreprises telles que magasins, cafés, bars ou sociétés de construction. Au Tadjikistan, ce type d'affectation a absorbé environ 5,2 % du montant total des rapatriements de salaires effectués en 2003¹¹.

Mais la migration ne conduit pas nécessairement à l'amélioration rapide que l'on attendrait du bien-être des familles restées au pays. Les études ont montré que les rapatriements de salaires n'ont qu'un faible impact sur l'inégalité de fortune au sein des sociétés. La migration n'a conduit ni à une accumulation substantielle de la richesse au niveau familial, ni à l'accélération du rythme de création des petites et moyennes entreprises familiales¹².

Cependant, il est généralement reconnu que les rapatriements de salaires contribuent à l'économie d'un pays et améliorent le bien-être de ceux qui en bénéficient. Beaucoup de pays à fort taux de migration s'efforcent d'orienter les rapatriements de salaires vers les investissements dans le développement. Le programme "trois pour un" lancé à Zacatecas (Mexique) en est un exemple. Le gouvernement fédéral, celui des Etats et les municipalités investissent un dollar chacun dans des travaux publics menés au niveau communautaire pour chaque dollar investi par la communauté des migrants originaires de Zacatecas installés aux Etats-Unis¹³. Avec l'intérêt accru porté à l'utilisation des rapatriements de salaires et avec les informations disponibles à ce sujet, les pays ont désormais une occasion d'en promouvoir l'utilisation en faveur du développement local.



Falcao

COLOMBIEN, JOUEUR DE FOOTBALL¹ EN ARGENTINE

Ce matin d'octobre 2005, Radamel Falcao García Zárate était réellement nerveux. L'entraîneur du Rio de la Plata, l'une des plus importantes équipes de football d'Argentine, venait de l'appeler dans son bureau.

Cet après-midi, tu fais tes débuts dans la première équipe, mon garçon. Ne sois pas nerveux, tout se passera bien. Mais ne le dis à personne. Ils le verront le moment venu.

C'était l'heure du repas. Le garçon se sentait très mal à l'aise, il ne pouvait rien avaler. Les autres membres de l'équipe engouffraient les spaghetti souvent servis avant un match; il ne savait que faire. Il ne pouvait s'empêcher de penser à toutes les années qu'il avait passées à se préparer pour ce moment : sa vie entière.

A dire la vérité, la préparation avait commencé dès avant sa naissance à Santa Marta (Colombie), en 1986. Son père lui avait donné au baptême son propre nom – Radamel – et le nom d'une vedette brésilienne du football qu'il admirait : Falcao. Son père était un joueur de football professionnel, bien que sa carrière n'ait pas été brillante. Il ne restait

jamais très longtemps avec la même équipe et sa famille se déplaçait avec lui dans différentes villes de Colombie et du Venezuela, en fonction de ses contrats. Mais à la naissance de son premier fils, Radamel, il décida que le garçon serait un grand joueur de football et lui donna le nom de son idole.

Le petit Falcao a appris à taper du pied dans un ballon avant de savoir parler. Ses plus lointains souvenirs sont liés au football. Son père le lui a enseigné, l'a encouragé, l'a emmené à ses parties, à ses séances d'entraînement. Et Falcao a fait ce qu'on attendait de lui : rien ne comptait davantage pour lui que le ballon. Falcao avait dix ans quand son père a cessé de jouer et que la famille s'est installée à Bogota. Là, Falcao s'est inscrit dans un club de football et attira sans tarder l'attention des entraîneurs.

C'est alors que je me suis persuadé de pouvoir être un vrai joueur de football. Aussi j'ai décidé de m'y donner tout entier, car mon avenir était là.

C'était quand ?

Quand j'avais onze ou douze ans. J'ai commencé

à jouer d'abord pour l'équipe de la ville, puis pour l'équipe de Colombie. J'ai vu alors que je devais y consacrer tout mon temps. J'ai compris que le football devait vraiment être ma vie.

En Amérique latine, la plupart des garçons rêvent d'être joueur de football. Et des milliers d'entre eux peuvent entretenir ce rêve jusqu'à l'adolescence : ils sont les meilleurs, ceux qui sont admis dans les divisions "jeunes" des équipes de football professionnelles. Falcao était l'un de ces nombreux garçons jusqu'au jour, un samedi, quand il avait 14 ans, où son entraîneur lui a dit de se préparer parce que le lendemain il irait à Buenos Aires : un homme d'affaires avait organisé une rencontre d'essai avec le Rio de la Plata.

Falcao ne pouvait se tenir de joie : l'Argentine était l'un de ses buts. Il avait toujours suivi le football argentin, l'un des premiers en Amérique du Sud. De plus, son entraîneur avait été à Buenos Aires et lui en avait beaucoup parlé. Il se plaisait à y penser :

Une belle ville ancienne qui aime le football. Une ville avec des saisons bien marquées, une population chaleureuse, qui parle d'une manière si drôle. J'avais toujours rêvé d'y aller.

Aviez-vous peur ?

Non, je n'avais pas peur. Ma décision était prise et je brûlais d'envie de réussir. C'était la chance d'une vie et, avec l'aide de Dieu, je n'allais pas la laisser échapper.

L'essai a bien marché. On lui a offert un contrat et on l'a installé dans un hôtel. Il devait apprendre à vivre seul dans une ville qui n'était pas la sienne. Au début, il n'avait pas le mal du pays. Un an après seulement, incapable de jouer pendant des mois à la suite d'une blessure, il s'est découragé; à certains moments, il ne voulait rien

Si les joueurs de football émigraient encore récemment à l'âge de 18 ou 20 ans, il est désormais courant de les voir quitter leur pays peu après avoir atteint 12 ans.

de plus que retourner chez lui et tout oublier. Il avait alors 16 ans. A un âge où la plupart des jeunes commencent à réfléchir aux études qu'ils vont faire, au lieu où ils vont travailler, à la direction à donner à leur vie, les apprentis du football jouent déjà leur destin. Beaucoup ont dû quitter leur ville natale, leurs études, leurs distractions, leurs amis. Ils savent que c'est leur seule chance.

C'est une vie vraiment ennuyeuse : suivre un entraînement, surveiller ce que l'on mange, se coucher de bonne heure, voir tous les autres faire

ce qu'on n'a pas le droit de faire. Parfois, cela m'assommait beaucoup, cela m'exaspérait. Mais alors je me disais que j'étais ici pour une raison précise, que je devais tout sacrifier pour réussir.

Neuf sur dix ne réussissent pas : à l'âge de 18 ou 19 ans, ils se regardent comme des ratés, des gens qui ont manqué le bateau. Falcao ne voulait pas être l'un d'eux et il a trouvé la force de persister. Il s'est entraîné sans relâche, il a appris à être fort et à ne pas succomber à la tentation, à se convaincre qu'atteindre son but était le plus important de tout. Un joueur de football professionnel ne doit avoir rien d'autre en tête que la compétition et la victoire.

Au début de 2005, Falcao a été promu à la première équipe, mais il n'avait jamais l'occasion de jouer. Jusqu'à ce matin d'octobre, où son entraîneur lui a dit que le jour était arrivé.

Cet après-midi-là, pendant que je m'habillais, mes jambes tremblaient. Mais quand je suis arrivé sur le terrain, j'ai senti en moi une transformation. Le stade était plein, le public hurlait, et j'ai senti en moi cette soif, cette impulsion de battre tous ceux qui croiseraient mon chemin, cette décharge d'adrénaline, cette confiance absolue. C'est quelque chose que l'on ne peut pas expliquer, il faut l'éprouver.

Cet après-midi d'octobre a été parfait : le Rio de la Plata a gagné et Falcao a marqué deux des

trois buts. Le lendemain, tous les journaux parlaient de ce grand talent tout neuf, du gaillard qui allait mettre fin à la série de défaites subies par son équipe. Dans les six parties suivantes, Falcao a marqué cinq autres buts. Il devenait une vedette.

Ce que l'on éprouve est incroyable. Soudain, d'un jour à l'autre, votre vie change. Vous ne pouvez plus aller nulle part, les gens vous reconnaissent dans la rue, les autres membres de l'équipe ont du respect pour vous.

Et vous pouvez même faire beaucoup d'argent...

Oui, c'est ahurissant de voir combien certains joueurs gagnent. Vous amassez une fortune et on vous paie pour faire ce que vous aimez faire. Vous n'avez qu'à jouer et on vous paie, mais vous devez faire des sacrifices, vous refuser beaucoup de choses. Mais aujourd'hui quantité de gens prennent les joueurs de football pour modèles. Ils font de la publicité pour toutes sortes de produits. Quantité de gens s'habillent comme les joueurs de football ou se font couper les cheveux comme les joueurs de football. C'est étrange de penser qu'un jour peut-être il y aura des gamins qui essaieront de faire ce que je fais...

Le 22 novembre 2005, le rêve a paru se briser : Falcao a été gravement blessé au genou et n'a pas pu jouer pendant des mois.

La migration de Falcao

l'a vu quitter la Colombie pour jouer avec l'une des meilleures équipes de football d'Argentine, et il rêve maintenant de rejoindre quelque jour l'un des grands clubs d'Europe.

Au début, j'avais vraiment le cafard. Je me demandais pourquoi il avait fallu que cela m'arrive maintenant, pourquoi Dieu m'avait fait une chose pareille. Puis j'ai compris que ces choses-là n'arrivent pas sans raison. Elles vous aident à grandir et à acquérir une certaine maturité. Elles peuvent être une grande chance. Je crois que cela m'a aidé à garder une juste perspective, à savoir que je ne devais pas prendre cela trop au sérieux : tout pouvait s'évanouir à n'importe quel moment. J'ai compris que je devais être fort, accepter mon sort.

Falcao sait qu'il ne sera pas facile de remonter la pente. Beaucoup de jeunes joueurs pleins de promesses sont blessés. Certains peuvent s'en sortir; d'autres ne le peuvent pas. Il attend maintenant avec impatience le moment de savoir, tout en poursuivant ses études. L'année dernière, il s'est inscrit à un programme de journalisme offert par une université de Buenos Aires. Même s'il n'a pas beaucoup de temps pour étudier, il dit qu'il vaut mieux faire quelque chose sans rapport avec le football, se donner une éducation, ouvrir son esprit à d'autres choses.

Dans le football, vous pouvez avoir de la chance et devenir une grande vedette, vous pouvez n'avoir jamais de mauvais jours et jouer aussi bien que beaucoup, ou vous pouvez ne pas avoir de chance et ne pas être admis dans les grandes divisions. C'est une loterie. Vous ne savez jamais ce qui arrivera. Vous vous y donnez tout entier, mais vous devez être prêt à perdre. Trop de facteurs entrent en jeu : la chance, les équipes, les blessures...

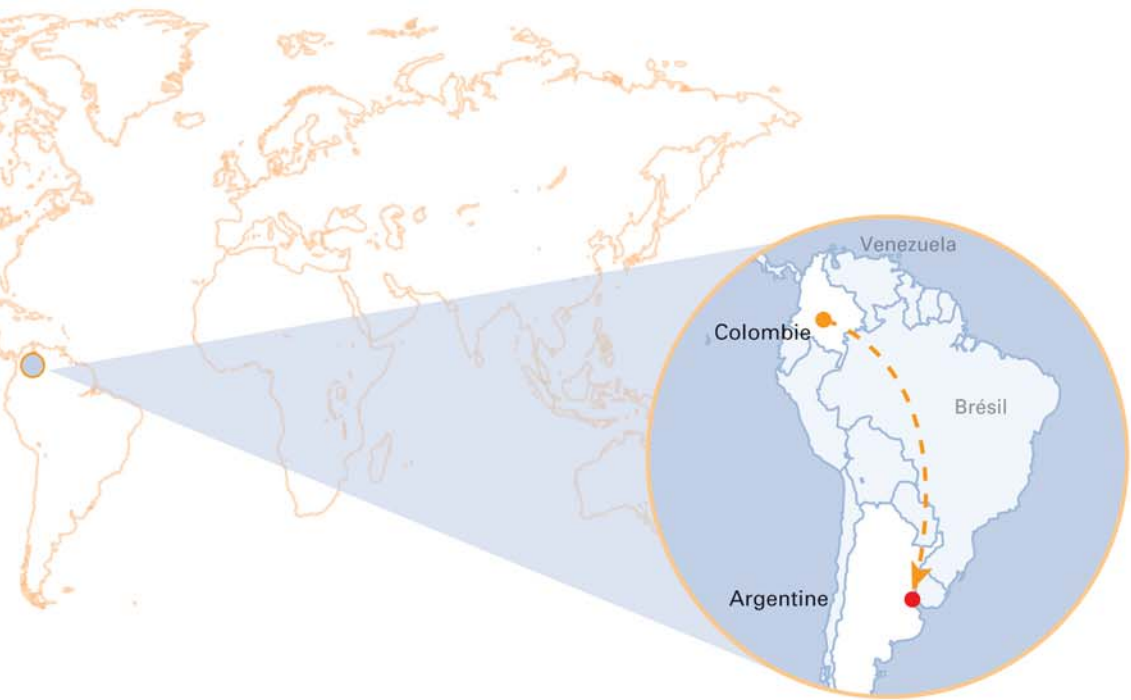
Falcao vit dans un appartement situé dans un grand immeuble moderne de l'un des quartiers les plus coûteux de Buenos Aires. De la salle de séjour, on voit le fleuve, le stade du Rio de la Plata, aussi bien que le camp de concentration le plus brutal de la dictature qui a sévi en Argentine dans les années 70. Son père, sa mère et ses

sœurs vivent avec lui : le garçon est devenu leur soutien de famille. Dans toute l'Amérique du Sud, les pères et les mères qui, voici 20 ou 30 ans, auraient grondé leurs fils s'ils les voyaient "perdre leur temps avec un ballon", les encouragent aujourd'hui, parce que le football peut leur offrir un meilleur niveau de vie que toute autre profession. Les enjeux sont élevés et Falcao ne peut cesser d'imaginer son avenir.

J'y pense beaucoup, j'ai beaucoup de rêves. Je veux aller en Europe, jouer avec les meilleurs joueurs du monde.

Où aimeriez-vous aller ?

Au Real Madrid, au Milan, aux grandes équipes.



Pensez-vous que ce soit possible ?

Oui. Le Rio de la Plata vend ses joueurs aux meilleures équipes du monde. Tout dépend de la qualité de mon jeu.

Pour beaucoup de joueurs d'Amérique latine, Buenos Aires est une station sur le chemin de l'Europe : le tremplin à partir duquel ils peuvent accéder une fois pour toute à la fortune et à la gloire qu'ils recherchent depuis leur enfance. Dès leur toute première jeunesse, la plupart des joueurs d'Amérique latine ont un seul but : être "achetés" par une équipe européenne. *Acheter* est un grand mot.

Et l'idée de vous déplacer d'un pays à l'autre ne vous ennuie pas ?

Non. C'est la vie d'un joueur de football : se déplacer toujours, chercher ce qu'il y a de mieux. Dans cette profession, avec de la chance, vous pouvez avoir tout ce que vous souhaitez, même le plus grand luxe.

Quel luxe aimeriez-vous ?

Eh bien, surtout une voiture. Une BMW décapotable, ce genre de chose...

Falcao a émigré pour la première fois à l'âge de 14 ans, et il croit qu'il continuera à le faire. Il garde des liens étroits avec la Colombie : ses compatriotes peuvent l'admirer à la télévision, il a joué pour la division colombienne "jeunes", et il espère jouer pour l'équipe nationale. Mais il n'est plus certain de retourner un jour en Colombie pour y vivre.

Je croyais que je le ferais, mais maintenant je n'en suis plus si sûr. Je me sens plus à l'aise ici, en Argentine. Si je vais en Europe, je voudrai peut-être y rester. Qui sait si je vivrai jamais de nouveau dans mon pays, après tout cela ?

UNE CHANCE SUR MILLE

Dans le monde entier, des millions de garçons rêvent de devenir des vedettes du football ce qui leur ouvrirait la route à la gloire et à la fortune et leur permettrait d'échapper à la pauvreté et au besoin. Ils poursuivent leur rêve dans la poussière, les pieds nus, avec des ballons faits de guenilles. Ils entendent parler des millions gagnés par les supervedettes en Europe, ce qui ajoute encore à leur détermination. Mais seuls de rares heureux auront jamais une vraie chance de devenir peut-être des professionnels et de rompre les chaînes de la dure réalité économique qu'ils affrontent dans leurs pays. Falcao est l'un d'eux.

La question de la mobilité et de l'élite des sports s'est imposée au cours des dernières années. Elle a récemment fait le sujet d'un débat scientifique à la conférence internationale tenue à Lisbonne en mai 2006 sur le thème "Le football mondialisé : nations et migration, la ville et le rêve".

La mobilité du talent n'est nulle part plus visible que dans le monde du football, mais elle apparaît aussi dans d'autres sports extrêmement compétitifs où il y a beaucoup d'argent à gagner. Sur les quatorze équipes de la dernière Coupe du monde de cricket, dix avaient des entraîneurs étrangers, ce qui aurait été inconcevable voilà seulement dix ans². En Amérique du Nord, les sports professionnels - baseball, basketball, football américain et hockey sur glace - donnent le spectacle d'une migration du talent analogue.

Mais le football est le plus grand marché international, de loin, pour les joueurs d'élite venus des pays en développement. A la Coupe du monde de football 2006, la plupart des joueurs des pays en développement appartiennent à des

équipes étrangères, le plus souvent d'Europe, où le sport est plus compétitif et lucratif que partout ailleurs. Par exemple, tous les joueurs de l'équipe nationale de la Côte d'Ivoire jouent pour un club extérieur à leur pays.³ Réciproquement, certaines équipes européennes, comme l'Arsenal de Londres, peuvent être composées entièrement d'étrangers⁴. Un autre club londonien, le Chelsea, comptait 17 joueurs répartis entre 10 équipes nationales différentes à la Coupe du monde⁵.

Les principales équipes européennes envoient des prospecteurs parcourir l'Afrique et l'Amérique latine à la recherche de nouveaux talents exportables et pleins de promesses. Et puisque la compétition est si farouche, ils doivent les trouver de plus en plus jeunes, avant les autres équipes. Si récemment les joueurs émigraient à l'âge de 18 ou 20 ans, il est désormais courant de les voir quitter leur pays peu après avoir atteint 12 ans.

Il y a eu des cas où les agents recruteurs offraient aux jeunes garçons des contrats assortis de stipulations peu claires sur le pourcentage de leurs gains qu'eux-mêmes se réservaient et sur la commission de transfert⁶. Beaucoup de jeunes joueurs de pays en développement, auxquels des agents peu scrupuleux promettaient une fortune inouïe, ont été exploités par ceux-là même qui devaient, en principe, veiller sur leurs intérêts. L'expression "esclavage du football" a même été forgée pour définir la situation des joueurs qui se trouvaient en fin de compte vivre pauvrement et avec peu d'argent en poche à une grande distance de leur pays d'origine⁷.

De nombreux clubs d'Afrique et d'Amérique Latine n'ont qu'un seul moyen de rester à flot,

qui est de produire des joueurs pour l'exportation vers les principaux centres du football européen.

En Europe, certaines divisions nationales ont fixé un quota relatif au nombre des joueurs non originaires de l'UE autorisé par équipe. S'efforçant de tourner ces restrictions, les clubs aident leurs vedettes étrangères à changer de nationalité⁸. Ces dernières années, de nombreux joueurs ont fait l'objet d'une enquête au sujet des faux passeports qui leur permettent de jouer en qualité d' "Européens" dans des équipes de football⁹.

Certains croient que le football africain a bénéficié de l'exportation de ses meilleurs joueurs et que le succès récent d'équipes nationales africaines est subordonné à la migration des plus grands talents¹⁰. Selon cette vue, l'exode permet aux joueurs migrants de s'améliorer encore et assure le transfert de savoir-faire et de meilleures techniques de jeu aux compatriotes restés au pays, en même temps qu'il explique l'engouement devenu général en Afrique pour le jeu¹¹. D'autres accusent l'"expropriation" des joueurs africains de menacer en fait les progrès du jeu dans la région. Cependant, même après leur départ, certains des meilleurs joueurs continuent de donner beaucoup de temps et d'argent à leur équipe nationale et à leur pays d'origine.

La Confédération du football africain (CFA) et la Fédération internationale de Football Association (*sic*) (FIFA) ont essayé d'améliorer la situation : en 1997, la Division des meilleurs clubs africains (African Club Champions League) a été créée pour assurer une compétition entre les meilleurs clubs et pour mettre en place les structures et incitations économiques

nécessaires afin d'encourager les joueurs à rester dans les clubs africains¹². Mais en Amérique latine, où le football est une tradition établie de longue date, la migration n'a jamais été aussi forte. Les clubs européens paient leurs joueurs tellement mieux que n'importe quelle équipe africaine ou latino-américaine que de telles mesures ont peu de chances même de ralentir l'"exode des pieds".

Quoi qu'il en soit, les succès de jeunes vedettes du football, qui s'imposent au niveau international, continueront dans l'avenir à faire rêver les jeunes des pays en développement. Servant de rôles modèles à des générations entières de jeunes, ils pourraient avoir une influence positive sur le développement local. En jouant au football ou aussi bien à d'autres sports, les jeunes apprennent ce qu'est le travail d'équipe et le respect des règles. Les sports favorisent le développement individuel et la croissance des filles comme des garçons, les aide à prendre confiance en eux-mêmes et peut leur donner accès à de nouvelles possibilités. Ce qui, ensuite, peut contribuer au bien-être des communautés et plus généralement des pays.

Protéger les jeunes qui émigrent

Le présent rapport a tenté de reconstruire en usant de leurs propres paroles des moments critiques dans la vie de 10 jeunes. Leurs témoignages recouvrent un large éventail des difficultés et des perspectives que rencontrent des millions de jeunes femmes et de jeunes hommes concernés par la migration internationale. Bien que leurs récits individuels soient très divers, ils expriment tous le désir de vivre une meilleure vie, qui est celui de chaque être humain.

Au moment où les jeunes opèrent la transition à l'âge adulte, ils espèrent avoir une bonne éducation et un travail décent. Ils comptent jouir de la sécurité individuelle, assurée par le respect des lois. Chaque année, des millions de jeunes quittent leur pays à la recherche de cet idéal.

Certains jeunes s'en vont poussés par le goût de l'aventure, ou pour échapper à une tragédie personnelle, ou simplement parce qu'il est plus facile de voyager qu'il ne l'a jamais été. Mais la plupart des individus dont nous rapportons l'histoire auraient préféré rester dans leur pays. Il est très difficile pour tous les pays de garantir que la migration est volontaire, d'assurer la sûreté et la sécurité des migrants, et de respecter à la fois les droits humains et les frontières nationales.

ADAMA n'aurait peut-être pas quitté son pays si suffisamment d'emplois y étaient offerts aux millions de jeunes comme lui qui entrent chaque année sur le marché du travail dans les pays en développement. Personne ne devrait être forcé de quitter son propre pays en raison du manque d'emplois.

KAKENYA ne serait pas partie si sa communauté avait apprécié à son prix l'éducation des filles et si le système éducatif de son pays lui avait offert les possibilités dont elle avait besoin. Au moment où ce rapport va à l'impression, une subvention a été attribuée à Kakenya pour commencer la construction d'une école de filles et d'une maternité dans son propre village. Son rêve commence à devenir réalité.

BIBI ne songerait pas à faire ses valises et à partir si son pays avait été en mesure d'offrir aux agents sanitaires comme elle un salaire décent et de meilleures conditions de travail.

EDNA aurait gagné à recevoir une information et des services concernant le VIH à l'intention des groupes à risque élevé, tels que les travailleurs migrants de sexe masculin et les membres de leur

famille. Les groupes à risque élevé comprennent aussi les jeunes femmes pauvres, qu'elles soient mariées ou non; les travailleuses de l'industrie du sexe; et les jeunes femmes exposées à se prostituer pour subsister. Ces jeunes femmes vulnérables ont besoin d'être en mesure de se protéger contre l'infection par le VIH.

NATALIA et d'autres jeunes femmes comme elle tireront profit d'interventions gouvernementales qui luttent contre la violence sexiste; reconnaissent dans la traite des humains une violation des droits humains; protègent les personnes victimes de la traite; prêtent assistance aux victimes revenues dans leurs pays au moyen de programmes de réadaptation et les protègent contre le risque d'en être à nouveau victimes. Les gouvernements doivent prendre des mesures contre les responsables de la traite des humains et collaborer avec les autres pays pour la prévenir.

KHADIJA bénéficiera des politiques et programmes, destinés tant aux familles migrantes qu'aux citoyens des pays d'accueil, qui promeuvent l'intégration et l'acceptation. Une acceptation pleine et entière est la condition irremplaçable de l'harmonie et de la cohésion sociales, et elle

est nécessaire pour maximiser la contribution des migrants à leur nouvelle société. Des dirigeants politiques efficaces et une couverture médiatique objective promeuvent une perception positive des migrants.

NORAIDA et des millions d'autres employées de maison travaillant à l'étranger tireront profit de la réglementation des agences de placement par le gouvernement, par exemple grâce à un contrat d'emploi type précisant le montant des gages, l'horaire de travail, les jours de repos hebdomadaire et les autres conditions d'emploi, conformément aux normes internationales en la matière. Les pays de départ doivent aussi venir en aide aux victimes de la violence en leur assurant des services dans les ambassades et les missions diplomatiques, ce qui recouvre l'accès à l'aide juridique, aux soins de santé, aux conseils d'après traumatisme et à un refuge.

RICHARD aurait gagné à ce que la communauté internationale prenne des mesures rapides pour prévenir les conflits dans lesquels il a été entraîné, ou du moins atténuer leur impact sur les civils. Les instruments internationaux prennent en compte les droits et besoins des adolescents

touchés par la guerre. Par exemple, la Convention relative aux droits de l'enfant stipule que les conséquences brutales de la guerre doivent être épargnées aux adolescents et que, quand la guerre n'a pu être évitée, ils doivent recevoir les soins et la protection dont ils ont besoin. Mais ces instruments ne sont efficaces que dans la mesure où il existe une volonté politique de les mettre en vigueur. Les pays doivent se préoccuper davantage de fournir aux jeunes déplacés par un conflit armé les possibilités d'éducation et les services de santé procréatrice appropriés. Ils doivent élaborer des programmes attentifs aux sexes et aux valeurs culturelles avec la pleine participation des jeunes eux-mêmes. Il ne faut épargner aucun effort pour regrouper avec leurs familles les jeunes réfugiés et déplacés.

RAJINI, bien qu'elle doive vivre loin d'Unnikrishnan, continuera à bénéficier des rapatriements de salaires qui l'ont mise en mesure, ainsi que de nombreuses autres "épouses du Golfe", de gérer son foyer et d'investir dans l'éducation et la santé de ses enfants. Beaucoup d'entre elles tireraient profit de programmes montrant comment gérer les rapatriements de salaires et investir sagement l'épargne. Ces envois

de fonds ont autant d'importance pour les pays que pour les individus, et les gouvernements devraient envisager d'abaisser les commissions bancaires afin de faciliter les transferts.

FALCAO partage le désir de tant d'enfants et d'adolescents, partout dans le monde, de connaître un avenir meilleur grâce à leurs talents sportifs. Mais les jeunes doués de ces talents ont aussi besoin d'une protection, par exemple pour ne pas être exploités par des agents sans scrupules. Les gouvernements et les organismes internationaux, qui régissent les activités sportives et les loisirs, doivent prendre des mesures pour protéger les droits et le bien-être de ces jeunes travailleurs. Entre temps, les jeunes hommes tels que Falcao continueront d'inspirer les rêves que font des millions d'enfants et de jeunes de devenir vedettes de football et d'avoir une chance d'accéder à un avenir meilleur.

Les jeunes femmes et les jeunes hommes en mouvement sont en train de changer la composition ethnique de communautés à travers le monde. Ils sont l'élément le plus visible du "visage humain de la mondialisation". La migration continuera probablement tant qu'il y aura une demande de main-d'œuvre dans les pays de

destination, et une situation économique et sociale instable dans les pays d'origine.

La migration internationale est inséparable de l'histoire de l'humanité. Des nations entières se sont édifiées en ouvrant leurs portes au monde. Beaucoup de pays riches d'aujourd'hui ont vu dans le passé leurs propres ressortissants s'en aller durant des périodes difficiles sur les plans économique ou politique. Malgré la longue expérience accumulée, la gestion de la migration internationale continue de poser un problème à toutes les

sociétés. La migration offre de grandes possibilités aux pays de départ comme aux pays d'accueil, si elle est gérée selon des politiques et programmes qui protègent les droits humains des migrants, découragent la discrimination et la xénophobie, et promeuvent l'intégration des migrants dans les sociétés hôtes.

Comme davantage d'enfants et de jeunes émigrent aujourd'hui seuls plutôt qu'avec leurs familles, les pays doivent mieux collecter et analyser les données afin d'orienter leurs réactions et

politiques, et aider les jeunes migrants à s'adapter à une situation nouvelle.

Ces problèmes et d'autres encore seront examinés lors du Dialogue de haut niveau qui se tiendra à l'ONU sur la migration internationale en septembre 2006. Cette réunion est une occasion d'accorder aux jeunes l'attention qu'ils méritent, puisqu'ils constituent une forte proportion des migrants dans le monde.

Notes

INTRODUCTION

- 1 UNFPA. 2005. "The Case for Investing in Young People as part of a National Poverty Reduction Strategy" UNFPA. New York
- 2 PNUD. 2002. "Arab Human Development Report 2002". PNUD. P. 30
- 3 G. La Cava, C. Clert et P. Lytle "Investing in Youth Empowerment and Inclusion: A Social Development Approach Insights from the ECA and LAC regions" Social Development Papers. Banque mondiale, Paper N° 60/ février 2004, p. 5
- 4 M. Balbo (éd.) 2005. "International Migrants and the City: Bangkok, Berlin, Dakar, Karachi, Johannesburg, Naples, Sao Paulo, Tijuana, Vancouver, Vladivostok". UN Habitat/ Cooperazione Sviluppo/Università Iuav di Venezia, P. 307
- 5 UNICEF. 2005. "¡ Los Chicos Siempre Ganar! [Les adolescents gagnent toujours!]; FIFA - UNICEF Under 17 World Cup Peru 2005; Using the power of football to think about the adolescents who are off the field, too" publié sur le site Web de l'UNICEF-Pérou: http://unicef.org/peru/media/noticias_017eng.html, consulté le 26 juin 2006.
- 6 Sur la base d'une enquête de l'Institute for Public Affairs dans V. Baláz, A.M. Williams & D.Kollár. 2004. "Temporary versus Permanent Youth Brain Drain: Economic implications." International Migration 42 (4). OIM. 3-34
- 7 ONU. 2006. "Trends in Total Migrant Stock: the 2005 Revision" (POP/DB/MIG/Rev.2005) Division de la population (ONU), DESA. P. 1
- 8 ONU. 2006
- 9 Banque mondiale, à paraître, "Rapport sur le développement dans le monde 2007, Le développement et la prochaine génération". Banque mondiale, Washington D.C.
- 10 S. Olimova et I. Bosc. 2003. "Labour Migration from Tajikistan" Organisation internationale pour les migrations et Centre de recherche scientifique Sharq. Juillet 2003.
- 11 Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. 2004. "La Juventud en Iberoamerica, Tendencias y Urgencias" CEPALC et Organizacion Iberoamerica de la Juventud. Santiago, Chili, p. 26.
- 12 Banque mondiale. A paraître.
- 13 ONU. 2006.
- 14 Cynthia B. Lloyd (éd.), 2005. "Growing up Global: the Changing Transitions to Adulthood in Developing Countries" National Research Council et Institute of Medicine of the National Academies - The National Academies Press, Washington D.C
- 15 Lloyd (éd.), 2005. P. 313.
- 16 Action Canada for Population and Development et Colegio de Michoacán. 2002. "Migrant Children: Human Rights, Protection and Services in the Members Countries of the Regional Conference on Migration: the Mexico-Canada Joint Study on Migrant Children in the Region". Action Canada for Population and Development et Colegio de Michoacán, octobre 2002, p. 10.
- 17 Action Canada for Population and Development et Colegio de Michoacán. 2002, p. 11
- 18 Action Canada for Population and Development et Colegio de Michoacán. 2002.
- 19 Thérèse M. Caouette 2001 "Small Dreams Beyond Reach: *The Lives of Migrant Children and Youth. Along the Borders of China, Myanmar and Thailand*". Projet de recherche participatif de Save the Children (Royaume-Uni). P. 15.
- 20 BBC News Online. "African Migrants' elusive dream" BBC News, 26 avril 2004.
- 21 La détention et l'expulsion des mineurs non accompagnés et dépourvus de documents sont signalées par diverses sources, notamment: Action Canada for Population and Development et Colegio de Michoacán. 2002, pp. 17-18, et Human Rights Watch. "World Report 2002" Site Web: <http://www.hrw.org/wr2k2/children.html>, consulté le 23 juin 2006.
- 22 Elizabeth Adjei. 2006 "Impact of female migration on countries of origin: the case of Ghana" - communication présentée à l'atelier FNUAP-OIM sur la migration des femmes, New York, 2-3 mai 2006.
- 23 Russell King et Julie Vullnetari. 2003. "Migration and Development in Albania" Document de travail publié par le Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty. Sussex Centre for Migration Research. P. 27-29.
- 24 K.C. Zachariah et S. Irudaya Rajan. 2001. "Gender Dimensions of Migration in Kerala: Macro and Micro Evidence - A subtle transformation has occurred among the wives of the migrants that will leave a lasting imprint on Kerala society." Dans *Asia-Pacific Population Journal*, Septembre 2001, p. 49
- 25 Aderanti Adepoju. 2005. "Migration in West Africa" Commission mondiale sur les migrations internationales. Septembre 2005. P. 1.
- 26 Silvia Scarpa, 2005. "Child Trafficking: The Worst Face of the World".

ADAMA

- 1 Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest. 2005. "Chômage des jeunes et insécurité régionale en Afrique de l'Ouest". Document d'information du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest. Décembre, p. 5.
- 2 Nick Tattersall pour Reuters. 2006. "Mauritania, Spain scramble to stem migrant crisis." 17 mars 2006. Site Web : <http://today.reuters.com/News/CrisisArticle.aspx?storyId=L17510705>, consulté pour la dernière fois le 14 juin 2006.

- 3 N. Kabbani et E. Kothari. 2005. "Youth Employment in the MENA Region : A Situational Assessment." Social Protection Discussion Paper N 0534. Banque mondiale. Septembre 2005, p. 3.
- 4 OIT. 2005. "Youth : Pathways to decent work" Rapport VI : Promoting youth employment - Tackling the challenge. Conférence internationale du travail, 93e session, 2005, Sixième point de l'ordre du jour. OIT, Genève. P. 6.
- 5 UNICEF. 2000, dans "Investing in Youth Empowerment and Inclusion : A Social Development Approach", p. 3.
- 6 OIT. 2005, p. 4
- 7 OIT. 2005.

NORAIDA

- 1 Organisation internationale du Travail. 2004. *Facts on Child Labour*. Selon l'OIT, le travail domestique est la forme la plus courante de travail pour les filles de moins de 16 ans. Genève, OIT.
- 2 Fonds des Nations Unies pour la population. 2005. "International Migration and the Millennium Development Goals: Selected Papers of the UNFPA Expert Group Meeting". New York: FNUAP 2005.
- 3 Banque mondiale. 2006. *Fact Sheet: Migration, Remittance and Female Migrant Workers*. Washington, D.C.: Banque mondiale. Site Web: http://siteresources.worldbank.org/INTINDONESIA/Resources/fact_sheet-migrant_workers_en_jan06.pdf, consulté le 25 mai 2006.
- 4 Maruja M.B. Asis, 2006. "The Gender Dimensions of Labor Migration in Asia." Centre Scalabrini pour les migrations - Manille. Communication présentée à la 50ème session de la Commission de la condition de la femme, New York, 27 février - 10 mars 2006.
- 5 Human Rights Watch. 2004. *Bad Dreams: Exploitation and Abuse of Migrant Workers in Saudi Arabia*. New York: Human Rights Watch, p. 47.
- 6 Moreno-Fontes Chammartin. 2005.
- 7 UNIFEM Brochure "Gendered Vulnerabilities, Discrimination and Abuse throughout the Migration Cycle and its Impacts."
- 8 Human Rights Watch. 2004. *Child Domestic: The World's Invisible Workers*. Site Web: hrw.org/English/docs/2004/06/10/africa8789_txt.htm, consulté le 7 février 2006.

KAKENYA

- 1 Les étudiants qui vont poursuivre leurs études à l'étranger ne sont pas nécessairement considérés comme des migrants.
- 2 UNESCO. 2006. *Global Education Digest 2006: Comparing Education Statistics Across the World*. UNESCO Institut de statistique, Montréal. Site Web: <http://www.uis.unesco.org/TEMPLATE/pdf/ged/2006/GED2006.pdf> - Consulté le 6 mai 2006. pp. 33-34.
- 3 Cynthia B. Lloyd, éd. 2005. " Growing up Global: The Changing Transitions to Adulthood in Developing Countries" National Research Council et Institute of Medicine of the National Academies -

- The National Academies Press, Washington, D.C. p. 4.
- 4 Lloyd. 2005.
 - 5 Lloyd. 2005. p. 72.
 - 6 UNESCO 2006.
 - 7 UNESCO 2006, p. 34.
 - 8 UNESCO 2006, p. 35.
 - 9 UNESCO 2006, p. 37
 - 10 UNESCO 2006, p. 20
 - 11 UNESCO, 2006, p. 39
 - 12 UNESCO 2006, p. 40.
 - 13 Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (ONU), "Review of the Youth Situation in the ESCWA Region from the Perspective of Human Resources Development" New York, décembre 2000, pp. 18, 23.
 - 14 UNESCO 2006, p. 41.
 - 15 ONU. "Migration internationale et développement", Rapport du Secrétaire général. Soixantième session de l'Assemblée générale. Mai 2006, p. 14.

EDNA

- 1 AVERT, HIV AIDS in Zambia, the epidemic and its impact. Site Web: <http://www.avert.org/aids-zambia.htm>, consulté le 15 juin 2006.
- 2 OIM. 2004. Programme Info Sheet. Population Mobility and HIV/AIDS. OIM. Genève. http://www.iom.int/documents/publication/en/iom_hiv_brochure_july_2004.pdf, consulté le 30 mai 2006.
- 3 ONUSIDA. 2004. "Rapport sur l'épidémie mondiale du sida 2004". ONUSIDA. Genève, p. 93.
- 4 Family Health International. "HIV Prevention in Mobile Populations", Editorial. Site Web: <http://www.fhi.org/en/HIVAIDS/pub/fact/mobilepop.htm>, consulté le 5 juin 2006.
- 5 ONUSIDA et UNICEF. 2004. "Children on the Brink 2004: A joint report of orphan estimates and a framework for action". Site Web: www.unicef.org-publications/index_22212.html, consulté le 15 juin 2006.
- 6 UNFPA. Site Web du CST de Bangkok - http://cst.bangkok.unfpa.org/393_2233.asp, consulté le 15 juin 2006.

NATALIA

- 1 UNICEF. 2004. "A Child-Rights Approach on International Migration and Trafficking: A UNICEF Perspective." Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UN/POP/MIG/2004/9), 18 octobre 2004. p. 56.
- 2 Organisation internationale du Travail. 2002. "A Future Without Child Labour" Genève: Organisation internationale du Travail, p. 32.
- 3 Silvia Scarpa, 2005. "Child Trafficking: The Worst Face of the World." *Global Migration Perspectives*, No. 40, Septembre 2005.
- 4 Scarpa. 2005.

- 5 Fédération internationale Terre des Hommes, FRCCF et Casa Dei Diritti Sociali Focus. 2005. "An Increase in Prostitution among Romanian Minors in Rome: Results of a Three-Month Research Project on Unaccompanied Romanian Children in Rome". Fondation Terre des Hommes.
- 6 Scarpa. 2005.
- 7 Scarpa. 2005.
- 8 Scarpa. 2005.
- 9 Scarpa. 2005.
- 10 Taylor et Aghatise. 2002. "Employment Creation for Youth in Africa: The Gender Dimension". Université du Bénin, janvier 2003, p. 8.
- 11 UNICEF. 2004, p. 3.
- 12 UNICEF. 2004, p. 57.
- 13 UNICEF. 2004, p. 4.

BIBI

- 1 OMS, 2006. "Working Together for Health: The World Health Report 2006" OMS, Genève. p. 101
- 2 A destination des pays membres de l'OCDE.
- 3 Prachi Mishra, 2006. "Emigration and Brain Drain: Evidence From the Caribbean" FMI. Document de travail WP/06/25, pp. 5, 16 et 17.
- 4 OMS, 2006. p. 102
- 5 OMS, 2006. p. 98
- 6 OMS, 2006. p. 99
- 7 Micah Bump, 2006. "Ghana: Searching for Opportunities at Home and Abroad". Présenté par l'Institut pour l'étude des migrations internationales, Mars 2006. Site Web: <http://www.migrationinformation.org/Profiles/display.cfm?ID=381>, consulté le 23 juin 2006.
- 8 OMS, 2006. p. 101
- 9 OMS, 2006

KHADIJA

- 1 Les Pays-Bas ont des lois strictes qui interdisent de verser une rémunération inégale aux hommes et aux femmes à travail égal. Une recherche conduite en 2003 par le Ministère néerlandais des affaires sociales et de l'emploi a établi qu'en dépit de la loi, des différences de rémunération existaient dans certains cas entre hommes et femmes.
- 2 Commission mondiale sur les migrations internationales. "Migration in an Interconnected World: New Directions for action." Commission mondiale sur les migrations internationales, octobre 2005.
- 3 C. Bledsoe, 2004. "Reproduction at the Margins: Migration and Legitimacy in the New Europe." *Demographic Research*, Special Collection 3, Article 4, p. 104.
- 4 UNFPA, *International Migration and the Millennium Development Goals: Selected Papers of the UNFPA Expert Group Meeting*. Marrakech, Maroc. Mai

- 2005, p. 92.
- 5 UNFPA, 2005
- 6 John B. Berry et al., 2006. "Immigrant Youth in Cultural Transition: Acculturation, Identity, and Adaptation Across National Contexts", Manwah New Jersey, LEA Publishers. P. 221
- 7 Berry 2006
- 8 Philip L. Martin, "Managing Migration in the 21st Century" Institute of European Studies, Comparative Immigration and Integration Program, University of California, Berkeley, 2002. p. 15
- 9 UE 2004 Policy Briefs: The Ministerial Integration Conference on "Turning Principles into Actions", Groningue, 9-11 novembre 2004 "Radicalisation & European Ethnic Minority Youth" par Hunter, Shireen. 2004, p. 38
- 10 UE 2004 Policy Briefs, p. 41
- 11 Sarah Spencer, 2005. "The Challenge of Integration in Europe" Chapter for "Managing Migration: A Policy Agenda for Economic Progress and Social Cohesion." Ed. Papademetriou, D. G. Migration Policy Institute, Washington, 2006
- 12 Spencer 2005
- 13 Stratégies intégrées pour les enfants et les jeunes des quartiers défavorisés, Conférence européenne, 23 - 25 novembre 2004, p. 43.
- 14 Site Web du Conseil de l'Europe, consulté le 31 janvier 2006. Conférence sur "Politique intégrée de l'enfance et de la jeunesse en Europe - besoins des quartiers défavorisés", Strasbourg, 30 janvier - 1^{er} février 2006, www.coe.int/t/dc/press/news/-20060130

RICHARD

- 1 Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés. 2006. "2005 Global Refugee Trends: Statistical Overview of Populations of Refugees, Asylum-Seekers, Internally Displaced Persons, Stateless Persons, and Other Persons of Concern to UNHCR." Genève: Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés, p. 7. Il y a 8,4 millions de réfugiés placés sous la responsabilité du HCR et 4,3 millions d'autres placés sous la responsabilité de l'UNRWA. Les femmes et les enfants de moins de 18 ans représenteraient ensemble près de la moitié de ces totaux. Pour l'UNRWA, l'évaluation de la proportion des femmes et des enfants est fondée sur les données de 2000 (les plus récentes disponibles). UNRWA. Statistical Profiles.
- 2 Jesse Newman. 2005. "Protection Through Participation", document d'information pour la Conférence "Voices out of Conflict: Young People Affected by Forced Migration and Political Crisis", Cumberland Lodge, 26-28 mars 2004. Site Web: <http://www.rsc.ox.ac.uk/PDFs/workingpaper20.pdf>, consulté le 1^{er} février 2006.
- 3 Save the Children. 2005. "Protecting Children in Emergencies: Escalating Threats to Children Must Be Addressed." *Policy Brief* 1.1 (2005). Westport:

Save the Children. Site Web: http://www.savethechildren.org/advocacy/images/policy_brief_final.pdf, consulté le 1^{er} février 2006.

- 4 Nations Unies. 2004. *Our Bodies—Their Battle Ground: Gender-Based Violence in Conflict Zones*. New York: Bureau de la coordination des affaires humanitaires (ONU). Site Web: <http://www.irinnews.org/webspecials/GBV/feahea.asp>, consulté le 1^{er} février 2006.
- 5 Reproductive Health Response in Conflict Consortium. 2005. *Adolescent Refugee Reproductive Health*. New York: Reproductive Health Response in Conflict Consortium. Site Web: <http://www.rhrc.org/pdf/adolesce.pdf>, consulté le 1^{er} février 2006.
- 6 Gary Barker et Christine Ricardo. 2005. "Young Men and the Construction of Masculinity in Sub-Saharan Africa: Implications for HIV/AIDS, Conflict, and Violence." *The World Bank Social Development Papers: Conflict Prevention & Reconstruction - Paper No. 26*, juin 2005, p. 29.

RAJINI

- 1 K.C. Zachariah et S. Irudaya Rajan. 2001. "Gender Dimensions of Migration in Kerala: Macro and Micro Evidence - A subtle transformation has occurred among the wives of the migrants that will leave a lasting imprint on Kerala society", dans *Asia-Pacific Population Journal*, septembre 2001.
- 2 Banque mondiale. 2005. "When Money Really Matters - Remittances Vital to South Asia." Site Web: <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/SOUTHASIAEXT/0,,contntMDK:20587408-menuPK:324175-pagePK:146736-piPK:146830-theSitePK:223547,00.html>, consulté le 16 juin 2006.
- 3 Produit intérieur brut.
- 4 Prachi Mishra, 2006. "Emigration and Brain Drain: Evidence from the Caribbean." Washington, D.C.: Document de travail du Fonds monétaire international (WP/06/25).
- 5 Mishra. 2006
- 6 La Commission des Philippines expatriés (Commission on Filipinos Overseas) évalue à 30 millions, soit 34 à 55 % de la population totale, le nombre de Philippines directement tributaires des rapatriements de salaires (1997). La Commission évalue les rapatriements de salaires à 10,6 milliards de dollars en 2005. Le nombre de travailleurs philippins émigrés était en 2005 de 9 816 700, dont 72 % de femmes.
- 7 Richard Black, 2003. "Soaring Remittances Raises New Issues", Editorial, Migration Information Source, Washington D.C. Migration Policy Institute, juin 2003 - Site Web: <http://www.migrationinformation.org/about.cfm>, consulté le 15 mai 2006.

- 9 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2006.
- 10 Anna Lindley, 2005. "Influence of Remittances and Diaspora Donations on Education." Communication présentée à la Conférence sur les rapatriements de salaires somalis, Washington, D.C., 1^{er} - 2 décembre 2005. Site Web: [http://wbln0018.worldbank.org/html/FinancialSectorWeb.nsf/\(attachmentweb\)/LindleyConferencePaper/\\$FILE/LindleyConferencePaper.pdf](http://wbln0018.worldbank.org/html/FinancialSectorWeb.nsf/(attachmentweb)/LindleyConferencePaper/$FILE/LindleyConferencePaper.pdf), consulté le 16 juin 2006.
- 11 Igor Bosc et Saodat Olimova. 2003. "Labour Migration from Tajikistan." Genève: Organisation internationale pour les migrations, en coopération avec le Centre de recherches Sharq. Site Web: <http://www.iom.int/documents/publication/en/tajik%5Fstudy%5Foct%5F03.pdf>, consulté le 16 juin 2006.
- 12 Katharine Andrade-Eekhoff, 2006. "Migration and Development in El Salvador: Ideals Versus Reality." Migration Information Source. Site Web: <http://www.migrationinformation.org/Feature/display.cfm?id=387>, consulté le 16 juin 2006.
- 13 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2006.

FALCAO

- 1 Aussi appelé soccer.
- 2 Devesh Kapur et John McHale. 2005. "African Soccer Goes Global." Editorial: The Globalist. 21 novembre 2005. Site Web: <http://www.theglobalist.com/StoryId.aspx?StoryId=4915>, consulté le 9 juin 2006.
- 3 Pratt, Terry. 2006. "The Match of the Day Guide to the 2006 World Cup" Interact Publishing. Londres.
- 4 Branko Milanovic. 2006. "Learning About Globalization by Watching A Soccer Game." Taipei Times, 12 février 2006. Site Web: <http://www.carnegeendowment.org/publications/index.cfm?fa=vie w&id=18064&prog=zgp&proj=zted>, consulté le 31 mai 2006.
- 5 <http://www.sportnetwork.net/main/s379/st96621.htm>
- 6 Devesh Kapur et John McHale. 2005.
- 7 BBC News Online "Blatter condemns European clubs" 17 décembre 2003. Site Web: <http://news.bbc.co.uk/sport2/hi/football/africa/3326971.stm>, consulté le 15 juin 2006.
- 8 "EU: Immigration, Co-Development, Soccer." Editorial: Migration News, Université de Californie à Davis. Site Web: http://migration.ucdavis.edu/mn/more.php?id=2326_0_4_0, consulté le 9 juin 2006.
- 9 Ibid.
- 10 Devesh Kapur et John McHale. 2005.
- 11 Devesh Kapur et John McHale. 2005
- 12 Devesh Kapur et John McHale. 2005.

Auteurs des photos:

Adama, Bibi, Edna, Kakenya, Khadiya, Natalia, Richard, par Martin Caparros © UNFPA

Noraïda, par Dino Subingsubing © UNFPA

Rajini, par Rayan Kutty © UNFPA

Falcao, par Pablo Cerolini © Clarin

L'UNFPA est une organisation internationale au service du développement qui promeut le droit de chaque femme, homme et enfant à vivre en bonne santé et à jouir de chances égales. L'UNFPA vient en aide aux pays qui utilisent les données relatives à la population afin de concevoir des politiques et des programmes visant à réduire la pauvreté et à faire en sorte que chaque grossesse soit désirée, chaque accouchement sans danger, chaque jeune non contaminé par le VIH/sida, chaque fille et femme traitée avec dignité et respect.

L'UNFPA — Parce que chacun compte.



Fonds des Nations Unies pour la population

220 East 42nd Street
New York, NY 10017
Etats-Unis d'Amérique
www.unfpa.org

ISBN 0-89714-790-1
F/9 500/2006 Numéro de vente. F.06.III.H.2

Imprimé sur papier recyclé.